

السنة الرابعة

# Le Monde

TÉLÉVISION-RADIO MULTIMÉDIA

Internet, 48 heures de fête : les programmes ville par ville



CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16526 - 7,50 F

DIMANCHE 15 - LUNDI 16 MARS 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI



## Simon Hantai expose et parle

Retiré de la scène artistique depuis quinze ans, docteur dans son atelier, le peintre expose à Paris et explique son silence. Ci-dessus, « Laissée, 1981-1989 ».

## Un médiateur pour le Kosovo

Les ministres des affaires étrangères des quinze, réunis vendredi à Edimbourg, ont annoncé la nomination d'un médiateur pour le Kosovo. p. 4

## Neige en or

Les taux d'occupation ont atteint 75 % à 100 % dans les stations de sports d'hiver pendant les vacances scolaires. p. 14

## Prêt-à-porter



Explosion d'or, d'argent et de cuivre chez Issey Miyake. Jean-Paul Gaultier célèbre Paris en manteaux d'Esquimaux. p. 19

## Procès Papon

M<sup>r</sup> Tubiana, lors de sa plaidoirie, a fait sortir l'accusé de ses gonds : « Vous êtes un calomniateur ! », a-t-il lancé à l'avocat. p. 9

## Les HLM de Paris

Deux notes de synthèse, reçues par le juge Eric Halphen, pourraient relancer l'enquête. Le Monde a pu en prendre connaissance. p. 8

## Le cheval peut rapporter gros

Comment acheter un cheval de course et en faire un placement. p. 15 à 17

## La sexualité des Américains

Dans un rapport d'Alfred Kinsey, paru en janvier 1948, l'Amérique découvrirait sa sexualité. L'homme et ses découvertes sont aujourd'hui contestés. p. 12

Allemagne, 3 DM; Angleterre, 9 F; Autriche, 25 S; Belgique, 65 F; Canada, 2,55 CAN; Danemark, 16 KR; Espagne, 225 PTA; Grèce, 200 DR; Italie, 2000 L; Japon, 100 Y; Pays-Bas, 10 G; Portugal, 200 Esc; Royaume-Uni, 1 £; Suède, 100 Kr; Suisse, 2,30 Fr; Thaïlande, 10 Baht; USA, 1 \$; USA (interne), 2,50 F.

M 0146-315-7,50 F

## Les quatre enjeux des élections régionales

- Gauche : installer l'alternance de 1997 dans les régions
- Droite : préparer la recomposition entre le RPR et l'UDF
- Gouvernement : valider la politique engagée depuis neuf mois
- Front national : arbitrer entre les deux camps en pariant sur une forte abstention

PRÈS DE TRENTE-NEUF millions d'électeurs étaient invités, dimanche 15 mars, à désigner les représentants des vingt-deux conseils régionaux de métropole ainsi que des quatre assemblées d'outre-mer et à participer au premier tour des élections cantonales destinées à renouveler la moitié des conseils généraux. Les électeurs parisiens ne votent que pour les régionales. Le second tour des cantonales est fixé, si nécessaire, au dimanche 22 mars.

Cette dernière consultation a été largement éclipsée, pendant la campagne, par les enjeux nationaux que véhiculent les élections régionales. Celles-ci revêtent au moins quatre enjeux : le taux d'abstention, principal ennemi des partis et qui profite généralement à l'extrême droite; la confirmation dans les régions de l'alternance obtenue par la gauche « pluripartite » aux législatives de 1997 et la validation, par les électeurs, de la politique engagée par Lionel Jospin



AVANT, JE CROYAIS QUE JE DÉTESTAIS JORPÉ ! EN FAIT, JE DÉTESTE LES VOISINS !

depuis neuf mois; l'ampleur du recul attendu de la droite dont les dirigeants cherchent à organiser eux-mêmes la recomposition, sous l'œil attentif de Jacques Chirac; le score du Front national qui cherchera à se présenter comme arbitre ou comme force d'appoint dans plusieurs assemblées régionales.

Nouvelle venue dans le paysage politique français, la région - les assemblées ne sont élues que depuis 1986 - suscite des clivages autant à droite qu'à gauche. Ainsi, les « étatistes » et les « régionalistes », comme Jean-Pierre Chevènement et Dominique Voynet, s'opposent-ils au sein du gouvernement. Dans un entretien au Monde, Elisabeth Dupolnier, directrice de l'Observatoire interrégional du politique, explique que, dans les régions, « la culture de la négociation remplace celle héritée de l'Etat centralisateur ».

Lire pages 6 et 7

## La police palestinienne tente d'empêcher les affrontements avec Israël

LES FORCES de l'ordre palestiniennes ont calmé, vendredi 13 mars, en Cisjordanie, les émeutes provoquées par la mort de trois ouvriers en bâtiment, tués mardi par des militaires israéliens. La police palestinienne est intervenue sans ménagement, à la sortie de la prière du vendredi, pour empêcher les jeunes de chercher l'affrontement avec les troupes israéliennes. Un responsable du Fatah de Yasser Arafat, Sakher Habache, a lancé un appel à la retenue sur les ondes de la télévision palestinienne. « Nous ne voulons pas donner aux Israéliens une excuse qui leur permettrait d'aggraver la situation », a-t-il dit. Soixante-dix manifestants avaient été blessés au cours des jours précédents. Un jeune garçon est décédé, vendredi.

Lire page 2 et notre éditorial page 13

## Le maire et les prémontrés de Conques se disputent le trésor de Sainte-Foy

RODEZ de notre correspondant Depuis douze siècles, le village de Conques protège le trésor de Sainte-Foy. Et chaque année, cette pièce d'orfèvrerie renfermant toute l'âme de l'an mille est adorée ou admirée par 85 milliers de pèlerins et de touristes. Aujourd'hui, les pièces de ce reliquaire vivent les passions sous les toits bleus de la bourgade.

Lors d'un conseil municipal très houleux, le maire UDF Pierre Riom a obtenu (par six voix contre cinq) que soient retirées aux moines prémontrés la garde de Sainte-Foy et la gestion d'entrées qu'il leur reproche de ne pas assurer très « professionnellement ».

La guerre est rallumée. En 1905, la loi de séparation de l'Église et de l'État avait donné à la commune la propriété des reliques. Depuis, un contrat dont les termes paraissent convenir à chacun assurait aux prémontrés, en échange du gardiennage, 11 % des recettes, soit environ 180 000 francs sur 1,75 million encaissés annuellement. Pierre Riom justifie sa position par la mauvaise te-

nue de la billetterie et la nécessité de créer autour du trésor un véritable projet muséographique - le tout sur fond de pensée laïque. « Tout ce qui se trouve ou trésor, dit-il, est un bien public, et j'entends faire respecter la loi. On n'est plus au Moyen Âge, même si l'on est dans un site médiéval. »

La convention, arrivée à son terme en décembre, n'a donc pas été renouvelée. Le frère Jean-Régis, tout ému, lit différemment la loi de 1905 : « Le trésor est propriété communale certes, mais il est totalement affecté au culte. » Pour lui, il n'est pas question que les visites aient lieu sans que soient énoncées les conditions de vénération des reliques. L'argument spirituel de frère Jean-Régis s'accompagne de données financières et pratiques : « On exige de nous une présence de 55 heures par semaine pour 180 000 francs par an. C'est finalement peu payé ! »

De son côté, l'opposition au maire de Conques a fait entendre sa voix en faveur des prémontrés. Un choix qui peut surprendre de la part d'élus sensiblement à gauche, généralement défenseurs des valeurs laïques.

Nombre de Conquois y perdent leur latin. Pierre Riom affirme qu'il est « prêt à aller très loin afin que le bien public soit respecté ». Les prémontrés, assure-t-il, « ont d'autres tâches à accomplir dans le domaine spirituel ». Le frère Jean-Régis, quant à lui, garde le sourire : « Ce sont là des rodoromades. Cette histoire est digne de Don Camillo et Peppone... » Mais Conques nous avait précisément habituée par les vitraux de Pierre Soulages, et ses vieilles maisons accrochées à flanc de causse sont sur le point d'être inscrites au patrimoine mondial de l'Unesco.

Les quatre prémontrés en résidence dans la cité romane sont partie intégrante du décor. Dépouillés du trésor, ils auraient peut-être moins de raisons d'y demeurer. Ils entendent mener leur combat, « calmement et évangéliquement ». Ils gardent pour l'instant les clés du trésor et ne souhaitent pas les rendre, quoique Pierre Riom assure en posséder les doubles.

Elisan da Silva

## Hubert et Madeleine sont dans le même bateau

IL N'Y A PAS si longtemps, la France eût été épinglée à Washington. Pour insupportable attitude diplomatique. Ce « pacifisme » dans la crise irakienne, cette manière molle face au dictateur Saddam Hussein, cette volonté de l'épargner, cette façon de vouloir « apaiser » - mot couramment chargé à Washington - dès qu'est formulée la menace de

l'emploi de la force, enfin, c'est bien connu, cet épouvantable « mercantilisme » qui sous-tend toutes ses initiatives diplomatiques... Outre-Atlantique, l'affaire eût valu à la France une bordée de méchants éditoriaux, quelques féroces « news analysis » inspirés depuis Foggy Bottom, siège du département d'État, voire, tout haut, une ou deux

remarques acerbes de la part d'officiels washingtoniens. Ah ! cet irrépressible besoin français de toujours vouloir se singulariser sur la scène internationale, de jouer les vilains canards d'un camp occidental dont la majorité des membres s'aligne, elle, poliment sur les ordres venus de l'Ouest ! Comme si ce rôle, qu'ils jouent depuis de Gaulle, quel que

soit le parti au pouvoir à Paris, était chez les Français la seule manière d'apaiser le terrible chagrin qu'ils ont de n'être plus qu'une moyenne-petite puissance.

Il n'en fut rien - grâce, notamment, à la relation qu'ont su établir Madeleine Albright, la secrétaire d'État, et Hubert Védrine, le ministre des affaires étrangères. Hubert et Madeleine sont dans le même bateau. Ni durant la crise irakienne ni après - c'est-à-dire après que fut trouvée une solution diplomatique à laquelle Paris a largement contribué - il n'apparut une once d'acrimonie entre officiels des deux pays. Pas plus qu'il n'y eut dans la presse de critiques sérieuses de l'attitude adoptée par la diplomatie française dans cette énième épreuve de force avec l' Irak de Saddam Hussein. De retour à New York, le malheureux secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, négociateur en chef de l'accord de Bagdad, a parfois été la cible de remarques désagréables. Pas la France.

C'est qu'il y a un ton nouveau dans les relations Paris-Washington, dont cette crise rendit parfaitement l'écho. A l'Élysée, on confie volontiers que Jacques Chirac et Bill Clinton, aussi, ont travaillé en étroite collaboration, du début à la fin de l'affaire.

Afsané Bassir Pour et Alain Frachon

Lire la suite page 13

## Professeurs en colère

LES MOUVEMENTS de grève se sont multipliés, le 13 mars, dans les collèges et lycées du département de la Seine-Saint-Denis. Plus de 2 000 élèves et enseignants ont manifesté, vendredi à Paris, jugeant largement insuffisant le plan d'urgence annoncé, le 2 mars, par Claude Allègre et Ségolène Royal. Département « le plus maltraité de France », selon M. Allègre, la Seine-Saint-Denis cumule de graves handicaps : 28 % des jeunes quittent l'école sans aucune formation qualifiante. Interrogée par le Monde, M<sup>me</sup> Royal voit dans ce mouvement une « surenchère syndicale », mais reconnaît que les décisions prises n'ont pas été relayées sur le terrain.

Lire page 8

## Basket hip-hop



KOBE BRYANT

LE PLUS célèbre des basketteurs américains de NBA, Michael Jordan, doit prendre sa retraite des Bulls de Chicago à la fin de la saison 1998. Les dirigeants des Lakers de Los Angeles pensent qu'ils possèdent, avec Kobe Bryant, une star de la même trempe. A dix-neuf ans, cet enfant du rap et du hip-hop remplit les salles. Adidas, qui a sorti une chaussure à son nom, mise sur lui pour reprendre pied dans un sport dont Nike l'a quasiment expulsé.

Lire page 18

International	2	Placements	15
Abonnements	4	Aujourd'hui	18
France	6	Météorologie	21
Société	8	Jour	21
Cartes	10	Culture	22
Horizons	11	Guide culturel	24
Entreprises	14	Radio-Télévision	25



PROCHE-ORIENT La situation s'est dégradée en Cisjordanie où cinq Palestiniens ont été tués et près de soixante-dix autres blessés en une semaine. Après que trois Palestiniens eurent trouvé la mort à un barrage israélien près de Hébron, mardi 10 mars, des heurts ont opposé des manifestants palestiniens à Tshal dans plusieurs villes. ● L'AU-

TORITÉ palestinienne a accusé des « colons juifs » de chercher à envenimer la situation, après l'explosion, vendredi, d'un engin à Jérusalem-Est. Yasser Arafat n'entend pas tou-

fois laisser la situation dégénérer. Vendredi, sa police n'a pas hésité à utiliser des gaz lacrymogènes contre des manifestants à Naplouse. ● LE LEADER TRAVAILLISTE israélien,

Ehoud Barak, est, depuis plusieurs jours, la cible de virulentes critiques pour avoir déclaré que, « né palestinien », il aurait été « terroriste ».

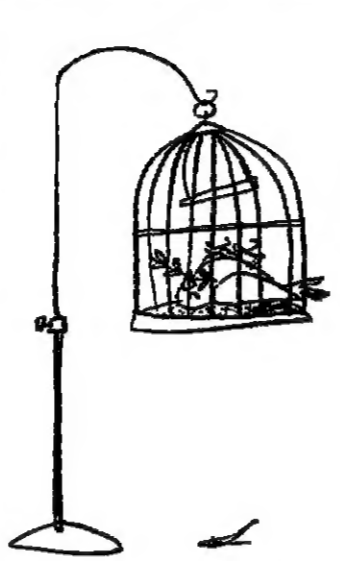
(Lire aussi notre éditorial page 13.)

# Yasser Arafat craint une conflagration dans les territoires

## Après la mort, mardi, de trois Palestiniens, tués à un barrage israélien, les manifestations de colère se sont multipliées en Cisjordanie. L'explosion d'un engin a blessé quatre passants arabes, vendredi 13 mars, à Jérusalem-Est

**JÉRUSALEM**  
de notre correspondant  
Touché en plein front par une balle israélienne « caoutchoutée », Sami Karamé a été déclaré mort, vendredi 13 mars, à l'hôpital Al Ahli d'Hébron. Il avait treize ans. Cinquième Palestinien tué cette semaine par des soldats israéliens, Sami Karamé participait la veille aux violentes manifestations de colère déclenchées deux jours plus tôt à Hébron, Bethléem, Naplouse et ailleurs en Cisjordanie occupée, après la mort de trois travailleurs palestiniens tués, mardi, « par erreur » à un barrage militaire israélien près d'Hébron. L'une des victimes était père de huit enfants.  
Depuis ce grave incident - pour lequel le premier ministre d'Israël a publiquement présenté ses condoléances aux familles endeuillées -, les manifestations, qui ont fait au total près de soixante-dix blessés palestiniens, n'ont pas cessé. Ajoutant à la tension générale, une petite bombe de 300 à 400 grammes d'explosifs, enfermés dans une boîte de métal, a explosé vendredi matin

parmi les vendeurs de rue palestiniens massés à la Porte de Damas, populaire voie d'accès à la vieille ville de Jérusalem. Quatre passants arabes ont été légèrement blessés.  
Annonçant l'ouverture d'une enquête, la police israélienne a estimé qu'il y avait « peu de chances » que l'engin ait été placé par des extrémistes juifs. Tel n'est pas l'avis, entre autres, d'Ahmad Abdel Rahman, secrétaire général du gouvernement palestinien, qui a accusé « des colons juifs » de chercher « par tous les moyens » à envenimer la situation. Jeudi, alors que la population arabe d'Hébron observait encore le deuil de ses trois travailleurs tués, plusieurs centaines de colons d'Hébron, résidant dans cette antenne de cent mille habitants palestiniens, ou dans la colonie voisine de Kyriat Arba, ont défilé sous la protection nerveuse de dizaines de soldats, œil aux aguets et doigt sur la gâchette.  
Dans ce cortège, destiné à célébrer en costume de carnaval la fête juive de Pourim, un adolescent, filmé sous toutes les coutures par les



caméras présentes, s'était grîmé en Barouk Goldstein, le colon local, son « héros » qui avait tué vingt-neuf Palestiniens en prière à Hébron, en février 1994.



Pour Ahmad Abdel Rahman, la « bombinette » de Jérusalem est à rapprocher des trois poignardages de Palestiniens enregistrés ces trois dernières semaines, non loin de là.

dans le quartier juif ultra-orthodoxe de Méa Shearim. Le dernier incident de ce type date de mardi, mais jusqu'à maintenant aucune arrestation n'a été opérée. De même, le colon juif de la région d'Hébron qui, après avoir reçu des pierres sur sa voiture, a tiré jeudi une balle de M16 dans le ventre d'un jeune Palestinien âgé de dix-sept ans, n'a pas été arrêté.  
Coupée à la relaxe immédiate, après interrogatoire « satisfaisant » des deux parachutistes qui, « s'étant crus menacés », ont tué mardi les trois travailleurs d'Hébron, l'attitude pour le moins tolérante des autorités israéliennes à l'endroit de ceux de ses citoyens qui ont la détente facile sur les civils palestiniens ne rend pas la tâche de Yasser Arafat et de ses policiers très aisée. L'arrêt, depuis plus d'un an, du processus de paix, la poursuite de la colonisation des terres arabes et la paupérisation croissante des Palestiniens - en raison des bouclages à répétition imposés par le gouvernement de M. Nétanyahou - tissent une atmosphère fiévreuse que « n'importe quel incident mineur, estimé jeudi un éditorial de Haaretz, peut transformer en conflagration générale à tout moment ».

intermédiaire après les Pâques juives en avril.  
L'autre raison est que M. Arafat n'ignore pas que sa politique aussi bien que son régime autoritaire sont de plus en plus contestés à la base et jusqu'au sein de l'Assemblée législative palestinienne, où ses partisans sont théoriquement - et largement - majoritaires. En clair, gagement - encore tout récemment au Monde l'un de ses ministres, le président élu de l'Autorité palestinienne craint que, à l'occasion d'une série d'élections populaires anti-israéliennes, son régime ne perde le contrôle de la situation et soit emporté dans un maélstrom de frustrations et de colères également dirigées contre lui.

### La poursuite de la colonisation et la paupérisation croissante des Palestiniens tissent une atmosphère fiévreuse

D'où la coopération très concrète que chacun a pu observer ces derniers jours sur le terrain entre sa police et l'armée israélienne, pour éviter que les émeutes dépassent un seul « acceptable ». Vendredi, pour la première fois depuis l'installation, en août 1994, de l'Autorité « autonome » qui contrôle 6 % seulement des territoires occupés par Israël depuis 1967, des policiers palestiniens ont dû utiliser des grenades lacrymogènes contre plusieurs milliers de manifestants palestiniens qui, à Naplouse, avaient entrepris de marcher sur l'un des symboles forts de l'occupation israélienne à l'intérieur même de cette ville : l'autonomie : le tombeau de Joseph, lieu saint juif où viennent régulièrement se recueillir des colons religieux et où sont stationnés en permanence plusieurs dizaines de commandos israéliens.

### « Né palestinien », Ehoud Barak aurait été « terroriste »...

**JÉRUSALEM**  
de notre correspondant  
S'il s'agissait, pour Ehoud Barak, de corriger un peu l'image droïtiste qui est la sienne, notamment auprès des Palestiniens et de la gauche travailliste, il a réussi au-delà de ses espérances. En admettant, le week-end des 7 et 8 mars à la télévision, que s'il était « né palestinien » il aurait « probablement rejoint une organisation terroriste », pour défendre sa cause, l'ancien chef de l'état-major général des armées d'Israël et actuel chef du Parti travailliste a sans doute voulu exprimer sa compassion pour un peuple maltraité par l'histoire.  
Mais même en Israël, où la liberté de parole est totale, il est des sujets particulièrement tabous. Surtout lorsqu'on préside un parti qui ambitionne d'emporter, aux prochaines élections, les suffrages de citoyens majoritairement à droite. Nul ne doute que l'ancien patron des commandos spéciaux, personnellement responsable de l'élimination physique de plusieurs dirigeants de l'OLP dans les années 70, ait voulu dire « organisation de résistance », ou « lutte armée », plutôt que « terroriste ». Mais ces mots-là n'étant jamais employés en Israël pour qualifier une lutte

arabe dès lors qu'elle est dirigée contre Tshal, Ehoud Barak a fauté. « On se demande ce qu'il aurait fait en 40 s'il était né allemand dans les années 20 ! », s'est interrogé, à la Knesset, Michaël Kleiner, député et ami personnel de David Lévy, patron réputé « modéré » du parti Guesher. Débats, insultes, éditoriaux : la bourde d'Ehoud Barak n'a plus quitté l'enceinte parlementaire ni les colonnes de la presse. « J'ai voulu dire que je comprenais que les Palestiniens pouvaient se sentir poussés au terrorisme par les circonstances historiques, a-t-il expliqué, mais je répète que, pour nous, ceci est non seulement inacceptable mais lâche... »  
Pour la droite au pouvoir, qui a vu dans ce faux pas une occasion de marquer des points et qui exige que l'intéressé retire ses paroles et présente « ses excuses à la nation », c'est trop court. Facteur aggravant, qui a accentué la polémique, Ayman Kaïsh, un délégué islamiste palestinien du Hamas, responsable de plusieurs actions véritablement terroristes en Israël, s'est permis de citer M. Barak devant le tribunal militaire, où il comparait mercredi. « Comme Barak, a-t-il dit, je suis un soldat qui veut libérer sa terre... »  
Au moment où le vieux parti de Ben Gourion se prépare à d'éventuelles élections anti-

cipées, que le premier ministre, Benyamin Nétanyahou pourrait convoquer, « d'ici quelques mois » prétendent toujours les gourous de la politique locale, l'affaire est extrêmement embarrassante et relance les spéculations internes sur l'éventuel remplacement de M. Barak par un autre candidat. Même la gauche du parti ne le défend que du bout des lèvres. « Ce fut une réflexion honnête mais maladroite », juge l'un de ses chefs de file, Haggaï Merom.  
A la Knesset où dans la presse, l'ancien général se contente de rappeler son glorieux passé dans « la lutte antiterroriste » et s'estime victime d'une « cabale montée de toutes pièces ». Coïncidence ? A la veille de son faux pas médiatique, Ehoud Barak s'était pour la première fois clairement prononcé - à la tribune du Mouvement uni des kibboutzim - en faveur du « droit à l'autodétermination » des Palestiniens. Il y a mis de nombreux bénoîts de type « sécuritaire » et n'a rien précisé quant aux territoires qui pourraient être concédés à cet éventuel Etat, mais c'était un pas, qui risque d'être remis en question. Ne serait-ce que pour corriger l'effet d'image d'une déclaration provocante.

P. C.

Mais à la satisfaction des autorités israéliennes qui s'en félicitent ouvertement depuis mardi, Yasser Arafat - qui répète depuis des mois, et notamment depuis la tuerie de ces derniers jours, qu'« en dépit de tout ce que nous subissons nous restons attachés à la poursuite du processus de paix » - ne tient pas pour l'instant à enflammer la situation. Cela pour au moins deux raisons.  
D'abord, engagé dans une stratégie essentiellement diplomatique, qui consiste à laisser Benyamin Nétanyahou apparaître de manière croissante sur la scène mondiale comme un extrémiste provocateur, dénué de tout projet de paix, le chef de l'OLP cherche à amplifier le soutien international à sa cause dans l'espoir - « vain » selon la plupart des observateurs - d'amener les Américains, voire les Européens, à imposer à Israël le respect des accords conclus. Faute de bonne volonté israélienne, Washington envisagerait, craint-on à Jérusalem-Ouest, de présenter publiquement ses propres propositions de paix et de partage territorial

Patrice Claude

## Les « modernistes » continuent à se battre pour le respect du droit en Iran

L'INTÉRÊT DES ÉLECTIONS législatives partielles qui se sont tenues en Iran, vendredi 13 mars, tient davantage au climat dans lequel elles ont été organisées que dans leurs résultats, qui seront connus dans quelques jours. Le scrutin visait à pourvoir cinq sièges : à Téhéran et Isfahan, où trois députés ont été nommés ministres, et à Salmas, dans le nord-est, et Khoumeïn, dans le sud-est du pays, après des invalidations pour irrégularités lors des législa-

tives de 1996. Le Conseil de surveillance, dominé par les conservateurs et seul habilité à accepter les candidatures aux législatives, ayant écarté plusieurs postulants réformateurs - dont Ibrahim Ashgarzadeh, très populaire parmi les étudiants -, l'Union générale des syndicats d'étudiants iraniens, qui soutient le président Mohamad Khatami, a organisé le 5 mars à l'université de Téhéran un rassemblement pour dénoncer « les tendances monopolistes » de la droite conservatrice.

N'ayant pas obtenu l'autorisation du ministère de l'intérieur pour un contre-rassemblement le même jour, au même endroit, les extrémistes de l'association des « partisans du Hezbollah » (ansar Hezbollah) s'en sont pris à leurs vis-à-vis, et la manifestation a dégénéré en échange de coups.

Qui plus est, le ministre de l'intérieur, Abdollah Nouri, a publiquement pris la défense des organisateurs de la manifestation, prévenu les « fauteurs de troubles » qu'ils seraient poursuivis en justice et critiqué la présélection des candidats à la présidentielle. Et le Mouvement pour la libération de l'Iran, la seule formation d'opposition libérale tolérée, a appelé à un vote de protestation et invité les électeurs à déposer dans l'urne des bulletins portant les noms des candidats écartés par le Conseil de surveillance.

Sur la lancée de « leur » victoire à l'élection présidentielle de mai 1997, qui a porté Mohamad Khatami à la présidence de la République, les modernistes iraniens n'ont pas envie de se taire. La petite guerre qui les oppose aux conservateurs continue donc, avec un léger avantage pour les premiers, notamment pour ce qui est du respect du droit. Ils tirent principalement leur force de l'exigence d'une stricte application de la loi, souvent bafouée en Iran.

En politique étrangère aussi, M. Khatami marque des points. Dans la foulée de la décision, annoncée le 23 février par l'Union européenne (UE), de rétablir les contacts ministériels avec Téhéran - interrompus en avril 1997 -, le chef de la diplomatie iranienne, Lambero Dini, s'est vu promettre par le président Khatami lui-même la coopération de l'Iran au « combat contre le terrorisme ».

Cap sur la culture!  
  
**STOCKHOLM**  
Capitale Culturelle de l'Europe 1998  
Programme des manifestations, documentation gratuite sur week-ends et séjours : Office Suédois du Tourisme. 18, bd Malesherbes. 75008 Paris. Tél. 01 53 43 26 27, fax 01 53 43 26 24.  
Nom : .....  
Adresse : .....  
M1

**RÉCHAUFFEMENT AVEC LE GOLFE**  
C'est ainsi que même l'ultra-conservateur chef du pouvoir judiciaire, Fayatollah Mohamad Yazdi, a déclaré - ou peut-être a-t-il été forcé de le faire - début mars, que la détention provisoire de suspects était désormais interdite « à l'exception de cas jugés urgents ou requis par la loi ». Quelques jours auparavant, la police et la justice, coiffées par les conservateurs, avaient été pour la première fois publiquement mises en cause, accusées de « traitements inhumains » par des responsables de la municipalité de Téhéran, arrêtés sous le chef d'accusations de corruption.  
C'est ainsi également que le même ayatollah Yazdi a dû annoncer, à la mi-février, que les avocats d'un journaliste condamné à mort pour « espionnage », Morbeza Firouzi, ont demandé l'annulation du jugement et un nouveau procès, comme la loi iranienne lés y autorise. C'est ainsi enfin que l'Iran a donné son accord de principe pour une visite en mai ou juin du rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme, Maurice Copithorne, qui était quasi persona non grata dans ce pays.

Lorsqu'on se souvient des accusations et soupçons que les monarchies pétrolières arabes portaient jusqu'à tout récemment encore contre l'Iran, on mesure l'importance de ce rapprochement. Certes, un long chemin reste à faire pour dissiper les suspicions ; et ce chemin passe, entre autres, par le règlement du conflit qui oppose l'Iran aux Emirats arabes unis à propos de la souveraineté sur les îles d'Abou Moussa, de la Grande et de la Petite Tomb, à l'entrée du Golfe.

D'après le quotidien saoudien El Hayat, trois experts américains du Moyen-Orient, Geoffrey Kemp, Gerald Green et Roscoe Suddarth, ont même participé fin février à un séminaire organisé à Téhéran. Une conseillère du président Khatami, Zahra Shojaï, vient d'inviter les femmes américaines à Téhéran dans le cadre des échanges entre les sociétés civiles des deux pays préconisés par M. Khatami.  
« Encourageant » ne signifie pas toutefois « satisfaisant ». Washington attend des preuves et continue de s'inquiéter, par ailleurs, du projet de l'Iran de se doter, selon lui, de

Mourna Naïm

Chief d'Etat sud-con  
Kim Dae-jung grac  
Prisonniers d'opini  
de l'air française en Y  
au Brésil et au Ch

الجمهورية العربية السورية



سكنا من الاعلى

# Le chef d'Etat sud-coréen Kim Dae-jung gracie 74 prisonniers d'opinion

## La police politique devrait être réformée

**TOKYO**  
de notre correspondant

Le président Kim Dae-jung a accordé, vendredi 13 mars, l'amnistie à une partie des prisonniers de conscience détenus dans les prisons sud-coréennes et a lancé une offensive contre les services de planification de la sécurité nationale (anciennement KCIA), instrument de la répression des dictatures dont il fut l'une des victimes.

Rituel d'inauguration d'un nouveau pouvoir, cette amnistie était, pour la dissidence dont le président Kim est issu, un test de sa volonté d'être fidèle à son passé. M. Kim, qui passa près de vingt ans en prison, en tant qu'opposant à la dictature et à la résidence surveillée et faillit payer de sa vie ses engagements, allait-il faire libérer les six cent trente-six prisonniers d'opinion (estimation des milieux chrétiens) détenus en Corée du Sud ? Selon le ministère de la justice, tous sont des prisonniers de droit commun. En réalité, se trouvent en prison des intellectuels accusés de sympathie pour le Nord, des étudiants contestataires et des syndicalistes. Dix-neuf personnes ont été arrêtées au cours des deux derniers mois pour violation de la loi sur la sécurité nationale, avance le groupe de défense des droits de l'homme Minhakhyup.

Le président Kim Dae-jung a accordé, vendredi 13 mars, l'amnistie à une partie des prisonniers de conscience détenus dans les prisons sud-coréennes et a lancé une offensive contre les services de planification de la sécurité nationale (anciennement KCIA), instrument de la répression des dictatures dont il fut l'une des victimes.

Rituel d'inauguration d'un nouveau pouvoir, cette amnistie était, pour la dissidence dont le président Kim est issu, un test de sa volonté d'être fidèle à son passé. M. Kim, qui passa près de vingt ans en prison, en tant qu'opposant à la dictature et à la résidence surveillée et faillit payer de sa vie ses engagements, allait-il faire libérer les six cent trente-six prisonniers d'opinion (estimation des milieux chrétiens) détenus en Corée du Sud ? Selon le ministère de la justice, tous sont des prisonniers de droit commun. En réalité, se trouvent en prison des intellectuels accusés de sympathie pour le Nord, des étudiants contestataires et des syndicalistes. Dix-neuf personnes ont été arrêtées au cours des deux derniers mois pour violation de la loi sur la sécurité nationale, avance le groupe de défense des droits de l'homme Minhakhyup.

**UNE MESURE PARTIELLE**

Dans le cadre d'une amnistie qui touche cinq millions de personnes coupables d'infractions mineures, ont été libérés soixante-quatorze détenus politiques dont six âgés de plus de soixante-dix ans. Détenus depuis quarante ans pour espionnage, Woo Yong-gak, membre d'un commando infiltré au Sud en 1958 et qui, épuisé et affaibli par les sévices, n'est plus que l'ombre d'un être humain, n'a pas été amnistié. Pourtant, il figure sur la liste des quarante prisonniers dont Amnesty International a demandé la libération en raison de la longueur de leur séjour derrière les barreaux : douze d'entre eux seulement ont été graciés. M. Woo est maintenu en prison parce qu'il n'a pas renié ses convictions idéologiques. En revanche, ceux qui se re-

pentissent bénéficient traditionnellement d'une certaine indulgence : ce fut le cas d'une jeune femme, Kim Hyun-hui, qui a reconnu avoir participé à l'attentat contre un appareil de Korean Air en 1987 (cent quinze morts) ; condamnée puis graciée, elle vit à Séoul, mariée à un gardien de prison.

Parmi les détenus libérés figurent l'écrivain Hwang Seok-young, condamné en 1993 à sept ans de prison pour s'être rendu au Nord, et le bonze Jin Kwan, emprisonné en 1996 pour avoir donné des informations qui auraient filtré au Nord. En revanche, le poète Park No-hae, populaire auprès des étudiants contestataires, et Suh Jun-sik, qui organisa en octobre 1997 un festival de films sur les droits de l'homme en défilant la censure, n'ont pas été libérés.

Les organisations de défense des droits de l'homme critiquent cette amnistie restreinte, alors que les autorités la présentent comme « la plus importante depuis la fondation de la nation ». Le secrétaire d'Amnesty International à Séoul, Oh Wan-ho, accusé le gouvernement d'avoir cherché à ménager les conservateurs : « La question des prisonniers de conscience ne doit pas faire l'objet de marchandage politique », dit-il.

La prudence du président Kim en matière d'amnistie s'explique effectivement, selon son entourage, par son souci de ne pas braquer les conservateurs, afin de réformer l'ancienne KCIA dont il a confié la direction à un de ses fidèles, Lee Jong-chan. Le prédécesseur de celui-ci, Kwon Young-hae, s'est vu notifier, jeudi, l'interdiction de quitter le territoire tandis que cinq de ses aides ont été arrêtés pour avoir diffusé, au cours de la campagne présidentielle, de fausses rumeurs sur le soutien financier dont aurait bénéficié Kim Dae-jung de la part de la Corée du Nord. Cette offensive contre les services de renseignement serait la première étape d'une réorganisation visant à la soustraire à l'influence du pouvoir politique.

Philippe Pons

# L'armée de l'air française en VRP de Dassault au Brésil et au Chili

**DANS LA FOULÉE**, au Brésil d'abord, au Chili ensuite, l'armée de l'air française va apporter, durant la deuxième quinzaine de mars, un sérieux coup de main au groupe Dassault-Aviation, qui cherche à vendre son avion de combat Mirage 2000-5 à ces deux pays. A cette opération de promotion, elle consacrera un détachement de six Mirage 2000, normalement basés à Orange (Vaucluse), escorté de trois avions ravitailleurs et de trois appareils de transport en soutien logistique. Pas moins de deux cents aviateurs, toutes spécialités confondues, contribuent à la mission. A partir du 14 mars, ce détachement aérien doit rester six jours à Santa Maria, au Brésil, où un Mirage 2000-5 bi-place du constructeur le rejoindra, et six autres jours à Antofagasta, au Chili, où Dassault expose deux Mirage 2000-5 au Salon aéronautique de Santiago.

C'est la quatrième fois, depuis la mi-novembre 1997, que l'armée de l'air française prête son concours à Dassault-Aviation, en se rendant dans des pays susceptibles d'acheter les avions du groupe privé. A Abou Dhabi, puis à Singapour, elle a déjà fait un déplacement identique. Dans les émirats du Golfe, la visite aboutit à une commande de trente-trois Mirage 2000-9 (une version du Mirage 2000-5 vouée à l'attaque au sol et à la défense aérienne). A Singapour, l'armée de l'air française était venue plus particulièrement se faire, aussi, le VRP du Rafale, l'avion qu'elle a prévu de commander à partir de 2001.

Comme à Abou Dhabi et à Singapour, le général Jean Rannou, chef d'état-major de l'armée de

l'air, assistera sur place aux exercices organisés avec les armées des pays hôtes, au cours desquels on procède à des échanges de pilotes et de techniciens - exercice baptisé « Mistral-2 » au Brésil et dénommé, au Chili, à la mémoire de Mermoz, le pionnier de la ligne de la cordillère des Andes.

**BAISSE DU CÔTÉ UNITAIRE**

Le Brésil manifeste l'intention de changer ses Mirage III anciens et le Chili envisage d'acquiescer un escadron - soit une vingtaine d'avions - pour lequel il a mis la France, les Etats-Unis et la Suède en compétition.

C'est une politique nouvelle de l'armée de l'air française que de se présenter, à l'étranger, comme le propagandiste des matériels de conception nationale dont elle s'est équipée. A l'instar de ce qui se passe aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, le soutien des aviateurs français et le concours qu'ils apportent à la formation, en France même, des pilotes ou des mécaniciens étrangers, moyennant la contribution financière du client, assurent indirectement la crédibilité opérationnelle des armements proposés à l'exportation. Mais le souci financier n'est pas absent de cette démarche commerciale. Plus l'avion sera exporté et moins l'armée de l'air française le paiera au prix fort. A ce jour, le Mirage 2000, dans toutes ses versions, a été acheté à quelque 320 exemplaires par la France et vendu à 230 autres à sept pays étrangers (Qatar, Abou Dhabi, Egypte, Taïwan, Grèce, Inde et Pérou).

Jacques Isnard

# Le nouveau cabinet indonésien comprend essentiellement des proches de M. Suharto

## Djakarta va reprendre dans la méfiance les négociations avec le FMI

Le gouvernement formé, samedi 14 mars, par le président Suharto pour son septième mandat comprend principalement des fidèles éprouvés.

Les pourparlers avec les représentants des bailleurs de fonds internationaux vont reprendre en l'absence des économistes qui avaient négocié

le programme d'assainissement économique. Le Japon s'efforce de convaincre le chef de l'Etat de lâcher un peu de lest.

**DJAKARTA**  
de notre envoyé spécial

Le président Suharto s'appuiera sur le noyau le plus solide de ses partisans pour tenter de surmonter la crise la plus grave d'un règne de trente-deux ans. La première tâche du gouvernement qu'il a nommé, samedi 14 mars, et au sein duquel l'un de ses enfants est appelé à jouer un rôle-clé sera de renégocier une assistance étrangère d'autant plus indispensable que des semaines de tergiversations ont favorisé l'effondrement de la roupie indonésienne et un mécontentement général illustré, pour le moment, par une agitation antigouvernementale sur les campus universitaires.

Au sein du cabinet du septième quinquennat de M. Suharto, réélu le 10 mars par acclamations, le ministre des finances est confié à Fuad Bawazir, un haut fonctionnaire d'origine yéménite qui s'est prononcé pour la parité fixe de la roupie. Le ministre de l'économie et du plan est Ghanjar Kartasasmita, autre homme de confiance de M. Suharto. Les intérêts de la famille présidentielle sont défendus par Mohammad « Bob » Hasan, « baron du bois » et intime du président Suharto, ainsi que par Siti Hardiyanti Rukmana, dite « Tutut », fille aînée du président et femme d'affaires accomplie.

Elément controversé de l'influence communautaire chinoise, le richissime « Bob » Hasan a la charge du commerce et de l'industrie tandis que « Tutut » hérite des affaires sociales. Le ministre de la défense, qui supervise aussi la sécurité interne, a été attribué au général Wiranto, ancien aide de

camp de M. Suharto récemment promu commandant en chef des forces armées. La diplomatie reste entre les mains d'un vieux routier, Ali Alatas, également un fidèle du président.

Cette équipe apparemment soudée et plus réduite que la précédente comptera sur l'appui de B.J. Habibie, élu vice-président jeudi et qui a récemment demandé au FMI de faire preuve de « davantage de réalisme ». Nouveauté, le vice-président reçoit la responsabilité des relations avec les organisations internationales et celle du développement industriel. L'influence de M. Habibie, un intime de Suharto, devra cependant s'accommoder de celle de « Tutut », qui semble avoir joué un rôle prédominant dans le choix du gouvernement. La rumeur dit même que la fille aînée de M. Suharto, qui fait également une carrière politique, pourrait briguer en octobre la présidence du Golkar, parti gouvernemental et tremplin éventuel à la succession de son père.

Pour l'essentiel, les économistes chevronnés qui ont négocié les deux accords avec le FMI, ceux du 31 octobre 1997 et du 15 janvier 1998, ont été mis à l'écart. Dans des négociations qui reprendront après la première réunion du conseil des ministres, prévue mardi à Djakarta, une délégation du FMI retrouvera donc des interlocuteurs indonésiens à la fois méfiants à l'égard des recettes du Fonds monétaire et déterminés à défendre les intérêts du régime. Le FMI a notamment réclamé, le 15 janvier, la suppression des subventions des projets industriels de Habibie et le démantèlement du

cartel du bois de « Bob » Hasan.

Toutefois, cette nouvelle donne ne devrait pas sensiblement modifier l'équation. Certes, le FMI se dit prêt à assouplir sa position pour tenir compte de l'hyperinflation menaçante et assurer le ravitaillement des populations en biens de première nécessité - donc pour empêcher le navire de sombrer sous l'effet de désordres sociaux. Mais, ainsi que l'ont encore souligné les propos tenus par Michel Camdessus jeudi, la crédibilité du FMI serait en jeu en cas de compromis sur des réformes qui se sont déjà, à ses yeux, trop fait attendre. Cette fermeté est approuvée par le G7 et a reçu, vendredi en Ecosse, l'appui des ministres des affaires étrangères de l'Union européenne. Le premier ministre japonais Ryutaro Hashimoto, qui devrait être reçu dimanche par M. Suharto à Djakarta, devrait se charger de rappeler cette réalité au chef de l'Etat indonésien.

La logique voudrait donc que M. Suharto lâche un peu de lest dans les discussions avec le FMI dont il n'a, d'ailleurs, jamais ouvertement rejeté le programme. Simultanément, il devrait tenter de circonscire des manifestations antigouvernementales qui n'ont, à ce jour, pratiquement pas débordé des campus. Le général Wiranto, à ce propos, lancé jeudi un très ferme avertissement aux milieux universitaires, leur demandant de mettre un terme à leurs manifestations et d'engager le dialogue avec l'armée.

Dans un climat d'incertitude et de fermentation, ce qui fait figure de garde rapprochée du président s'apprête donc à engager une difficile négociation avec la communauté internationale, avec ses hauts et ses bas. Les effets ne se feront sentir qu'au bout de quelques semaines. En effet, plutôt que d'une pause, il s'agira sans doute d'une remise à plat qui devrait contraster avec l'urgence des mesures à prendre pour enrayer un plongeon vers les abîmes.

Jean-Claude Pomonti

# La fille du président aura une forte influence dans ce gouvernement

D'un autre côté, le nouveau gouvernement indonésien ne dispose plus guère de cartes à jouer. Les réserves de devises étrangères du pays, qui seraient récemment passées en dessous de la barre des 10 milliards de dollars, sont désormais trop insignifiantes pour que l'adoption d'une partie

# 9 nominations aux OSCARS 98

## DONT MEILLEUR FILM



Libre et Rigoureux  
Contemplatif et Speedé  
Pudique et Sensuel  
Onirique et Hyperréaliste

ROBIN WILLIAMS MATT DAMON  
**WILL HUNTING**

UN FILM DE GUS VAN SANT



# ACTUELLEMENT



# Le Kosovo a été à l'ordre du jour de la réunion des Quinze à Edimbourg

### Le ministre des affaires étrangères français, Hubert Védrine, s'est félicité de la cohésion manifestée par les Européens, qui ont adopté sans réserve les conclusions du « Groupe de contact »

**EDIMBOURG**  
de nos envoyés spéciaux

Au lendemain de la Conférence européenne de Londres, les ministres des affaires étrangères des Quinze se sont réunis dans la capitale écossaise, vendredi 13 mars. A l'ordre du jour, encore une fois le Kosovo, les problèmes posés par l'ouverture des négociations sur l'adhésion de Chypre à l'Union européenne, le processus de paix au Proche-Orient et un examen de la crise financière asiatique à trois semaines du sommet euro-asiatique de l'ASEM.

La première journée des travaux a été consacrée à la crise du Kosovo. Le ministre français des affaires étrangères s'est félicité de la cohésion manifestée par l'ensemble des Quinze - y compris la Grèce, dont on connaît les bonnes relations avec Belgrade - qui ont approuvé sans réserve les conclusions adoptées le 9 mars par le « Groupe de contact ». Selon Hubert Védrine, la position européenne se résume en deux points : d'une part, le statu quo est inacceptable et la Serbie doit engager un dialogue politique avec les Albanais du Kosovo; de l'autre, accepter l'indépendance du Kosovo serait irresponsable et re-

viendrait à jouer les apprentis-sorciers. Les Quinze ne traitent pas de manière identique les dirigeants serbes et la communauté albanaise, la pression principale étant bien sûr exercée sur Belgrade.

Président en exercice, le secrétaire au Foreign Office, Robin Cook, a insisté sur l'unicité qui a prévalu autour d'une série de mesures pratiques. Dès la mi-mars, une réunion des experts des Quinze examinera la mise en œuvre des sanctions contre Belgrade, en particulier le refus de délivrer des visas aux officiels serbes impliqués dans la répression et d'accorder des crédits gouvernementaux au régime de Slobodan Milosevic.

**PRESSIONS SUR BELGRADE**

Une autre réunion rassemblera à Paris les membres du « Groupe de contact », ceux de la « troïka » européenne et les pays voisins pour étudier les mesures à prendre en vue d'éviter que la répression en Serbie ne devienne une source d'instabilité dans la région. Si la date n'en est pas encore fixée, elle devrait avoir lieu d'ici au 25 mars, quand expire l'ultimatum à Belgrade. Au-delà de cette date, le second train de sanctions serait mis

en place, dont les Quinze souhaitent qu'il fasse l'objet du plus vaste consensus possible.

Un représentant spécial des Quinze devait être désigné, probablement l'ancien chef du gouvernement espagnol Felipe Gonzalez. En même temps, un message sera adressé au chef de la communauté albanaise, Ibrahim Rugova, pour l'assurer de l'engagement des Européens en faveur d'une autonomie accrue du Kosovo et de la poursuite des pressions sur les dirigeants de Belgrade pour qu'ils fassent une offre de dialogue « significative », et que celui-ci s'engage « sans préconditions de part et d'autre ».

Continuant leur examen de la situation en ex-Yougoslavie, les ministres ont regretté la décision du président croate Franjo Tudjman de refuser de recevoir les membres de la « troïka », venus protester contre un récent discours au ton « nationaliste et incitant à la confrontation ethnique ». Si les autorités de Zagreb veulent développer leurs relations avec l'UE, il leur faudra accepter d'écouter ses préoccupations, avertit M. Cook.

Patrice de Beer et Philippe Lemaître

## Nouvelle manifestation d'étudiants à Pristina

**PLUS DE 50 000 ALBANAIS**, des étudiants pour la plupart, ont manifesté pendant une heure, vendredi 13 mars, à Pristina, contre le pouvoir serbe, sans que la police n'intervienne. Ils portaient des drapeaux albaniens et des pancartes avec les inscriptions : « Arrêtez la violence », « Kosovo libre », « Nous ne renoncrons jamais à l'indépendance ». Lors d'une conférence de presse tenue, le même jour, dans la capitale de la province, le chef des Albanais du Kosovo, Ibrahim Rugova, a appelé l'Occident à soutenir leur « aspiration à l'indépendance ». « Nous demandons aux États-Unis et à l'Union européenne de faire davantage d'efforts. (...) Le peuple du Kosovo est attaché à l'indépendance. C'est la meilleure solution, y compris pour les Serbes », a déclaré M. Rugova. Les responsables albaniens du Kosovo ont boycotté, vendredi, pour la deuxième journée consécutive, une délégation du gouvernement serbe venue pour des discussions à Pristina. Fehmi Agani, adjoint de M. Rugova, a expliqué les raisons du refus des Albanais d'ouvrir un dialogue : la partie serbe « traite les Albanais comme une

minorité nationale »; elle insiste sur « une solution dans le cadre de la Serbie »; elle veut limiter le débat aux questions concernant les droits de l'homme, le développement économique et culturel en occultant celle du « statut » de la province.

L'émissaire américain pour les Balkans, Robert Gelbard, a d'autre part annoncé, vendredi, qu'il comptait retourner à Belgrade la semaine prochaine et se rendre dans la province du Kosovo, pour inviter les responsables serbes et albaniens à résoudre leurs différends de façon pacifique. Robert Gelbard souhaite reprendre ses contacts avec le président de la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro), Slobodan Milosevic : « Je veux renforcer Milosevic (dans l'idée) d'urgence d'un mouvement positif », a souligné Robert Gelbard. L'émissaire américain, qui pourrait quitter Washington mardi, s'entretiendra aussi avec les responsables de la province du Kosovo pour y évoquer un accord aux termes duquel les écoles en langue albanaise rouvriront leurs portes dans la province serbe. - (AFP)

## La maladie de Boris Eltsine pourrait entraîner le report du sommet de la CEI

**MOSCOU**  
de notre correspondant

La révélation de la « larvigo-trachéite aiguë », accompagnée d'une extinction de voix, dont souffre Boris Eltsine a été accueillie, samedi 14 mars, avec un certain calme par les médias russes, qui ont donné la nouvelle dans leurs pages intérieures. Certains journaux ont noté que des explications, « pour une fois crédibles », avaient été

données par l'administration présidentielle pour justifier l'annulation des rendez-vous du président, vendredi. La veille, Boris Eltsine était en effet apparu publiquement la voix déjà atteinte, mais par ailleurs plutôt en forme : il s'était excusé de la faiblesse de ses cordes vocales en remettant des médailles au Kremlin devant les caméras de télévision.

En revanche, la « petite voix »

n'était pas du tout perceptible dans son allocution radiophonique hebdomadaire - enregistrée le même jour, mais qui aurait été « retravaillée... ». M. Eltsine pourrait donc souffrir d'un simple refroidissement, comme de très nombreux Moscovites en ce moment. Ses médecins lui auraient imposé un séjour dans sa résidence de Gorki-9 pour éviter une complication pulmonaire. L'hypothèse semble d'autant mieux acceptée qu'elle peut avoir une utilité politique, relèvent certains journaux.

« Dans ces conditions, écrit le *Rousski Telegram*, il est bien plus sain pour le président d'attendre des temps meilleurs pour réunir la CEI. Le quotidien remarque que « le climat de son Oural natal est en revanche indiqué pour le président », qui doit rencontrer MM. Kohl et

Chirac, les 25 et 26 mars, à Iekaterinbourg.

Mais la nouvelle maladie de Boris Eltsine, qui pourrait nécessiter une dizaine de jours de repos, illustre bien l'un des maux fondamentaux dont souffre la Russie : l'incertitude. Elle a d'ailleurs immédiatement entraîné une chute de deux points de la Bourse de Moscou. L'inquiétude vient surtout du fait que Boris Eltsine avait lui-même déclaré, mardi 10 mars, qu'il avait été examiné cinq jours plus tôt par ses médecins. « Il n'y a aucun changement, avait-il dit,

même pas dans les éléments du sang. » Il en avait profité pour critiquer la presse, qui « s'accroche au thème de la santé du président ». « Si les médecins n'avaient pas fait tout ce qu'il fallait durant mon opération cardiaque [de novembre 1996], je l'aurais dit moi-même ! », avait affirmé M. Eltsine. Le chef de l'Etat avait révélé à cette occasion qu'il avait pris l'habitude de proposer à ses interlocuteurs de rivaliser avec lui « à la nage, au tennis ou à la course »...

Sophie Shihab

**LE NOUVEL Economiste**

**FONCTIONNAIRES Le jackpot**

Emploi à vie, primes en tout genre, salaires supérieurs au privé...

En vente chez votre marchand de journaux

**CAVE A VIN SANS MOTEUR**

- CONSERVATION ET VIEILLISSEMENT DES VINS
- TEMPERATURE REGULABLE
- MANIÈRE CONTRÔLÉE
- DE 15 A 250 BOUTEILLES
- POUR LE PARTICULIER ET LE PROFESSIONNEL

**NORDING**

CATALOGUE GRATUIT (33) 04-68-50-04-05

**Abonnez vous au Monde**

Recevez *Le Monde* chez vous et profitez d'une offre spéciale :

**48 numéros GRATUITS**

Faites vos comptes : Vous achetez *Le Monde* chaque jour 7,50, soit au bout d'un an : 2 340. Avec l'abonnement vous ne payez que 1 950, soit : une économie de 360, un prix au numéro de 6,34.

**TARIFS HORS FRANCE**

	Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse	Autres pays de l'Union européenne	USA-CANADA
1 AN	2190F	2380F	2800F
3 mois	590F	790F	950F

Offre valable jusqu'au 31/12/98.

Pour tout autre renseignement concernant le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers, téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8h30 à 18 heures du lundi au vendredi.

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc - 92446 Châtigny Cedex

# Les avocats de Paula Jones rendent publiques les enquêtes sur Bill Clinton

### Les conseillers du président américain dénoncent « un tissu de mensonges »

Tournant l'obligation de confidentialité imposée par le juge, les avocats de Paula Jones, qui accuse Bill Clinton de harcèlement sexuel, ont trouvé le moyen de mettre

sur la place publique d'embarrassants témoignages contre le président des États-Unis. L'un des témoins livra dimanche sa version des faits à la télévision.

**NEW YORK**  
de notre correspondant

Comme s'il fuyait l'orage, le président Bill Clinton a quitté la Maison Blanche en hélicoptère pour se réfugier à Camp David en compagnie de son épouse Hillary et de son chien Buddy au moment même où, vendredi 13 mars, dans l'après-midi, Paula Jones, ancienne employée de l'Etat d'Arkansas qui poursuit le président pour harcèlement sexuel, déposait un épais dossier de 700 pages devant le tribunal fédéral de Little Rock (Arkansas). Les avocats de Paula Jones entendaient ainsi riposter à la demande de non-lieu présentée par les défenseurs de M. Clinton qui, estimant sans fondement les griefs de la plaignante, demandaient au juge de renoncer à ouvrir le procès à la date prévue du 27 mai.

Pour montrer qu'il y avait bien matière à poursuivre, les avocats de Paula Jones ont livré l'ensemble des dépositions, témoignages et interrogatoires réunis dans le cadre de l'instruction. Vrais ou faux - rien, pour l'instant, ne permet de les corroborer -, ces éléments se trouvent désormais sur la place publique et le résultat est embarrassant pour le président. Car si ces documents ne révèlent rien de ce que les fuites dans la presse avaient déjà fait connaître, ils apportent des témoignages concrets, parfois même très crus, de femmes qui affirment avoir fait l'objet d'avances sexuelles de la part de Bill Clinton, ou avoir eu des contacts sexuels avec lui.

Le témoignage sans doute le plus nocif est celui de Kathleen Willey, collaboratrice bénévole de la Maison Blanche et du Parti démocrate, qui, en proie à de graves difficultés conjugales et financières, prit rendez-vous avec M. Clinton le 29 novembre 1993 pour lui demander un emploi rémunéré. Selon ses dires, M<sup>me</sup> Willey, âgée alors de cinquante et un ans, fut reçue d'abord dans le bureau ovale du président, puis fut invitée à passer dans un petit bureau privé adjacent, face à un café. Là, il l'entoura de ses bras pour

la reconforter mais, dit-elle, l'étreinte dura « plus longtemps qu'elle ne s'y attendait ». M<sup>me</sup> Willey affirme que M. Clinton tenta ensuite de l'embrasser sur la bouche, puis qu'il lui prit la main, qu'il posa sur ses parties génitales. Interrogé le 17 janvier sur cet épisode, M. Clinton a reconnu avoir reçu Kathleen Willey et avoir cherché à la reconforter, mais a démenti que la rencontre ait pris une telle tournure : « Je l'ai prise dans mes bras, je l'ai peut-être même embrassée sur le front, a-t-il dit, mais cela n'avait rien de sexuel ». M<sup>me</sup> Willey apprit le lendemain que son mari s'était suicidé, probablement pendant qu'elle se trouvait à la Maison Blanche, et obtint peu de temps après un emploi rémunéré à la présidence, qu'elle conserva pendant un an.

La déposition de Kathleen Willey est potentiellement la plus dommageable. D'abord car, contrairement à l'affaire Monica Lewinsky, l'accusation correspond à la définition du harcèlement sexuel. Ensuite parce qu'elle émane d'une démocrate, qui ne peut être suspectée de parti pris politique. Enfin parce que M<sup>me</sup> Willey n'a pas cherché, contrairement à Paula Jones, à poursuivre le président.

**UNE DÉPOSITION DU PRÉSIDENT**

Kathleen Willey a été interrogée cette semaine devant le grand jury constitué par le procureur indépendant Kenneth Starr dans le cadre de l'enquête sur les accusations de parjure, subornation de témoins et obstruction de la justice contre M. Clinton. Pire : cette femme, jusqu'ici extrêmement discrète, a décidé de parler au magazine télévisé « 60 minutes » de CBS, qui diffusera ses confessions dimanche soir, en prime time.

Les documents déposés par les avocats de Paula Jones, qui cherchent à établir que leur cliente a été victime d'un comportement fréquent chez le président, contiennent également la déposition de Bill Clinton faite le 17 janvier devant les avocats de Paula Jones. On y perçoit un président tour à tour atterré et révolté par les

questions intimes qui lui sont posées, au point que son avocat est parfois obligé de lui demander d'élever la voix car ses réponses sont inaudibles. Il y a même eu Monica Lewinsky « deux ou trois fois » pendant la grève du personnel administratif de fin 1995 (période pendant laquelle les stagiaires remplaçaient souvent les fonctionnaires), puis à nouveau « deux ou trois fois » lorsqu'elle lui apporta des documents.

**« CAMPAGNE BIEN ORCHESTRÉE »**

A ces occasions, il reconnaît également avoir pu se trouver seul avec elle dans son bureau, mais dément avoir jamais eu des relations sexuelles, assurant que c'est sa secrétaire, Betty Currie, qui transportait les petits cadeaux qu'il lui faisait et l'occupait de lui trouver un autre emploi. En revanche, il reconnaît pour la première fois avoir eu des relations sexuelles - mais une seule fois, en 1977 - avec Gennifer Flowers, jeune femme qui faillit faire échouer sa campagne présidentielle en 1992 en affirmant avoir été sa maîtresse pendant douze ans.

Après la publication de ces documents, l'un des avocats du président Clinton, Robert Bennett, a protesté avec virulence contre les accusations contenues dans le dossier de Paula Jones. Elles constituent, a-t-il affirmé, « un tissu de mensonges » qui n'établissent en aucun cas un « comportement habituel » du président et qui, surtout, relèvent « d'une campagne bien orchestrée visant à [le] salir ». La plupart de ces dépositions, a poursuivi M. Bennett, n'ont rien à voir avec « les fondements juridiques sur lesquels Paula Jones doit s'appuyer pour prouver qu'elle a été victime de harcèlement sexuel et que cela lui a causé un préjudice moral ». Pour l'avocat, la publication de ces documents vise en réalité à contourner l'obligation de confidentialité imposée par le juge et à « livrer aux médias les moindres désinformations susceptibles d'embarrasser le président ».

Sylvie Kauffmann

baïsse du chômage en Europe des Quinze

publie son plan pour l'emploi

affirme avoir employé un nucléaire secret chine et l'Iran

américain demande Saddam Hussein soit traduit devant tribunal international

à expulsé ressortissant français

الجمهورية الجزائرية



السنة الأولى

Jones rendent sur Bill Clinton

### Légère baisse du chômage dans l'Europe des Quinze

LUXEMBOURG. Le taux de chômage au sein de l'Union européenne s'est stabilisé à 10,4 % au mois de janvier (17,5 millions de personnes), selon les chiffres publiés vendredi 13 mars par Eurostat, l'office statistique des communautés européennes. Ces chiffres, corrigés des variations saisonnières, traduisent une légère baisse par rapport aux mois de janvier 1996 et 1997, pendant lesquels ce taux s'était établi à 10,8 %.

Au total, ce sont 400 000 chômeurs de moins qui sont recensés par rapport à janvier 1997. La moyenne annuelle pour l'année 1997 était de 10,6 % contre 10,8 % en 1996.

Le taux de chômage le plus bas d'Europe est celui du Luxembourg, avec 3,4 %, suivi de celui de l'Autriche à 4,3 %. Les pays les plus atteints sont, dans l'ordre, l'Espagne (20,2 %), la Finlande (12,6 %) et la France, avec 12,1 %. Les personnes les plus touchées par le chômage en Europe sont les femmes de moins de vingt-cinq ans (22,3 % d'entre elles sont au chômage) et celles qui s'en sortent le moins mal sont les hommes de vingt-cinq ans et plus (7,6 %).

### Londres publie son plan de lutte pour l'emploi

LONDRES. Le gouvernement britannique a publié, vendredi 13 mars à Londres, son plan national de lutte contre le chômage, conformément aux conclusions du sommet sur l'emploi de Luxembourg du 21 novembre 1997, qui a donné aux Quinze jusqu'au 15 avril pour rendre publics leurs plans nationaux. Premier pays des Quinze à le faire, la Grande-Bretagne a officiellement présenté son plan lors d'un conseil informel des ministres des affaires sociales et de l'éducation de l'Union européenne.

Ce plan est axé sur un « New Deal » qui a pour objectif de « renverser la spirale de la privation d'emploi qui a conduit à des niveaux inacceptablement hauts de jeunes chômeurs et de chômeurs longue durée ». Pour les mesures en faveur des jeunes, le gouvernement travailliste de Tony Blair a prévu de consacrer près de 3,5 milliards de livres. Les jeunes se verront offrir un emploi pour une durée minimum de six mois avec aide à l'employeur, ou bien une formation à temps plein de douze mois. S'ils refusent l'une des solutions qui leur sont proposées, ils perdront leurs allocations de chômage. Pour les chômeurs longue durée de plus de vingt-cinq ans sans emploi depuis au moins deux ans, le plan offrira également un emploi subventionné de six mois, ou l'opportunité de suivre une formation d'un an à temps complet en conservant les allocations de chômage. - (AFP)

### Washington affirme avoir empêché un accord nucléaire secret entre la Chine et l'Iran

WASHINGTON. Les Etats-Unis ont réussi à bloquer une transaction secrète entre la Chine et l'Iran sur la vente de produits chimiques pouvant servir à enrichir de l'uranium, a affirmé, vendredi 13 mars, la Maison Blanche. « Nous avons fait part au gouvernement chinois de nos préoccupations en matière de prolifération [nucléaire] et les autorités ont réagi rapidement et fermement afin de bloquer la transaction », a indiqué le porte-parole présidentiel, Michael McCurry. « Ils savent combien nous prenons au sérieux tout ce qui a trait à la prolifération et leur réponse dans cette affaire a été satisfaisante, ce qui était attendu étant donné le dialogue fructueux engagé entre nous en matière de prolifération », a-t-il ajouté.

La Maison Blanche confirmait ainsi des informations du Washington Post, selon lesquelles c'est seulement quelques semaines après avoir promis d'arrêter son aide au programme nucléaire iranien que la Chine a négocié secrètement avec l'Iran. Le gouvernement américain a découvert l'accord et des discussions à haut niveau, en février en Chine, ont permis d'arrêter la transaction, a précisé le journal. - (AFP)

### Le Sénat américain demande que Saddam Hussein soit traduit devant un tribunal international

WASHINGTON. Le Sénat a appelé, vendredi 13 mars, dans une résolution adoptée à l'unanimité, à poursuivre en justice le président irakien Saddam Hussein pour crimes de guerre. La résolution, qui n'est pas contraignante, mais exprime l'opinion du Sénat sur un sujet donné, appelle le président Bill Clinton à travailler en collaboration avec les Nations unies afin de convoquer un tribunal international, similaire à ceux créés après la deuxième guerre mondiale, ou plus récemment sur la Bosnie et le Rwanda, et d'y traduire le dirigeant irakien. Le texte indique plus spécifiquement que ledit tribunal devrait « inculper, condamner et emprisonner Saddam Hussein et d'autres dirigeants irakiens qui sont responsables de crimes contre l'humanité, de génocide et d'autres violations du droit international ». La résolution a recueilli quatre-vingt-treize voix, sept sénateurs n'ayant pas participé au vote. - (AFP)

### Le Mexique a expulsé un second ressortissant français

MEXICO. Alors que le procureur général adjoint du Mexique vient de déclarer que le meurtre de quarante-cinq indiens perpétré au Chiapas, en décembre 1997, avait été un acte « planifié » avec la complicité de la police locale, le Mexique a expulsé, vendredi 13 mars, un second ressortissant français, Ahmed Bakoura, « pour activités politiques non autorisées », autrement dit pour son soutien présumé à la rébellion zapatiste dans l'Etat du Chiapas. Cette décision intervient quinze jours après l'expulsion de Michel Chanteau, prêtre français présent au Mexique depuis trente-deux ans. Trois autres ressortissants étrangers - un Américain, un Allemand et un Suisse - ont été acheminés du Chiapas à l'aéroport principal de Mexico et pourraient être expulsés dans les heures à venir, a précisé le ministère de la justice. - (Reuters)

ITALIE: le président du Conseil italien, Romano Prodi, a dénoncé « l'atmosphère empoisonnée » créée entre son pays et l'Allemagne en raison des doutes permanents sur la capacité de l'Italie d'entrer dans l'euro, dans un entretien à la radio publique Westdeutscher Rundfunk diffusé vendredi 13 mars. Il a expliqué l'euro-scepticisme en Allemagne, où la majorité des citoyens sont hostiles à la monnaie unique européenne, en jugeant que ce pays « traverse actuellement une crise interne, une crise psychologique, dont les Allemands se déchargent sur les autres ». - (AFP)

## Les accusations de viol portées par sa fille contre Daniel Ortega divisent les sandinistes

### Le « frère ennemi » de l'ancien président nicaraguayen est à son tour mis en cause

Les accusations de harcèlement sexuel portées par sa fille adoptive contre Daniel Ortega, le plus haut responsable du Front sandiniste de li-

bération nationale (FSLN), aiguissent les luttes internes à l'intérieur du parti. Les adversaires de Daniel Ortega, dont certains sont rangés der-

rière Tomas Borge, à son tour accusé de violences sexuelles, utilisent l'affaire pour tenter de prendre le contrôle de l'appareil.

MEXICO de notre correspondant régional Après l'ancien président Daniel Ortega, accusé de viol par sa fille adoptive (Le Monde du 11 mars), c'est au tour d'un autre dirigeant sandiniste, le commandant Tomas Borge, d'être mis en cause dans un scandale sexuel. Vendredi 13 mars, un quotidien nicaraguayen, El Nuevo Diario, a ainsi publié une lettre rappelant un épisode qui avait suscité quelques remous en 1981, deux ans après la prise du pouvoir à Managua par le Front sandiniste de libération nationale (FSLN).

Ces deux affaires contribuent à alourdir le climat au sein du FSLN à l'approche d'un congrès au cours duquel les « rénovateurs » vont tenter, une fois de plus, d'arracher le pouvoir aux « orthodoxes », menés par le secrétaire général du parti, Daniel Ortega.

Les révélations faites la semaine dernière par Zoamérica Ortega, aujourd'hui âgée de trente ans, à propos des « agressions sexuelles multiples » que lui aurait imposées son père adoptif depuis qu'elle

avait onze ans, ont déclenché une véritable tourmente à l'intérieur du FSLN.

« Les sandinistes donnent l'impression de traverser les chutes de Niagara sur un tabouret », ironise l'ancien dirigeant social-démocrate Luis Sanchez, qui exerce depuis peu les fonctions d'éditorialiste à La Prensa, le journal de l'ex-présidente Violeta Chamorro (1990-1997). « Le FSLN ne s'est pas encore écroulé, ajoute-t-il, mais ses militants sont d'autant plus désemparés qu'ils viennent de subir une nouvelle défaite électorale [la quatrième depuis qu'ils ont perdu le pouvoir en 1990] à l'occasion du scrutin organisé, le 7 mars, dans les deux régions autonomes de la côte atlantique. »

#### « UNE CONSPIRATION DE LA CIA »

Le désarroi est évident à l'intérieur des organisations féminines liées au FSLN, mais aussi au sein de la jeunesse sandiniste, dont deux dirigeants ont été écartés pour avoir appuyé la fille adoptive de l'ancien président de la République. La poétesse sandiniste Mi-

chèle Najlis a ainsi vivement pris à partie Daniel Ortega, qu'elle accuse de chercher à étouffer l'affaire plutôt que de répondre aux questions.

Quant à Vilma Nunez, présidente du Centre nicaraguayen des droits de l'homme (Cenidh), créé par les sandinistes, elle dénonce l'attitude des partisans de Daniel Ortega qui soutiennent qu'il s'agit d'« un problème privé », cherchant à faire oublier que la violence sexuelle constitue « une violation des droits de l'homme ».

Pour défendre leur chef, les « orthodoxes » ont tenté d'attribuer toute l'affaire à « une conspiration de la CIA », les services secrets américains, qui chercheraient à discréditer « le seul véritable adversaire de l'impérialisme américain ».

D'autres explications évoquent une manœuvre des adversaires de Daniel Ortega au sein du FSLN, lesquels exploiteraient la situation pour favoriser le renouvellement de la direction du parti lors du prochain congrès, en mai. Parmi les suspects figure en bonne place le commandant Tomas Borge,

tout-puissant ministre de l'intérieur à l'époque sandiniste (1979-1990) et traditionnel « frère ennemi » de Daniel Ortega. Le premier n'aura cependant guère eu le temps de se réjouir des problèmes du second, puisqu'un quotidien sandiniste, El Nuevo Diario, vient de le mettre à son tour en cause en ressuscitant une vieille dénonciation de harcèlement sexuel lancée contre lui en 1981.

Pour éviter une scission, les « rénovateurs » du FSLN paraissent décidés à profiter de la situation pour prendre le contrôle du parti, faisant élire au poste de secrétaire général Victor Hugo Tinoco, ex-

vice-ministre des affaires étrangères, qui dirige de facto le groupe parlementaire du FSLN depuis la mise en cause de M. Ortega. Pour sauver leur parti et ses 200 000 membres, les « rénovateurs » seraient néanmoins disposés à offrir une sortie honorable à Daniel Ortega. Ce dernier, affirmant des sources sandinistes, étudierait la proposition.

Bertrand de la Grange

Proposer chaque jour les recettes du sourire.

Mars 1998 : les 15319 professionnels de Générale de Restauration et d'Orly Restauration deviennent Avenance, afin d'offrir toute satisfaction à leurs clients et proposer chaque jour dans leurs restaurants, "les recettes du sourire".

**Avenance**  
Restauration Collective

65, rue de Bercy 75012 Paris - tél. (01) 40 19 50 00

et de la (El

Monde



**ÉLECTIONS** Plus de trente-huit millions d'électeurs étaient appelés, dimanche 15 mars, à renouveler les vingt-deux conseils régionaux de métropole, dont vingt sont dirigés par la

droite, et les quatre assemblées d'outre-mer, à l'occasion d'un scrutin à un seul tour. Le même jour, ils devaient voter au premier tour des élections cantonales pour désigner des

moitié des conseillers généraux. LA CONSULTATION permettra au gouvernement, en place depuis deux mois, de tirer un bilan de son action, alors qu'elle se présentait comme

une épreuve dans la recomposition de la droite, soumise à la pression du Front national. DIRECTRICE de l'Observatoire interrégional du politique, Elisabeth Dupoirier explique

pour Le Monde que la régionalisation permet l'écllosion d'une « culture de la négociation ». AU GOUVERNEMENT, une rivalité oppose les « étatistes » aux « régionalistes »

## La droite et la gauche redoutent l'ampleur de l'abstention

La désignation des conseillers régionaux, dimanche 15 mars, couplée au premier tour des élections cantonales, se présentait comme un test pour la politique du gouvernement. L'opposition, quant à elle, pense déjà aux futures étapes de sa recomposition

L'ABSTENTION est la première ennemie des partis politiques pour les élections régionales et cantonales du 15 mars. Traditionnellement élevée pour des élections locales - en métropole elle avait été de 31,3 % en 1992 mais de 31,5 % aux législatives de 1997 -, elle risque d'être d'autant plus forte que l'opinion a manifesté peu d'intérêt pour cette campagne. Après avoir fait de ces scrutins un test national pour le gouvernement, l'opposition a ajusté son discours. Vendredi 13 mars, sur France-Inter, Philippe Séguin a mis en avant « d'abord un enjeu local », jugeant l'enjeu national « second ».

Le gouvernement de Lionel Jospin voit dans ces scrutins l'occasion de faire valider ses neuf premiers mois à un moment où la conjoncture économique est favorable. Pour M. Jospin - qui n'a fait que deux réunions publiques et deux interventions, sur France 3 et Europe 1 -, un « rééquilibrage » des régions en faveur de la gauche

permettrait à celles-ci de « relayer » l'action du gouvernement, d'abord sur l'emploi. « J'espère que le gouvernement ne sera pas un handicap pour nos candidats », plaisantait, le 11 mars, à Toulouse, le premier ministre, revenu en grâce dans les sondages, après une chute due aux mouvements de chômeurs. Pour François Hollande, un succès dissuaderait Jacques Chirac de recourir à une nouvelle dissolution de l'Assemblée nationale à compter du 2 juin.

Neuf membres du gouvernement sont candidats aux régionales - Marie-George Buffet (Seine-Saint-Denis), Elisabeth Gulgou (Vaucluse), Marylise Lebranchu (Finistère), Jean-Pierre Masseret (Moselle), Pierre Moscovici (Doubs), Christian Pierret (Vosges), Jean-Jack Queyranne (Rhône), Dominique Strauss-Kahn (Val-d'Oise), Emilie Zuccarelli (Corse) -, et quatre aux cantonales - M. Jospin (Haute-Garonne), Charles Josselin (Côtes-d'Armor), Ségolène Royal (Deux-Sèvres) et

Dominique Voynet (Jura). Un ample succès entraînerait un remaniement, trois ministres brigant des présidences: MM. Queyranne (Rhône-Alpes), Masseret (Lorraine) et Zuccarelli (Corse).

La majorité « plurielle » sera forcément gagnante par rapport à des régionales désastreuses pour la gauche en 1992. En métropole, la droite a 20 régions sur 22 et 75 départements sur 95. En 1992, la gauche et les Verts avaient recueilli, en métropole, 35,2 %, et, en 1997, 42,3 % aux législatives. La majorité espère confirmer son résultat législatif, ce qui la placerait en position favorable dans 20 régions sur 22. Avec une telle dynamique, un gain inférieur à dix régions apparaîtrait paradoxalement modeste et politiquement décevant.

L'autre paradoxe est que, en ayant choisi l'union, les partis de la majorité ne se comptent pas séparément en pourcentage, mais mesureront leur progression au

nombre d'élus. En 1992, le PS en avait eu 318, le PCF 115, les Verts 106, le PRG 14 et les divers gauches 35. En jouant l'union - 49 listes des cinq formations de la majorité en métropole, 36 listes PS-PCF -, le PS, avec 80 têtes de liste, a choisi de renforcer chacun de ses partenaires, y compris le MDC, absent en 1992. Pour Robert Hue, le pari n'est pas sans risques, car c'est à cette progression qu'il mesurera la validation de sa stratégie. Or, il devra compter avec l'extrême gauche (1,2 % en 1992 et 2,22 % en 1997), et notamment Lutte ouvrière (69 listes), qui peut dépasser les 5 % en Seine-Saint-Denis et dans le Pas-de-Calais. D'où ses appels répétés au « vote utile ». Les Verts (3,68 % en 1997), avec 38 listes autonomes, sont concurrencés par Génération Ecologie (103 élus en 1992), la famille écologiste de 1992 s'étant totalement recomposée. Un ample succès de la gauche dépendra une répartition non conflictuelle des présidences.

La droite aborde à reculons ces scrutins, craignant d'y voir, selon M. Séguin, « la réplique » du séisme législatif. Une en 1992, elle avait obtenu 33 % en métropole et avait totalisé, en 1997, 35,8 %. Le RPR avait eu 318 élus et l'UDF 305. Mais la confédération libérale s'était taillée la part du lion avec, en métropole, 12 régions contre 8 au RPR. La droite a joué l'union - avec 88 listes RPR-UDF -, mais elle est concurrencée par 82 listes divers droite, dont une cinquantaine de dissidentes. Mal remise de sa défaite de 1997, elle pense déjà à une « recomposition » qui risque d'être brutale si certains de ses responsables échouent à se faire élire, comme Edouard Balladur en Ile-de-France ou François Léotard, président d'une UDF très absente de la campagne, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou réaliste, comme Valéry Giscard d'Estaing en Auvergne. L'idée d'un parti unique de la droite revient, cressée par M. Chirac, très discret dans cette bataille, mais elle suscite peu

d'enthousiasme. Un échec de la droite consacrerait le chef de l'Etat dans le rôle de recours, voire de chef de l'opposition, même si c'est au détriment de la fonction présidentielle.

Le Front national, qui avait obtenu, en métropole, 13,9 % en 1992 (et 239 élus), compte améliorer son score des législatives (15,2 %). Le parti d'extrême droite se place en arbitre. Jean-Marie Le Pen a appelé au « rassemblement des nationaux contre la gauche », ce qui peut séduire des dirigeants locaux de la droite pour garder des présidences où la gauche aura une majorité relative. Outre que cette stratégie est désavouée par les dirigeants nationaux du RPR et de l'UDF, M. Le Pen a rendu de telles alliances difficiles en demandant, au préalable, un « programme d'action régionale minimal » et en réaffirmant fortement l'ancrage à l'extrême droite de son parti.

Michel Noblecourt

### Une vingtaine de départements retiennent l'attention

ÉQUILIBRER, rééquilibrer, ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier. Droite et gauche ont rivalisé d'imagination, au cours de la campagne électorale, pour inciter les électeurs soit à maintenir la position dominante du RPR et de l'UDF dans les conseils régionaux, soit, au contraire, à donner un coup de pouce à la majorité gouvernementale, qui ne détient que deux présidences sur vingt-deux en métropole. L'ancien ministre des PME Jean-Pierre Raffarin (UDF-DL) a même implicitement suggéré aux électeurs de plébisciter la cohabitation, en soulignant que les Français aiment un gouvernement de gauche avec des régions de droite. En face, on a souligné l'avantage que Lionel Jospin aurait à disposer d'un « relais » régional pour appliquer la politique du gouvernement. Dans toutes ces appréciations, rien sur l'élection des conseillers généraux.

La concomitance des deux scrutins a mis en évidence le caractère très politique de l'un et très local de l'autre. Cela tient beaucoup au mode de scrutin - unimodal à deux tours -, qui, en renouvelant les conseils généraux par moitié tous les trois ans, préserve des changements de majorité brutaux. A l'occasion de sa dernière réunion publique, vendredi 13 mars, à Cintegabelle, en Haute-Garonne, où il se présente aux cantonales pour un troisième mandat, M. Jospin a toutefois tenté d'attirer l'attention sur ce scrutin. Le premier ministre a mis en valeur l'importance qu'il accorde à ce mandat, l'estimant « non seulement tout à fait compatible » avec ses fonctions, « mais nécessaire du point de vue de la vérification même de l'action gouvernementale ».

Certainement moins médiatiques que les régionales, les cantonales rassemblent pourtant des ca-

ractéristiques originales. Le scrutin des 15 et 22 mars - plus de 11 000 candidats se présentent au premier tour dans 2 034 cantons, dont 80 outre-mer - va entraîner un profond renouvellement du personnel politique local. D'abord, parce que près d'un conseiller général sortant sur quatre, 472 exactement, ne se représente pas. Ensuite, parce que plusieurs départements peuvent basculer. Essentiellement de droite à gauche, le cas inverse n'étant pas tellement envisagé.

Si la domination de la droite est moins insolente que dans les régions, il n'en demeure pas moins que le conservatisme tient le haut du pavé dans les départements de métropole. La gauche ne détient que vingt présidences, dont une bonne partie se situe dans le quart sud-ouest de la France - 13 PS, 3 PRG, 2 PCF, 1 MDC et 1 divers gauche - sur quatre-vingt-seize départements (en comptant Paris, dont le conseil, municipal et général, n'est pas renouvelable lors de cette consultation). La répartition des présidences de droite est la suivante: 41 UDF, 29 RPR, 1 MPF et 5 divers droite.

Contrairement aux régions, il faudra patienter jusqu'au second tour pour connaître le nouvel équilibre politique des départements. Même si la gauche table sur le gain de cinq à dix conseils généraux, une vingtaine d'entre eux peuvent retenir l'attention. Ce sont les suivants: Aisne, Ardèche, Drôme, Indre, Meurthe-et-Moselle, Puy-de-Dôme et Seine-Maritime (UDF), Alpes-de-Haute-Provence, Charente, Haute-Corse, Creuse, Eure-et-Loir, Finistère, Gers, Oise et Haute-Saône (RPR), Allier, Nord et Vaucluse (div. d.).

Olivier Biffaud

### Le mode d'emploi des différentes consultations

LES 1 829 CONSEILLERS régionaux de métropole (1 671) et des quatre régions monodépartementales d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion) seront tous élus, dimanche 15 mars, au scrutin proportionnel à un seul tour, avec répartition des restes à la plus forte moyenne. Le vote des quelque 38 millions d'électeurs inscrits a lieu dans le cadre des départements.

Seules les listes ayant obtenu plus de 5 % des suffrages exprimés peuvent participer à la répartition des sièges. Pour déterminer le nombre d'élus obtenu par chacune d'elles, on commence par calculer un « quotient » en divisant le nombre de suffrages exprimés (après déduction de ceux s'étant portés sur les listes non admises à la répartition) par le nombre de sièges à pourvoir. Chaque liste a droit à un nombre de sièges égal au nombre de fois que les voix qu'elle a obtenues contiennent ce quotient. Pour les sièges restants, on simule l'attribution d'un siège supplémentaire à chaque liste, puis on divise les voix obtenues par ce nombre fictif. La liste qui obtient la « plus forte moyenne » bénéficie d'un élu supplémentaire. L'opération est répétée autant de

fois qu'il reste des sièges à pourvoir. L'élection des 51 conseillers à l'Assemblée de Corse est régie, depuis 1991, par des règles différentes. Pour ce vote, l'île constitue une circonscription unique. Le scrutin est proportionnel, mais comporte un second tour si aucune liste n'obtient la majorité absolue au premier. Seules peuvent s'y maintenir les listes ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés. Cependant, une liste autorisée à se maintenir pourra comporter des candidats d'autres listes, à la seule condition que les membres d'une même équipe du premier tour se retrouvent sur la même liste pour le second. La liste arrivée en tête bénéficie d'une prime de trois sièges; les autres sont réparties entre les listes à la proportionnelle à la plus forte moyenne.

Le scrutin proportionnel utilisé aux régionales ne garantit en rien l'élection d'une majorité claire dans les conseils régionaux; il donne toute leur place, au contraire du scrutin majoritaire, aux petits partis; il transcrit en outre aisément les déplacements d'opinion. Ces traits rendent cette consultation bien plus spectaculaire que les élections cantonales.

Cécile Chambraud

## L'angoisse du candidat désœuvré en attendant l'ouverture des urnes

Fin de débat. Le temps politique s'est arrêté vendredi 13 mars à minuit. Les candidats tendance superstitieux y verront un signe. Les autres, insensibles à cette ma-

### RÉCIT

Derniers préparatifs et derniers arguments. Fini la pêche aux voix, ouverture de la truite

gés des chiffres, jetteront quand même un œil sur leur horoscope. On ne sait jamais. Et puis, il faut bien s'occuper. Après l'agitation des réunions publiques, la fatigue des marchés cent fois arpentés, les

rencontres d'appartement qui n'en finissent pas, le candidat est face au vide: en attendant l'ouverture des urnes, que faire de ces heures désœuvrées? Impossible de trouver le repos, les longues semaines de campagne repassent, en condensé. Vivement dimanche soir.

Vendredi était donc le dernier jour pour jeter ses dernières forces, avancer ses derniers arguments, dialoguer de sourds puisques l'adversaire ne répondait pas. Les deux principaux chefs de file se sont pourtant renvoyés la balle sur le même terrain. François Hollande, premier secrétaire du Parti socialiste, et Philippe Séguin, président du RPR, qui ont nouillé

bien des chemises, emprunté nombre d'avions et battu des dizaines d'estrades, ont pareillement mis en doute la réalité du débat électoral.

Pour M. Hollande, qui s'exprimait à Toulon, « la droite n'a pas fait véritablement campagne, préférant fuir le combat ». « Peut-être n'a-t-elle pas fait campagne parce qu'elle n'était pas sûre de ses idées. Peut-être parce qu'elle n'était pas convaincue de son bilan dans les vingt régions qu'elle dirigeait. Peut-être aussi parce qu'elle doutait de sa possibilité de remporter un succès », a-t-il lancé. Pour M. Séguin, c'est tout pareil. Le président du RPR a déploré que la campagne des régionales ait été marquée par « la difficulté d'avoir un débat ». Car, a-t-il regretté à Calais, « nous n'avons pas eu de véritable interlocuteur. Les socialistes ont fait l'impasse, pour n'avoir pas grand-chose à mettre en vitrine ».

Les petits plus et les petits moins. La campagne aurait-elle été ratée? Elle a connu quelques ratés. Ainsi, vendredi matin, Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports, venue soutenir la candidate communiste aux élections cantonales à Suresnes (Haut-de-Seine), avait-elle projeté de rencontrer des lycéens devant la « récré » de 10 heures. D'habi-

tude, les potaches sortent de l'établissement pour rejoindre une cafétéria. Pas besoin de faire le mur, la grille du lycée ne fonctionne plus depuis belle lurette. Mais, ce vendredi, elle avait été opportunément réparée et fermée. La rencontre a donc tourné court. Le maire de Suresnes, Christian Dupuy, battu aux législatives, est candidat (RPR) aux cantonales.

Même dans les meetings, on n'est pas à l'abri d'une mauvaise surprise. Jean-Pierre Schénard, quatrième de la liste du Front national dans les Alpes-Maritimes, se souviendra sûrement du samedi 7 mars. Ce soir-là, à Nice, il a été copieusement hué par les militants qui n'acceptent pas que cet élu du conseil régional d'Ile-de-France soit imposé, par Jean-Marie Le Pen, à la tête de la fédération départementale. La bronca a mis le président du FN de fort méchante humeur.

En Corse, ce sont 160 enveloppes destinées aux élections territoriales qui ont été détrobées dans la mairie de la petite commune de Zonza. L'action, commise dans la nuit de jeudi à vendredi, « n'a été ni signée ni revendiquée », précise la dépêche AFP.

La trentaine d'écologistes qui ont occupé « symboliquement » le barrage de Chambouchar, sur le

Cher, vendredi, ont signé et revendiqué leur action. Il s'agit pour eux de « célébrer l'importance des rivières dans le cycle de vie, sensibiliser l'opinion sur la nécessité de leur protection et protester contre leur destruction ». Pendant ce temps-là, Louis Le Penec, ministre de l'agriculture et de la pêche, candidat aux élections cantonales dans le Finistère, débloquent 15 millions de francs en faveur des éleveurs de lapins, car une épidémie menace un grand nombre de clapnets.

Questions de style. Andre Walker n'utilise pas de peau de lapin pour ses créations. Styliste américain, installé à Paris, il a présenté sa collection, jeudi, au siège du Parti communiste français, place du Colonel-Fabien. La salle de réunions du comité national en a été toute retournée. Depuis, elle connaît un nouveau chambardement. Il faut préparer la soirée électorale: télé, ordinateurs, tableaux de chiffres... La dernière fois que le PCF avait commenté les résultats au siège du parti, et non à L'Humanité, c'était... en 1981.

Pour tous les partis, dimanche c'est déjà demain. Pour les candidats de Chasse, Pêche, Nature et Traditions, ce n'est pas un jour ordinaire. La pêche à la truite dans les rivières de première catégorie est ouverte. A Bonnefamille aussi,

dimanche est particulier. Les habitants de ce village de 909 habitants du nord de l'Isère sont appelés à voter pour se donner un nom. « On dit les Grenoblois ou les Lyonnais, mais on est obligé de dire les habitants de Bonnefamille », se lamente le maire... sans étiquette. A la suite d'une enquête locale, les services de la mairie ont dressé une liste de quatorze noms comme « Bonifamillen, Bonifamillen ou Bonnefamilliois ». Les deux noms arrivés en tête au premier tour seront départagés au second tour, dimanche 22 mars. Rappel aux distraits: les élections régionales, c'est un tour; les cantonales, deux.

Bruno Caussé

**Traitement de texte**  
**Canon Jet 300**  
Chez Duriez 2 390 F TTC  
Simple d'utilisation.  
Performant.  
Qualité professionnelle.  
Vérificateur orthographique.  
Compatible PC. Léger.  
Duriez, 3 rue La Boétie Paris 8e  
112 bd St-Germain Paris 6e

**DETAILLANT GROSSISTE**  
VEND AUX PARTICULIERS  
Rue de la République 22 Paris 11e  
**MATELAS & SOMMIERS**  
Toutes dimensions - Fines ou relevées  
SWISSELEX - TREDA - EPEDA - SIMONS  
BUNOPILO - SULTEX - PIRELLI - ETC.  
**CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC**  
Cuir - Tissus - Alcantara  
Steiner - Coulon - Davignon - Sufen - Etc.  
Vente par téléphone possible  
Livraison gratuite sur toute la France  
**MOBECO**  
247, rue de Belleville PARIS 19<sup>ème</sup> Téléphone  
50, avenue d'Italie PARIS 13<sup>ème</sup> P. 40206  
01.42.08.71.00 - 7/7

**VOTRE BAIGNOIRE**  
**REMISE A NEUF**  
Sans démontage, en blanc ou en couleur.  
Déplacement gratuit Paris et province.  
Mr Baignoire  
03.27.92.71.18

Handwritten text in a box: 523 000 000



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

	COMMUNE	DÉPARTEMENT	RÉGION
<b>ACTION SOCIALE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Etablissement des demandes</li> <li>• Bureaux municipaux d'hygiène</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aide à l'enfance</li> <li>• Protection maternelle</li> <li>• Hébergement handicapés</li> <li>• Hébergement personnes âgées</li> <li>• Service social</li> <li>• Prévention sanitaire</li> <li>• Financement partiel du RMI</li> <li>• Fonds d'aide aux jeunes en difficulté</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lycées</li> <li>• Etablissements d'éducation spéciale</li> </ul>
<b>ENSEIGNEMENT</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Etablissement primaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Collèges</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lycées</li> <li>• Etablissements d'éducation spéciale</li> </ul>
<b>ÉCONOMIE ET DÉVELOPPEMENT LOCAL</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aides directes complémentaires</li> <li>• Chartes intercommunales d'aménagement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aides directes complémentaires</li> <li>• Equipement rural</li> <li>• Financement de l'accueil des entreprises</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pôles de recherche</li> <li>• Aides directes</li> <li>• Contrat de plan avec l'Etat</li> <li>• Parc naturel régional</li> </ul>
<b>TRANSPORTS</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Services de transports scolaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Transports scolaires</li> <li>• Services des transports publics non urbains</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Trains régionaux</li> <li>• Aériennes des aéroports, ports et capitales</li> </ul>
<b>CULTURE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Archives municipales</li> <li>• Musées</li> <li>• Bibliothèques</li> <li>• Conservatoires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Archives départementales</li> <li>• Musées</li> <li>• Bibliothèques centrales de prêt</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Archives régionales</li> <li>• Musées</li> </ul>
<b>URBANISME</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Schémas directeurs</li> <li>• Plans d'occupation des sols</li> <li>• Autorisations d'occupation des sols (dép. services de construction)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Schémas directeurs</li> <li>• Plans d'occupation des sols</li> <li>• Autorisations d'occupation des sols (dép. services de construction)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Schémas d'aptitude et d'utilisation de la mer</li> </ul>
<b>ENVIRONNEMENT</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Distribution en eau potable</li> <li>• Assainissement</li> <li>• Collecte et traitement des ordures ménagères</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Protection et valorisation du patrimoine et des sites</li> </ul>	
<b>VOIRIE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Routes communales</li> <li>• Voies de desserte</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Routes départementales</li> <li>• Voies d'intérêt régional et de commerce</li> </ul>	
<b>FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE</b>			<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation professionnelle des jeunes</li> <li>• Actions de formation des moins de 26 ans</li> <li>• Fonds régional de l'apprentissage et de la formation</li> </ul>
<b>LOGEMENT</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Programme local de l'habitat (action en faveur des mal-logés)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plans pour le logement des défavorisés</li> </ul>	

## Elisabeth Dupoirier, directrice de l'Observatoire interrégional du politique

# « La culture de la négociation remplace celle héritée de l'Etat centralisateur »

« Les élections régionales ne soulèvent guère de passions. Or les enquêtes successives de l'OIR, réunies dans l'ouvrage *Régions, la croisée des chemins* (Presses de Sciences Po), montrent, depuis 1992, une progression continue du « fait régional » dans l'opinion. »

« Au cours des quinze dernières années où nous avons accompli ce travail, nous avons observé le développement d'un phénomène de familiarisation profonde de l'opinion avec les régions. Celles-ci sont désormais perçues à la fois comme des territoires de vie, avec une communauté d'intérêts, et comme des acteurs économiques. La région est devenue un espace de vie qui fait sens en même temps qu'elle s'est identifiée à une institution, le conseil régional, qui produit des politiques publiques. Tout le monde sait désormais à quelle région il appartient alors qu'il y a encore dix ans il n'y avait qu'un Français sur quatre qui en avait conscience; chacun distingue désormais très bien la capitale régionale des chefs-lieux de département. »

« Ce phénomène d'appropriation crée-t-il un besoin politique nouveau ? »

« Cette familiarisation, qui concerne tous les groupes sociaux, y compris ceux qui sont le plus distants par rapport à la politique, a déclenché un phénomène d'attente très fort dans la population. La valorisation du local et des phénomènes de proximité a fait que l'Etat n'est plus perçu comme le seul acteur de la modernisation. Celle-ci peut provenir d'autres acteurs publics : la commune, le département, et maintenant la région. »

« Les actions des institutions régionales sur le terrain ont conforté ce message en le rendant crédible. D'autant plus que la crise sociale qui s'est installée durablement a renforcé le besoin de protection des populations. Créées au départ pour être les chevronnés de l'expansion, dans la foulée des « trente glorieuses », les régions ont été amenées à gérer la crise. Porteurs de grands projets de développement, elles sont devenues aussi des vecteurs de solidarité. »

« Cette attente sociale n'est-elle pas disproportionnée, en regard à l'étroitesse des compétences des régions et à la faiblesse de leurs moyens ? »

« C'est vrai que les régions ne disposent que d'un peu près de 8 % des finances des collectivités territoriales, ce qui n'est pas à la hauteur des enjeux. Mais elles ont toutes réussi à préserver une part majoritaire d'investissement, à la différence des départements et des communes, dont les dépenses de fonctionnement sont les plus importantes. Et elles sont fort peu endettées. En gardant des marges de manœuvre budgétaires, les régions possèdent donc un pouvoir d'intervention et acquièrent un poids politique. »

« N'est-il pas temps, néanmoins, de passer à un deuxième stade de la décentralisation, en octroyant plus de compétences et plus d'argent aux régions ? »

« Je crois que les institutions ont une vie et une dynamique propres, qui créent un mouvement permanent. Le mouvement de décentralisation auquel on assiste, et qui s'incarne dans des compétences et des budgets, n'est pas un mouvement de rupture, comme certains l'auraient souhaité, la région remplaçant l'échelon de l'Etat-providence. Ce n'est pas comme cela que ça se passe. On assiste à une lente transformation, qui conduit à bouleverser la société en profondeur. Je dirais que la décentralisation est une vraie révolution, mais une révolution silencieuse, qui se développe en douceur. »

« Une révolution qui porte sur quoi ? »

« Il ne faut plus voir les choses seulement du point de vue des blocs de compétences entre les collectivités et l'Etat. Les compétences virtuelles sont au moins aussi importantes. Comme les régions sont de plus en plus amenées à conduire des politiques d'aménagement du territoire, d'environnement ou de développement économique, elles empiètent inévitablement sur les compétences des autres. Sur le fond, ce qui est à l'œuvre aujourd'hui dans le territoire, c'est la révolution d'une culture, qui devient de plus en plus une culture de la négociation et qui remplace la culture verticale héritée de l'Etat centralisateur et uniformisateur. »

« Auparavant, les collectivités restaient chacune à leur rang en fonction de leurs compétences, tout remontant en réseaux verticaux jusqu'à l'arbitrage ou l'impulsion de l'Etat. Désormais, les contrats de plan passent entre l'Etat et les régions sont devenus des espaces de négociation. Ce n'est plus une problématique de type l'Etat contre les régions, ni celle d'une relève de l'Etat par les régions. Il y a un dialogue, qui aboutit à un compromis. »

« La négociation reste cependant déséquilibrée. C'est l'Etat qui a le pouvoir et l'argent... »

« Le déséquilibre est certain, mais les choses ne se déroulent pas systématiquement à couteaux tirés. On progresse vers un mode de relations négociées et l'on n'arrête pas de donner plus de compétences aux régions. Tout cela bouge. D'autant plus qu'un élément nouveau intervient en faveur des régions : l'Europe offre un nouvel espace au développement du fait régional et, à Bruxelles, la même culture de négociation progresse. La décentralisation est un phénomène européen. Partout se pose le problème du rôle de l'Etat vis-à-vis du territoire. La décentralisation est bien une révolution : elle oblige l'Etat à se redéfinir. »

Propos recueillis par Jean-Paul Besset

## Au gouvernement, un clivage persistant entre « étatistes » et « régionalistes »

PAR un singulier paradoxe, les élections régionales auront eu lieu sans qu'ait jamais été évoqués publiquement les termes d'un débat en cours, au sein du gouvernement, sur la place des régions en France et en Europe. Ce débat a surgi à l'occasion de la préparation du projet de loi destiné à réviser la loi Pasqua de 1993 sur l'aménagement du territoire. Il porte à la fois sur les rapports des collectivités locales avec l'Etat et sur les relations de ces collectivités entre elles, en opposant, schématiquement, les « étatistes » aux « régionalistes ».

Chef de file des premiers, le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement (MDC), défend « la prééminence de l'Etat (...) dans la conception de la politique d'aménagement du territoire ». Il précise, dans un entretien à *Le Monde* du 12 mars : « La France n'est pas un empilage de territoires où chaque niveau de collectivités aurait son propre réseau de pouvoirs et son propre champ de compétences (...). L'addition de vingt-six politiques [régionales] ne ferait pas une politique nationale. »

En face, Dominique Voynet (Verts, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, affirme que « la région apparaît comme l'échelon territorial le plus pertinent pour faire converger l'ensemble des dynamiques locales et l'effort de régulation et d'équité mené par l'Etat », dans la lettre de mission chargeant Yves Morvan, président du conseil économique et social de Bretagne, d'un rapport à remettre d'ici au 30 mars, sur la nature exacte des schémas régionaux d'aménagement.

**PROJET DE LOI REPOUSSE**

Les « étatistes » jugent que l'Etat-nation reste le garant de l'intérêt général. Ils se défient d'une Europe des régions au contours flous, où ils croient déceler un paravent de l'ultralibéralisme et redoutent une configuration à deux vitesses : les riches avec les riches, les pauvres avec les pauvres. Ces craintes peuvent être attisées par les exemples étrangers - cette opposition traverse les régions italiennes comme les communautés autonomes espagnoles, sans parler des Länder allemands - et par l'expérience de la décentralisation française : celle-ci, dans l'esprit de ses concepteurs, devait contribuer à réduire les disparités de richesses interrégionales. Cela n'a pas été le cas.

Les « régionalistes » pensent, eux, que la région, collectivité la plus jeune, est aussi la collectivité de l'avenir (*Le Monde* du 4 mars). Ils soutiennent que le schéma national d'aménagement souhaité par M. Chevènement serait soit infaisable, soit réduit à un simple catalogue. Quant à l'Europe des régions, défendue depuis longtemps par les Verts au nom de la démocratie de proximité, voire d'un certain internationalisme, ils font valoir que l'Etat a tout intérêt à épouser le mouvement en cours, plutôt que de s'y opposer.

Ce clivage s'est exprimé longuement lors du Comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire (CIADT) du 15 décembre 1997, dont l'un des participants évoquait un partage entre ceux qui raisonnent « Etat-département-commune » et ceux qui pensent « intercommunalité-régions-Europe », même si M. Chevènement prépare lui-même un projet de loi sur l'intercommunalité.

L'examen au Parlement du projet préparé par M. Voynet, prévu au deuxième trimestre 1998, a été repoussé, en partie à cause de ce débat. Selon un schéma classique, la solution pourrait revenir à couper, si c'est possible, la poire en deux, en évitant d'aller au fond des choses. Ainsi les schémas régionaux d'aménagement pourraient-ils avoir valeur « prescriptive », pour satisfaire M. Voynet, mais dans certains domaines seulement, pour ne pas heurter M. Chevènement.

Jean-Louis Andreatti

## Les réfugiés chinois de Nouméa embarrassent le gouvernement

CENT DIX RÉFUGIÉS chinois, arrivés en novembre en Nouvelle-Calédonie à bord de deux bateaux de pêche, risquent d'être reconduits vers la fin du mois de mars dans leur pays. Le haut-commissaire de la République, Dominique Buisson, a indiqué, jeudi 12 mars à Nouméa, que, dans une grande majorité, ces boat people - hommes, femmes et enfants - n'avaient pas émigré pour des raisons politiques et que, dans ces conditions, « la seule possibilité [pour eux] est un éloignement du territoire en direction de leur pays d'origine ».

La Ligue des droits de l'homme assure, dans un communiqué, que « renvoyer en Chine ces personnes, c'est leur faire prendre le risque de traitements inhumains, de la prison, voire de la mort ». Elle demande au gouvernement de revenir sur sa décision. Par ailleurs, quelques centaines de Calédoniens, en majorité d'origine européenne, ont manifesté, vendredi à Nouméa, à l'appel d'un comité de défense des réfugiés chinois.

Les réfugiés sont actuellement internés dans un centre de rétention, près de l'aéroport international de la Tontouta et, depuis le 5 février, les associations caritatives, se sont vu interdire de leur rendre visite. Trois d'entre eux se sont évadés, pour tenter d'échapper à la menace d'une expulsion. Ils ont été retrouvés et appréhendés par la gendarmerie, qui a déployé d'importants moyens de recherche.

Cette affaire embarrasse le gouvernement, qui veut ménager la Chine et les deux principales forces politiques du « Caillou ». Elle intervient en pleine reprise des négociations sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, et alors que les indépendantistes du FLNKS expliquent que l'immigration s'exerce au détriment du peuple kanak. Lors de l'arrivée des réfugiés, l'une des composantes du FLNKS, le Palika, avait affirmé que, « sous couvert d'action humanitaire, la France est en train d'organiser clandestinement et sauvagement l'invasion [du pays]. Les responsables indépen-

Jean-Louis Saux

## Un ouvrage pédagogique pour comprendre la région

D'OÙ VIENNENT, où en sont, vers quoi s'orientent les régions ? Deux spécialistes des questions régionales se sont posés, judicieusement, ces trois questions dans un court ouvrage publié peu avant l'échéance du 15 mars, *Les Régions entre l'Etat et l'Europe*. Les auteurs ont voulu faire œuvre de pédagogie, au moment où divers sondages, à l'occasion de la campagne des élections régionales, ont semblé montrer que les Français - s'ils connaissent intimement depuis deux siècles le rôle de la commune, celle de base, et celui du département, de plus en plus présent en matière d'aide sociale - appréhendent encore mal l'entité régionale.

Quelles sont les réelles compétences - de plus en plus lourdes au fur et à mesure que l'Etat se fait impécunieux - des vingt-deux régions métropolitaines ? De quel poids économique et démographique présentent-elles dans une Europe qui s'élargit à l'Est ? Enfin, la décentralisation, la « grande affaire » du premier septennat de François Mitterrand, reste-t-elle une cathédrale inachevée ? Etape par étape, partant des lois de décentralisation conduites, tambour battant, par

\* *Les Régions entre l'Etat et l'Europe*, par Jacques Huguenin et Patrick Martinat, Le Monde Editions, collection « Synthèse », 221 p., 39 F.

Jean Menanteau

# Prix à tomber sur les appels internationaux.

Canada	Allemagne	Belgique	Algérie	Israël
1,40F ttc/mn	1,48F ttc/mn	1,52F ttc/mn	2,68F ttc/mn	3,80F ttc/mn

Avec First Telecom, spécialiste de l'appel international vers 229 destinations dont la France et les portables, vous pouvez dès aujourd'hui ouvrir un compte tout en gardant votre n° de téléphone actuel sans frais d'installation, d'abonnement ou de consommation minimum. Pour en profiter, appelez **N° AZUR 0 801 37 66 66** nous. Les prix incluent l'accès local depuis Paris et l'île de France.



**FIRST TELECOM**

LE SPÉCIALISTE DE L'APPEL INTERNATIONAL



ÉDUCATION Des mouvements de grève devraient se poursuivre, lundi 16 mars, dans plusieurs collèges et lycées du département de Seine-Saint-Denis. Vendredi, plus de

quarante établissements étaient touchés et deux mille élèves et enseignants de ce département ont manifesté à Paris. LE PLAN D'URGENCE, annoncé le 2 mars par le mi-

nistère, est jugé largement insuffisant par les enseignants. Interrogée par Le Monde, Ségolène Royal, ministre déléguée, parle de « surenchère syndicale » tout en reconnaissant que les mesures ont été mal présentées dans les établissements.

LORS DE LA MANIFESTATION, vendredi, élèves et enseignants ont décrit leurs conditions de travail. Les locaux sont cassés, c'est la dégradation totale, raconte un lycéen. Nous sommes désabusés par rapport au peu de cas que l'on fait des enfants, ajoute un prof.

# Les grèves se multiplient dans les collèges et lycées de Seine-Saint-Denis

Enseignants et élèves estiment insuffisant le plan d'urgence pour ce département annoncé, le 2 mars, par Claude Allègre et Ségolène Royal. La ministre, qui dénonce « une surenchère syndicale », reconnaît que l'administration a tardé à relayer sur le terrain les décisions prises

GRÈVE dans une quarantaine de lycées et collèges, manifestation à Paris... La mobilisation des enseignants, des personnels, des parents et des élèves de la Seine-Saint-Denis s'est amplifiée, vendredi 13 mars, pour la deuxième journée consécutive. Lancé à l'initiative du Syndicat national des enseignants de second degré (SNES) et de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), ce mouvement de protestation donne la mesure des réactions à l'annonce du plan d'urgence et de rattrapage présenté par ce département, le 2 mars, par Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, et Ségolène Royal, ministre déléguée à l'enseignement scolaire (Le Monde du 3 mars).

« Tout en reconnaissant les difficultés rencontrées dans ce département - « le plus maltraité de France », selon M. Allègre -, les deux ministres ont, en réalité, attisé une vague de mécontentement et d'insatisfaction qui a pris de l'ampleur à la veille des élections. En butte à la violence, aux retards scolaires, aux handicaps sociaux de la population, les enseignants attendaient beaucoup plus que la série de mesures annoncées: le classement en ZEP (zone d'éducation prioritaire) d'une dizaine d'établissements, l'affectation de mille heures d'enseignement supplémentaires, la création de 208 postes incluant des médecins, des infirmières et des assistants sociaux et surtout de 1750 emplois-jeunes... Dans un premier temps, l'effort du gouvernement avait pourtant été salué favorablement par des

maîtres, notamment communistes. Quinze jours plus tard, certains d'entre eux accompagnaient les manifestants qui, de l'Odéon au ministère de l'éducation, ont réclamé, vendredi, de nouvelles mesures (lire ci-dessous).

Le plan d'urgence n'avaient pas suffisamment été présentées ni expliquées dans les établissements. Dès la semaine prochaine, a-t-elle indiqué, des chargés de mission rencontreront les enseignants et les personnels. Favorable au réajustement du plan de classement des ZEP, elle a par ailleurs annoncé son intention de réunir un forum spécifique pour la Seine-Saint-Denis. Il pourrait se tenir dans le courant du mois de mars ou au début avril. « Il est invraisemblable d'avoir laissé ce département à la dérive, estime le ministre. Il faut rencontrer les enseignants et les personnels, rassembler les équipes pédagogiques, susciter la création de réseaux. Nous ne pouvons plus donner l'impression qu'ils sont laissés à l'abandon. » Cet appel au dialogue apaisera-t-

il le mécontentement? Les signaux d'alarme n'avaient pourtant pas manqué, surtout après le diagnostic alarmant dressé dans un rapport établi, à la demande de Claude Allègre, par Claude Fortier, ancien délégué national à l'éducation du Parti socialiste et recteur de l'académie de Lille (Le Monde du 3 mars). Selon ce document, la plupart des indicateurs, sociaux, économiques, de réussite scolaire ou de violence des mineurs ont viré au rouge. Dans ce département, qui compte 291 000 élèves, 28 % des jeunes sortent aujourd'hui du système éducatif sans aucune formation qualifiante. Seuls 48,4 % d'une classe d'âge obtiennent le baccalauréat contre 61,5 % sur le plan national. Parallèlement, seulement 11 % des écoles et 18 % des collèges sont clas-

sés en ZEP. Il existe encore 24 collèges qui accueillent plus de 800 élèves, alors que tous les rapports ministériels soulignent la nécessité de limiter les effectifs à 600. Depuis plus d'un an, les mouvements de grève des enseignants se sont multipliés pour dénoncer des conditions de travail « insupportables » et une augmentation de la violence. Dans ce département « plus que mille part ailleurs », considère le rapport Fortier, l'égalité républicaine a été mise à mal. Ce point de vue n'est pas totalement nouveau. Même l'inspection générale de l'éducation nationale s'était inquiétée, dans une note confidentielle remise en début d'année à Claude Allègre, de l'aggravation des inégalités entre les établissements scolaires (Le Monde du 12 février).

Il en va, par exemple, de la répartition des postes de personnels ATOS (administratifs, techniciens, ouvriers de service). Par rapport à la moyenne nationale, l'académie de Paris bénéficie d'une surdotation de 1358 postes alors que celle de Créteil, dont dépend la Seine-Saint-Denis, souffre d'un déficit de 558 postes. On peut également citer l'importante proportion (13 %) de personnels auxiliaires chez les enseignants du secondaire de la Seine-Saint-Denis et le fort taux de postes de chefs d'établissement restés vacants.

La grève devrait se poursuivre en début de semaine dans certains lycées et collèges. Samedi, le SNES envisageait d'étendre le mouvement aux écoles primaires et intermédiaires, et une nouvelle manifestation était annoncée pour mardi 17 mars.

Sandrine Blanchard et Michel Delberghe

Béatrice Gurrey

## « C'est la dégradation totale, une ruine, un bout de pierre debout »

ENTEND-ON mieux la banlieue quand elle s'exprime à Paris? Vendredi 13 mars, ils sont plus de deux mille élèves, parents et enseignants de Seine-Saint-Denis à défilé de l'Odéon à la rue de Grenelle, pour protester

contre l'insuffisance du plan d'urgence. Des files passent en chantant « Tous ensemble, tous ! ». « Fait pas faire de différence entre la Seine-Saint-Denis et le reste de la France. Quand on met "93" sur notre dossier, personne ne veut de nous », dit Aminia.

Morgan, Lilla, Karima, Agnès et Ouarda sont en première ou terminale de sciences médico-sociales (SMS) au lycée Jacques-Brel de Bobigny. Elles parlent toutes en même temps: « Ça fait des mois qu'on n'a pas de prof d'espagnol; on est trente-huit dans la classe; en langues, tout le monde est mélangé, première ou deuxième langue; il n'y a pas assez de conseillers d'éducation... Et, conclut d'abord l'une d'entre elles: « On a des ordinateurs vieux comme Crésus ! »

L'avenir? Version positive, réassur un concours dans les métiers de santé, mais « si on se plante au bac, personne ne nous reprendra, les classes de SMS sont déjà trop pleines ». Morgan dit ses regrets: « Il n'y a pas de violence dans notre établissement, c'est dommage que l'on n'ait pas les moyens de travailler. »

Des garçons dressent le portrait de leur lycée professionnel du Moulin-Foudu, à Noisy-le-Sec: « Ya que des "rats", les locaux sont cassés, les profs insultent le proviseur. C'est la dégradation totale, une ruine, un bout de pierre debout. » La police est déjà venue plusieurs fois depuis le début de l'année. « Ya des profs bien, ceux qui nous écoutent, qui nous respectent; et il y en a plein qui ne sont jamais là », dit Cédric. Les parents d'élèves du collège Sévigné, à Gagny, passent devant la pancarte de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) d'Aubervilliers. On y lit: « Saint-Denis, des promesses pour la presse, pour vos enfants rien ne presse. »

REPORTAGE  
Plus de 2 000 élèves, parents et enseignants ont manifesté, vendredi 13 mars, à Paris

« On n'est pas prévus dans les cases » Deux mères protestent: « Comme on n'est ni en ZEP ni en établissement sensible, on n'aura rien, on n'est pas prévus dans les cases. » Les parents occupent le collège depuis le jeudi 12 mars, pour obtenir « une infirmière, les heures de cours qu'on nous doit, des surveillants, une documentaliste ».

Muriel est prof de lettres modernes, Thérèse et Frédéric enseignent les maths au collège Victor-Hugo, à Aulnay-sous-Bois, et à Jean-Jaures, à Pantin. « Nous sommes désabusés, pas par rapport à notre métier, mais par rapport au peu de cas que l'on fait des enfants », disent-ils. « C'est un plan d'urgence

ridicule et insignifiant, affirment-ils en choeur, les mille heures d'enseignement attribuées sur deux ans ne font que recréer les sobriquets qui ont été supprimés ces trois dernières années dans le département. »

Ces enseignants s'indignent de ne même pas pouvoir assurer les horaires réglementaires. Les emplois-jeunes? L'une a démissionné, une autre s'est fait frapper le premier jour et n'est pas revenue, un troisième est parti après avoir visité l'établissement. « Ils manquent de formation pour travailler dans les conditions où nous sommes, dit un professeur. Ils nous posent parfois des problèmes supplémentaires. » Dans leur collège, tous les ans, la moitié des profs est renouvelée. Pour sa première année d'enseignement, Frédéric a ainsi eu la responsabilité d'une sixième, d'une cinquième, d'une quatrième à pédagogie de contrat et d'une troisième d'insertion... « On s'use vite », remarque-t-il.

## Le jeune Alexi est condamné à huit ans de prison pour les six meurtres de Louveciennes

C'EST UN ACCUSÉ au visage poupon, vêtu d'un pull gris et d'une veste verte. Ses fines lunettes lui donnent des allures d'étudiant sage, conforme au personnage d'« ourson » non violent qu'ont toujours décrit ses parisiens russes et français. A l'annonce du verdict, devant la cour d'assises des mineurs des Yvelines, Alexi ne paraît ni totalement abattu ni vraiment soulagé; comme si cette sanction mitigée - huit années de réclusion criminelle pour le meurtre de son père et de cinq autres personnes à Louveciennes en février 1995 - le prenait un peu de court. Trois heures plus tôt, juste avant que la cour ne se retire pour délibérer, il avait une nouvelle fois clamé son innocence, sur un ton calme, sans jamais s'énerver.

De ce fait, très peu d'éléments avaient filtré sur l'évolution des débats. Les avocats avaient limité leurs interventions publiques. Dans ces conditions, il est difficile de deviner quels éléments ont pu inciter la cour à se prononcer de la sorte.

La condamnation du jeune Russe permet toutefois de lever une incertitude. Confrontée à deux thèses radicalement opposées, la justice a retenu celle de l'accusation et désigné l'adolescent comme l'unique responsable des meurtres. Aux yeux des neuf jurés - sept hommes et deux femmes -, l'affaire se limite à un drame familial dû aux relations conflictuelles qu'entretenait Alexi avec son père Eugène. L'accusé, ainsi qu'il l'avait avoué dans un premier temps aux policiers et au juge d'instruction Catherine Rechter, aurait « craqué » par lassitude face aux vexations et à la violence de cet industriel de quarante-deux ans, porté sur l'alcool.

Philippe Broussard

« Quel est le dossier rouge ? » Dix jours durant, le procès avait été entouré d'« une publicité restreinte » (Le Monde du 5 mars). La presse n'avait pu y assister. Seuls les proches d'Alexi, les membres du barreau et les professionnels de l'enfance avaient été autorisés à pénétrer dans la salle versaillaise. De ce fait, très peu d'éléments avaient filtré sur l'évolution des débats. Les avocats avaient limité leurs interventions publiques. Dans ces conditions, il est difficile de deviner quels éléments ont pu inciter la cour à se prononcer de la sorte.

## Deux notes relancent l'enquête du juge Halphen sur les HLM de la Ville de Paris

COMMENCÉE il y a quatre ans, l'enquête sur les HLM de la Ville de Paris pourrait connaître un rebondissement. Mercredi 18 février, le juge Eric Halphen, en charge du dossier, a reçu, comme le révélait Le Canard enchaîné du mercredi 11 mars, deux notes de synthèse, sans autre identification qu'une date imprécise, « février 1998 ». A la veille des élections régionales, Le Point, dans son édition du 14 mars, en révèle le contenu, dont Le Monde, a, par ailleurs, pu prendre connaissance. Elles soulèvent, à ce stade de l'affaire, plusieurs questions.

Quels sont la nature et l'origine de ces documents? Dans la forme, leur présentation les fait ressembler à ces fameuses « notes blanches » de la direction centrale des renseignements généraux (DCRG) attribuées au commissaire Brigitte Henri, que les RG ont toujours nié avoir conservées. Elles ne mentionnent ni auteur ni origine. La DCRG maintient cependant sa position. « Il n'y a jamais eu de blancs adressés au juge Halphen, et il n'y en aura jamais », a-t-on déclaré au Monde, toujours pour la même raison: ces notes ne sont pas archivées.

Le 3 février, dans sa réponse à une nouvelle demande du juge Halphen, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur, avait d'ailleurs précisé: « A mon cabinet, lors de ma prise de fonctions, je n'ai trouvé aucune note concernant ce dossier ou un autre. » M. Chevènement ajoutait néanmoins que tous les faits « suffisamment élaborés et avérés » portés à sa connaissance, seraient communiqués au juge en respect du code de procédure pénale.

Une source judiciaire indique, par ailleurs, que le type de caractère dactylographié des deux documents diffère sensiblement de celui des notes du commissaire Henri.

Officiellement, les documents reçus par le juge Halphen seraient des synthèses établies par la police judiciaire. Le style et la construction des deux notes laissent présager un même auteur. Une source proche de l'enquête s'interroge cependant: à la différence des notes adressées au juge, les synthèses de la police judiciaire comportent à l'accoutumée le nom et la signature de celui qui les a rédigées.

Quelles peuvent être les suites de ces révélations? La semaine dernière, le juge Eric Halphen a fait effectuer des perquisitions à Paris, en région parisienne et en province, aux différents domiciles d'André Kamel. Jeudi 12 mars, une nouvelle série de perquisitions a été mise en oeuvre par le magistrat. Sera-t-il cette fois en mesure d'aller jusqu'au bout d'un dossier qui, depuis quatre ans, n'a toujours pas abouti? « Désormais, je ne comprendrai pas qu'on ne laisse pas le juge Halphen aller au bout de son enquête, quelles qu'en puissent être les conséquences », soulignait M. Jean-Marc Fedida, avocat de François Colina, ancien directeur adjoint de l'OPAC HLM de la Ville de Paris et mis en examen dans le dossier.

Pascal Cemix



Handwritten text in Arabic script: « هذا من الامتحان »



السنة من الاصل

# LE PROCÈS PAPON

LE MONDE / DIMANCHE 15 - LUNDI 16 MARS 1998

## L'accusé s'indigne face à des parties civiles qui demandent justice

Contraint d'écouter, durant de longues heures, les plaidoiries des avocats des victimes, l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde a voulu interrompre, le 13 mars, M<sup>e</sup> Michel Tubiana. « Vous êtes un menteur ! », a-t-il lancé à celui qui dénonçait « le complice de l'oubli »

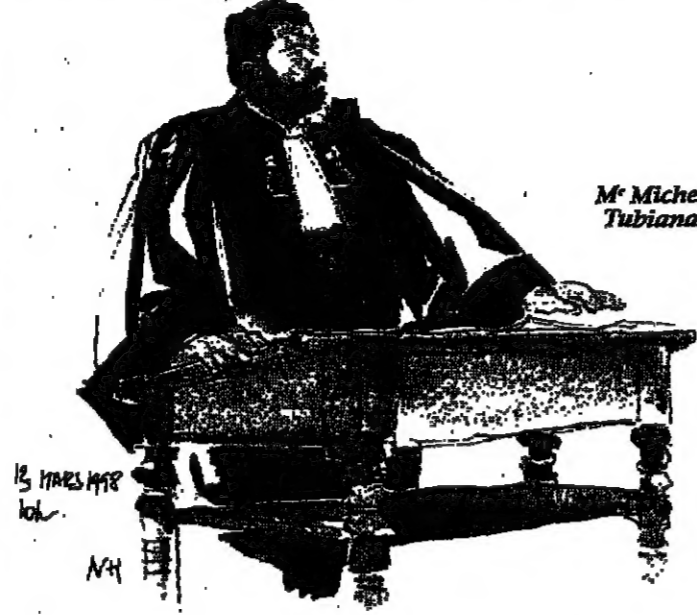
### BORDEAUX

de notre envoyé spécial

Au cinquième jour des plaidoiries, les heures accusatrices s'agglomèrent une à une, redondantes inévitablement, pesantes toujours, sur l'accusé. Maurice Papon se tait. Ne peut que se taire. Et attendre, dans une douzaine de jours, que la parole lui soit donnée en dernier. Vendredi 13 mars, M<sup>e</sup> Michel Tubiana est le dix-septième avocat de la partie civile à s'exprimer, le premier des trois conseils de la Ligue des droits de l'homme, le premier, bientôt, qui fera sortir de ses gonds l'accusé.

Par vagues, la voix chaude de ce plaideur défende au pied de la cour et des jurés. De Maurice Papon, il dit : « On aimerait être (comme lui) à quatre-vingt-sept ans : vif, intelligent, brillant, sachant manier les mots, à la mémoire structurée, présente si nécessaire, évasive au besoin, absente quand il le faut. » Mais il tempère : « (Cet homme) est, aussi, sûr de lui et dominateur, pétri de ses certitudes, enfoncé dans sa logique. » Il ajoute : « (S'il) ne comprend pas ce qu'il fait ici, c'est non seulement parce qu'il se croit innocent mais parce que cela dépasse sa conception du monde. S'il admet avoir des comptes à rendre, ce n'est qu'à ses chefs, pas à ses égaux. Pas à nous. »

Au cœur de l'argumentation, l'orateur place la responsabilité individuelle de l'accusé. « Maurice Papon n'est ni un nazi ni un ex-



M<sup>e</sup> Michel Tubiana.

cutant. Il est un complice. Un jeune fonctionnaire, qui avait les moyens intellectuels nécessaires pour comprendre. Un homme qui était responsable de ses choix, de ses actes. » Un homme qui a « choisi » de devenir « un rouage fondamental » de la préfecture en une période de « collaboration absolue ».

M<sup>e</sup> Tubiana embraye : « Serait-ce un privilège de caste, pour les hauts fonctionnaires, d'être irresponsables de par leur statut ? Il rappelle l'article 15 de la Déclaration des droits de l'homme de 1789 : « La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration. » Et l'article 8 du statut du tribunal militaire international de Nuremberg : « Le fait que l'accusé a agi conformément aux instructions de son gouvernement ou d'un supérieur hiérarchique ne le dégage pas de sa responsabilité, mais pourra être considéré comme un motif de diminution de la peine, si le tribunal décide que la justice l'exige. »

« Or la seule chose qui vous a guidé, c'était de faire le mieux votre travail en préservant votre avenir », résume l'avocat en pointant son doigt sur l'accusé. Et il hausse crescendo la voix : « Vous ne comprenez rien à ce procès. Vous ne comprenez pas que l'on puisse reprocher à un fonctionnaire d'avoir fait son travail. Non, vous n'avez rien compris à cette histoire pleine de bruit et de fureur. Vous n'avez rien compris aux obligations qui étaient les vôtres en 1942 à Bordeaux, en 1956 à Constantine, en 1961 à Paris. Ce furent des temps où il fallait haïr et vous n'avez été qu'indifférent. Ce furent des temps où il fallait rompre et vous avez... »

« C'est de la démagogie ! crie l'accusé, bouillonnant dans son box. Vous avez été complices. Vous avez été le complice de l'oubli. Vous êtes un menteur ! »

Le président Castagnède intervient. Maurice Papon s'insurge : « Il s'adresse à moi, je réponds ! Il y a des choses qui dépassent l'audible. Vous aurez le temps de répondre. »

« Mais il y a des choses... »

« Cela suffit ! Laissez finir cette plaidoirie. »

M<sup>e</sup> Tubiana observe que « quelque chose a enfin peut-être touché Maurice Papon », que « quelque chose a pénétré en lui de sa responsabilité ».

« Vous êtes un colonisateur ! », lâche à nouveau Maurice Papon, qui se lève.

« Je ne peux pas vous laisser interrompre, coupe sèchement le président. Laissez-moi alors me retirer dans... (il trébuche sur le mot pour caractériser la pièce de repos adossée, mise à sa disposition), dans mon salon. »

« Ce n'est pas vous qui vous retire-

rez. C'est moi qui ordonnerai votre retrait. »

Maurice Papon pique du nez, tandis que M<sup>e</sup> Tubiana achève sa plaidoirie : « Nous ne venons pas demander vengeance. Simplement justice. Vous condamnez Maurice Papon. »

Le calme revenu, M<sup>e</sup> Bertrand Favreau parle du « crime de papier, anonyme, segmenté, froid, qui n'a pas d'arme véritable », le fruit d'« une chaîne de comportements ». L'avocat souligne, dans la défense de l'ancien secrétaire général de la Gironde, les arguments classiques des autres criminels

après guerre : la défausse sur les supérieurs ou les inférieurs hiérarchiques, le double jeu tel que l'avança le maréchal Pétain, la non-démision « pour sauver et protéger », l'absence de connaissance de la solution finale.

Sur ces pas, M<sup>e</sup> Francis Jacob, troisième et dernier conseil de la Ligue des droits de l'homme, s'arrête sur la personnalité de l'accusé, sur le fonctionnaire « qui avait le goût des responsabilités ». « Maurice Papon nous a dit : "Démisionner, c'est désertier." Désertier quoi ? Désertier la haine, la mort, le service de l'ennemi ? C'est extravagant ! (...) Il fallait crier. Pas forcément avec des mots, mais avec des gestes : on pouvait cacher les gosses, faire de fausses cartes, trouver des filières de passage à l'étranger... C'est l'honneur d'un homme que de risquer sa vie ! Si on veut devenir ministre... C'est cela le service de la France. »

Et coule le long fleuve des plaidoiries, qui s'achèvera, lundi 16 mars, par celles de M<sup>e</sup> Lévy et Zaoui. M<sup>e</sup> Christian Charrière-Bournazel, conseil de la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme, dénonce en Maurice Papon « une espèce d'ectoplasme qui peut vivre dans n'importe quel milieu, à n'importe quelle température ». Une leçon, selon lui, d'adaptation politique. « Fonctionnaire sous le Front populaire, Maurice Papon l'a été sous Vichy. A Bordeaux, sous Sabatier, à Bordeaux, toujours, sous Cusin. Préfet sous de Gaulle et ministre sous Giscard. Pour un peu, il aurait été ministre de Mitterrand... » Maurice Papon lève la tête, regarde le plaideur par-dessus ses lunettes. Et sourit.

Jean-Michel Dumay  
Dessin : Noëlle Herrenschmidt

## En Espagne, la mémoire volontairement enfouie du franquisme

MADRID  
de notre correspondant

Un équivalent espagnol du procès Papon ? Ou, en d'autres termes, l'Espagne serait-elle prête

VU DE L'ÉTRANGER — La transition démocratique s'est faite sans débat historique ni procès de la dictature

à débattre, non comme en France des aspects les plus noirs du régime de Vichy, mais bien plutôt de ceux de la dictature franquiste ? La réponse est non. En témoignent d'ailleurs la couverture modeste faite du procès de Maurice Papon, événement considéré comme très français par des médias peu pressés d'y trouver matière à réflexion sur leur pays.

« Evoquer, aujourd'hui, un "jugement" de notre passé me paraît totalement absurde, explique le sociologue Armando de Miguel. La vision romantique d'une Espagne violente et sanguinaire, comme au temps de la guerre civile, est révolue. L'Espagne est en paix avec elle-même. Notre société est très tolérante : Franco est mort dans son lit, sa famille délient tranquillement toutes ses propriétés et personne, magistrat, militaire ou fonctionnaire de l'époque fran-

quist, n'a été l'objet d'un jugement ou de la moindre vengeance. »

De fait, la « transition » vers la démocratie, cette entreprise de réconciliation générale après la mort de Franco en 1975, s'est faite avec la collaboration des franquistes. Le renouvellement intervenu dans les rouages de l'Etat n'a été dû qu'à la mort naturelle ou au départ à la retraite du personnel en place. Certaines ambiguïtés ont même fini par se clarifier.

Ainsi le roi Juan Carlos, qui passe aujourd'hui pour l'arbitre et le garant de la démocratie, ne gagna totalement la confiance de son peuple que le 23 février 1981, en désavouant catégoriquement la tentative de putsch militaire. Le chemin parcouru fut long, si l'on considère que Juan Carlos est arrivé en Espagne dans les valises du généralissime Franco.

LE RÔLE DE L'ÉGLISE

Des tentatives pour revoir le passé, il y en a eu pourtant, et même récemment. En octobre 1997, un député socialiste, Luis Yanez, suggéra à l'armée espagnole et surtout à l'Église de « demander pardon pour sa complicité avec le régime franquiste ». L'idée fut reprise par l'évêque auxiliaire de Barcelone, M<sup>e</sup> Joan Carrera. Le débat s'acheva aussitôt, avec le

refus catégorique de la Conférence épiscopale, et ce dans un silence quasi général. Il est vrai que le cas de l'Église est complexe. En tant qu'« institution », elle fut un pilier du régime, avant de prendre ses distances dans les années 60. En revanche, individuellement, curés et religieux furent partagés et, durant la guerre, il y eut des « martyrs » des deux côtés.

UN « PACTE POLITIQUE »

Est-ce à dire qu'un débat sur le passé est impossible ? Lorsque les quatre cents survivants des Brigades internationales, qui avaient participé à la guerre civile aux côtés des républicains, vinrent en Espagne, en novembre 1996, pour recevoir la citoyenneté d'honneur — décision adoptée au Congrès en 1995 —, le Parti populaire (conservateur), actuellement au pouvoir, bouda mais sut rester discret.

A l'inverse, l'enterrement solennel, l'été dernier, du général putschiste Jaime Milans del Bosch (il fut dégradé et jugé pour sa participation au coup d'Etat raté de février 1981), dans la crypte de l'Alcazar, de Tolède, aux côtés des héros franquistes, ne suscita que quelques grognements de dépit dans les milieux de gauche.

« Le dilemme des dirigeants socialistes est d'avoir accepté, pour sceller la démocratie, le pacte politique proposé par les franquistes à l'époque de la transition, explique, Xavier Batalla, rédacteur en chef du quotidien catalan *La Vanguardia*. Ils ne peuvent pas se permettre de voir dix ou vingt députés se lever pour réclamer une révision du passé. »

Cette « amnésie volontaire » inquiète un peu l'historien et essayiste Antonio Elorza. Déjà lors du vingtième anniversaire de la mort de Franco, d'après un sondage, près de la moitié des jeunes lycéens ignoraient qui il était.

« L'oubli était, au temps de la transition, la condition obligée du réalisme qui nous a poussés à la réconciliation à tout prix, au nom de la démocratie, explique Antonio Elorza. Mais je me demande si aujourd'hui cela n'a pas produit une certaine amnésie. Sans parler de procès, ni même de débat national, je pense qu'un jour certains éclaircissements seront nécessaires. Or je vois que la tendance officielle est de relativiser. Parfois les textes parlent d'"époque" ou de "régime franquiste", sans prononcer le mot "dictature". Et l'oubli, n'est-ce pas une forme de légitimation ? »

Marie-Claude Decamps

**CALVITIE**

« Deux naturels...  
« Deux techniques...  
« Les plus... »

**CLIPPER MATIN**

RENSEIGNEMENT ET DOCUMENTATION SUR SIMPLE DEMANDE  
TEL. 01 53 23 79 79 - FAX. 01 53 23 79 70 - 3617 INFO CHAUVÉ

**Le Chinos c'est Avirex**

**Avirex**  
STANDARD US AIR CHINOS® SINCE 1942

DISTRIBUTEUR pour la FRANCE et la BELGIQUE: POST FASHION - 22 RUE DES HALLES - 75001 PARIS - Tél: 01 44 21 02 09 - Fax: 01 42 21 05 89



DISPARITIONS

Manuel Pineiro Losada

L'homme du domaine réservé de Fidel Castro

FONDATEUR des services secrets cubains, puis exportateur en chef de la révolution castriste, le commandant Manuel Pineiro Losada, alias « Barberousse », est mort le 12 mars à La Havane dans un accident de la circulation. Cet homme de confiance de Fidel Castro avait quitté le comité central du Parti communiste cubain en octobre 1997, après avoir été membre de cet organisme depuis sa création, en octobre 1965.

Né en 1933 à Matanzas, Manuel Pineiro fait des études d'économie à l'université Columbia, à New York, au début des années 50. Il confie que son antiaméricanisme remontait à ses jeunes années new-yorkaises. De retour à Cuba, il rejoint le Mouvement du 26 juillet engagé dans la lutte armée contre le dictateur Fulgencio Batista. Il gagne la Sierra Maestra en mai 1957 où il combat dans les rangs de la guérilla sous les ordres de Fidel puis de Raul Castro. Celui-ci lui confie l'organisation du service de renseignement de l'armée rebelle en liaison avec Ramiro Valdés, le lieutenant de « Che » Guevara. Après la victoire des jeunes barbudos, Manuel Pineiro devient le chef du puissant G-2, le service chargé de la sécurité et du renseignement. Au début de 1968, Barberousse

est le protagoniste d'un incident révélateur de la dégradation des relations entre Moscou et La Havane. Le chef du KGB à La Havane demande la tête de Manuel Pineiro, qui a surpris par hasard un concubinaire entre un agent des services secrets soviétiques et Anibal Escalante, le leader de la « micro-fraction » alors accusée d'être le cheval de Troie de l'URSS. Raul Castro prend alors la défense de Barberousse. Quelques mois plus tard, alors que les relations avec Moscou se réchauffent, Manuel Pineiro est déchargé de ses responsabilités au G-2. Mais loin de tomber en disgrâce, il est nommé responsable de la direction générale de Libération nationale, puis du département Amérique du comité central. Directeur rattaché au commandant en chef, le département Amérique est un puissant bastion, doté d'importants moyens logistiques, qui, durant près de vingt ans, dirigera les actions clandestines cubaines sur le continent.

Audacieux, Barberousse finance et arme discrètement les mouvements révolutionnaires latino-américains et devient la bête noire de la CIA. Homme du domaine réservé de Fidel Castro, il est aussi chargé de discrètes missions diplomatiques. En février 1992, Manuel

Pineiro est « libéré de ses fonctions », signe que l'heure de l'exportation de la révolution cubaine est passée. A la retraite, l'énigmatique Barberousse commençait à lever le voile sur certaines de ses activités passées. Dans une longue interview accordée au mensuel cubain *Tricontinental*, il révélait des détails inédits sur les expéditions du Che, dont il annonça la mort à Fidel Castro, le 10 octobre 1967. « Un jour, au moment opportun, il faudra raconter ces histoires plus en détail », disait-il peu avant d'emporter ses secrets dans la tombe.

Jean-Michel Caroit

■ ALBERTO SARTORIS, architecte d'origine italienne, l'un des pères du mouvement moderne, est mort mardi 10 mars près de Lausanne. Il était âgé de quatre-vingt-dix-sept ans. Son nom reste lié au premier Congrès d'architecture moderne (CIAM), en 1928, aux côtés de Le Corbusier, Mies, Gropius, Lajos, Lurçat ou encore Lisitsky. Auteur de centaines de projets, dont une cinquantaine ont été réalisés, en Suisse principalement mais aussi en France, à Biarritz (1988) ou Dunkerque (1984), il était surtout connu pour ses nombreux écrits. Né à Turin le 2 février 1901, Sartoris s'était fixé jeune en Suisse après avoir étudié les beaux-arts dans sa ville natale, puis à Genève, où son père, soupçonné d'anarchisme, avait dû s'exiler d'Italie. Lui-même n'avait jamais vraiment quitté la scène italienne : c'est d'ailleurs à Milan, en 1932, que de-

vait paraître son principal ouvrage, *Gli Elementi dell'architettura razionale*. Alberto Sartoris, était essentiellement un historien de l'art et un théoricien de l'architecture. Critique engagé dans l'histoire même de l'architecture, davantage qu'observateur, il était de ces professionnels qui gagnent principalement leur vie par des expositions ou des publications. Il avait également enseigné en Suisse, aux États-Unis, à Madrid, à Venise et à Florence. A la fin de sa vie, il avait encore conçu un centre-ville à Carignano, près de Turin, dont la première pierre fut posée en 1992.

■ LLOYD BRIDGES, acteur américain, est mort à Los Angeles mardi 10 mars à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Il avait débuté sa carrière par des westerns de série B dans les années 40, tous produits par la Columbia, avec qui il était sous

contrat. En 1952, Lloyd Bridges incarne le shérif du *Train sifflera trois fois* qui refuse de collaborer avec Gary Cooper. Au début des années 50, Bridges avait admis qu'il avait appartenu au Parti communiste américain. Il avait été appelé à témoigner devant le Comité des activités antiaméricaines de la Chambre des représentants qui enquêtait sur l'influence des communistes sur la production cinématographique américaine. Placé sur une liste noire, il avait réussi à s'en dégager après de longues négociations avec le FBI. Le rôle principal dans une série télévisée, *Sea Hunt*, diffusée à partir de 1957 sur la télévision américaine, lui avait permis de relancer sa carrière. Lloyd Bridges était apparu en 1980 dans *Y a-t-il un pilote dans l'avion ?* et en 1988 dans *Tucker* de Francis Coppola, où son fils, Jeff Bridges, tenait le rôle principal.

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du dimanche 8 mars sont publiés :  
● **Fonctionnaires** : un décret portant majoration de 0,8 % de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation, à compter du 1<sup>er</sup> avril 1998 (*Le Monde* du 30 janvier).  
● **Dopage** : un arrêté portant nomination à la Commission nationale de lutte contre le dopage.  
● **Accords internationaux** :

trois décrets portant publication des accords européens établissant des associations entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, la République d'Espagne, la République de Lettonie et la République de Lituanie, d'autre part, faits à Luxembourg le 12 juin 1995.  
● **MSA** : un décret relatif au contrôle économique et financier de l'Etat sur les organismes dans lesquels la Caisse centrale de la Mutualité sociale agricole détient

une participation ou des droits majoritaires ; un arrêté fixant les modalités spéciales d'exercice du contrôle économique et financier de l'Etat sur la Caisse centrale de la Mutualité sociale agricole ; un arrêté fixant les modalités spéciales d'exercice du contrôle économique et financier de l'Etat sur les organismes dans lesquels la Caisse centrale de la Mutualité sociale agricole détient une participation ou des droits majoritaires.  
● **Administration** : un décret

modificatif fixant l'organisation de l'Administration centrale du ministère de l'Urbanisme, du logement et des transports.  
● **Agriculture** : un décret insérant dans le code rural des dispositions relatives à des aides à la transmission des exploitations agricoles.  
● **Mission** : un décret chargeant Jean-Yves Le Déaut, député (PS) de Meurthe-et-Moselle, d'une mission temporaire auprès du premier ministre.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Marie et Xavier LAPEYRE de CABANES partagent avec Assen et Boris la joie d'annoncer la naissance de Valentin, le 4 mars 1998, à Nicose (Chypre).

Anniversaires de naissance

- Tu as quinze ans, tu n'es plus notre Doudou, tu es un grand garçon.

Mariages

Le docteur et M<sup>me</sup> Françoise CHAVELLET sont heureux d'annoncer le mariage de leur fille, Elisabeth avec M. Paul CALANDRA.

Décès

- Rachel Stella, son épouse, Rebekah Aubry, sa fille, ont la douleur de faire part du décès de Pierre AUBRY, survenu, le lundi 9 mars 1998, dans sa quarante-deuxième année.

Rectificatif

- Lors du décès de M<sup>me</sup> Bettie MARGOULIS, décédée le 9 mars 1998, il fallait lire : ancienne internée à la prison Saint-Michel de Toulouse en 1941.

Rectificatif

- Lors du décès de M<sup>me</sup> Bettie MARGOULIS, décédée le 9 mars 1998, il fallait lire : ancienne internée à la prison Saint-Michel de Toulouse en 1941.

Rectificatif

- Lors du décès de M<sup>me</sup> Bettie MARGOULIS, décédée le 9 mars 1998, il fallait lire : ancienne internée à la prison Saint-Michel de Toulouse en 1941.

Rectificatif

- Lors du décès de M<sup>me</sup> Bettie MARGOULIS, décédée le 9 mars 1998, il fallait lire : ancienne internée à la prison Saint-Michel de Toulouse en 1941.

Rectificatif

- Lors du décès de M<sup>me</sup> Bettie MARGOULIS, décédée le 9 mars 1998, il fallait lire : ancienne internée à la prison Saint-Michel de Toulouse en 1941.

Rectificatif

- Lors du décès de M<sup>me</sup> Bettie MARGOULIS, décédée le 9 mars 1998, il fallait lire : ancienne internée à la prison Saint-Michel de Toulouse en 1941.

Rectificatif

- Lors du décès de M<sup>me</sup> Bettie MARGOULIS, décédée le 9 mars 1998, il fallait lire : ancienne internée à la prison Saint-Michel de Toulouse en 1941.

Rectificatif

- Lors du décès de M<sup>me</sup> Bettie MARGOULIS, décédée le 9 mars 1998, il fallait lire : ancienne internée à la prison Saint-Michel de Toulouse en 1941.

Le président de l'université Paris-VIII.

L'ensemble des personnels et étudiants, s'associent par la mémoire à la famille et aux amis de Jacques DROZ, récemment décédé, qui fut le premier président de leur université.

Une soirée d'échange sur son action se tiendra, à Paris, le mercredi 25 mars prochain.

- Françoise Dumurgier, Claude Dumurgier, Patrick et Elisabeth Dumurgier, Marie-Anne et Jean-Jacques C. Edwards, ses enfants, Marie, Louis-Ferdinand, Laure, Antoine, Alexandre et Julien, ses petits-enfants, Daisy Sound Hebel, sa sœur, Sylvain et François Hebel, ses neveux, Ses parents et amis, ont la grande tristesse d'annoncer le décès de M<sup>me</sup> Louis DUMURGIER, née Jacqueline BOUND, professeur de lettres, survenu le 11 mars 1998, à Clamart (Hauts-de-Seine), dans sa quarante-quatrième année.

Un service religieux aura lieu en l'église Saint-Etienne du Mont, place Sainte-Geneviève, Paris-5<sup>e</sup>, le lundi 16 mars, à 10 h 30.

24 bis, rue Tournefort, 75005 Paris.

Marguerite-Marie LE POUTRE « Tante Guite », née le 17 mars 1914, nous a quittés le 24 février 1998 et repose à Gray-sur-Mer (Calvados).

- Michel et Christiane Mingalon, Jean-Louis Mingalon et Viviane Got, Béatrice Mingalon, ses enfants et belles-filles, Anouïette Mingalon, sa sœur, Antoine, Anne, Marie, Nicolas, Jean-Baptiste, Thais et Jean, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Les familles Mingalon, Carréga, Pétri-Guasco, Roux et Derme, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 12 mars 1998, à l'âge de quatre-vingt-huit ans, de M. Louis MINGALON.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 14 mars, à Oustréham (Calvados).

Cet avis tient lieu de faire-part.

49, rue Pierre-et-Marie-Curie, 92160 Antony, 14, rue Fromentin, 75009 Paris, 4, Sentier sous le parc, 77300 Verzenoy.

- M<sup>me</sup> Marcel PAREAU, M. et M<sup>me</sup> Raymond-François Le Bris, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès, à quatre-vingt-deux ans, de M. Marcel PAREAU, entrepreneur de bâtiments (E.R.), chevalier de la Légion d'honneur.

59, boulevard de la Corniche-Le-Trez-Hir, 92217 Plouzevetin, 34, rue des Vignes, 75016 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de docteur Claude PÉRÉS,

survenu le 12 mars 1998, en son domicile.

De la part de Son épouse, Ses enfants et petits-enfants, Et de toute la famille.

Le service religieux sera célébré le mercredi 18 mars, à 14 h 30, en l'église Saint-Pierre de Montrouge, 82, avenue du Général-Lacour, Paris-14<sup>e</sup>, métro Alesia.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, dans l'intimité familiale.

- Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M<sup>me</sup> Jean POIREL, née Nanci JOHN, ancien professeur à l'Ecole internationale de Genève, membre fondateur du baccalauréat international, survenu le 11 mars 1998, à Genève.

La cérémonie de faire-part, 33220 Pineuilh.

- M<sup>me</sup> Georgina Bensa, son épouse, M<sup>me</sup> Anne-Marie Tunc-Bacqué et ses enfants, M. François Tunc, M. Christian Tunc, leurs épouses et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> André Tunc, son frère et sa belle-sœur, ont la grande tristesse de faire part du décès, survenu le 7 mars 1998, de M. René TUNC, avocat général honoraire à la Cour de cassation.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Rectificatif

- Lors du décès de M<sup>me</sup> Bettie MARGOULIS, décédée le 9 mars 1998, il fallait lire : ancienne internée à la prison Saint-Michel de Toulouse en 1941.

Rectificatif

- Lors du décès de M<sup>me</sup> Bettie MARGOULIS, décédée le 9 mars 1998, il fallait lire : ancienne internée à la prison Saint-Michel de Toulouse en 1941.

Rectificatif

- Lors du décès de M<sup>me</sup> Bettie MARGOULIS, décédée le 9 mars 1998, il fallait lire : ancienne internée à la prison Saint-Michel de Toulouse en 1941.

Rectificatif

- Lors du décès de M<sup>me</sup> Bettie MARGOULIS, décédée le 9 mars 1998, il fallait lire : ancienne internée à la prison Saint-Michel de Toulouse en 1941.

Rectificatif

- Lors du décès de M<sup>me</sup> Bettie MARGOULIS, décédée le 9 mars 1998, il fallait lire : ancienne internée à la prison Saint-Michel de Toulouse en 1941.

Rectificatif

- Lors du décès de M<sup>me</sup> Bettie MARGOULIS, décédée le 9 mars 1998, il fallait lire : ancienne internée à la prison Saint-Michel de Toulouse en 1941.

Rectificatif

- Lors du décès de M<sup>me</sup> Bettie MARGOULIS, décédée le 9 mars 1998, il fallait lire : ancienne internée à la prison Saint-Michel de Toulouse en 1941.

Rectificatif

- Lors du décès de M<sup>me</sup> Bettie MARGOULIS, décédée le 9 mars 1998, il fallait lire : ancienne internée à la prison Saint-Michel de Toulouse en 1941.

Remerciements

- Les familles Léon, Pape, Gentile remercient tous ceux qui ont partagé leur peine par leur présence, leurs messages et pensées lors du décès de Antoine LÉON, 11, allée des Chamillies, 93600 Aulnay-sous-Bois.

Anniversaires de décès

- 15 mars 1994, Joseph BARRY, Son œuvre demeure.

- Il y a un an, le 15 mars 1997, disparaissait Victor VASARELY, Il a rejoint Claire, sa femme, qui nous avait quittés en 1990. Merci de vous souvenir. André et Jean-Pierre.

Souvenir

- Je voudrais tant que m soit là. A mon compagnon, Jean-Louis FRASCA, tué le samedi 14 septembre 1996.

Manifestations du souvenir

- A l'occasion du trente-sixième anniversaire de la fusillade du 26 mars 1962, à Alger, rue d'Isly, le Comité de liaison des associations de rapatriés d'Algérie déposera une gerbe, le jeudi 26 mars 1998, à 15 heures (heure de la fusillade) au Monument des victimes et combattants morts en Afrique du Nord jusqu'en 1962, square de la Butte-du-Chapeau-Rouge, boulevard de l'Algérie, Paris-19<sup>e</sup>.

La cérémonie est ouverte aux personnes souhaitant se recueillir avec nous.

Colloques

- Université Cergy-Pontoise, colloque international, 18 mars, 10 heures-17 heures : Dictionnaires et histoire de la langue française.

Conférences : M<sup>me</sup> Farandjis, M<sup>me</sup> Lehmann, Muzian, Peronnet, MM. Charveau, Martin, Gorcey, Poirier, de Vaulchier, Provost, Org. J. Privat, Tél. : 01-34-25-49-06.

Conférences

Colloque 20 et 21 mars 1998 GÉNÉTIQUE et DROITS DE L'HOMME université Paris-Sud, Contact : Françoise Segers, faculté Jean-Monnet, 54, boulevard Desgranges, 92330 Sceaux, Tél. : 01-40-91-17-96, Fax : 01-40-91-18-56

LES ENTRETIENS DU TROISIÈME MIEUCREDI avec Jean AMBROSI Les charges financières et la médiation thérapeutique. Espace l'Harmattan, 21 bis, rue des Ecoles, Paris-5<sup>e</sup>, Mercredi 18 mars 1998, à 20 h 30. Entrée libre.

Concerts

- « Mes souliers sont rouges », musique traditionnelle d'inspiration québécoise, en Haute-Normandie : Un forum FNAC, à 18 heures, le jeudi 26 mars, à Rouen. En concert au C.-C. Julliboda à Lillebonne, le vendredi 27 mars, à 20 h 30. En concert pour l'ouverture officielle du festival « Les pinetiers », organisé par les étudiants inter-arts de l'université de Rouen au théâtre Duchamp-Villon (Rouen Rive Gauche), le mardi 31 mars, à 20 h 30.

Expositions

La Galerie Etienne-Sassé présente les œuvres récentes de GÉRARD LE GENTIL. Exposition du 20 mars au 30 avril, 14, avenue Malignon, 75008 Paris, Tél. : 01-42-25-59-29

Communications diverses

- Les Journées du judaïsme marocain du 15 au 22 mars (suite). Lundi 16 mars : 19 h 30, conférence : juifs et musulmans au Maroc de 1859 à 1948 « Contribution à l'histoire des relations intercommunautaires en terre d'Islam » avec le professeur Mohammed Kenbibi, conseiller culturel près de l'ambassade du Royaume de Maroc à Paris, 21 heures, leçon : « Le judaïsme marocain entre tradition et modernité » avec Michel Abitbol, professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem. PAF au Centre communautaire de Paris, 5, rue de Rochechouart, Paris-9<sup>e</sup>, métro Cader. Renseignements au 01-49-95-95-92.

Le Monde ECONOMIE MARDI 17 MARS 1998\* "SPÉCIAL IMMOBILIER" 11 pages consacrées à l'immobilier. \* daté 18 mars 1998

Auto MOBIL Vente de véhicules récents Faibles kilométrages Millésime 97/98 Garantie 1 an ou 12 000 km Possibilité d'essai ou financement intéressant AVIS CENTRE OCCASIONS 5, rue Bixio - 75007 PARIS 01.44.18.10.65 Port. 06.08.61.40.14 Pascal Bonnet

SAAB Rive gauche Vous propose en location longue durée 9-5 Puck 2.0L Turbo BVA/TCV pour 2,26€ TTC/Km. Loyer de 3 767 F soit 88 mois - 80.000km. \* ABS - coloris de série - 4 vitesses - 4 roues guidées - Lève vitres électriques - Servo L. direction - 12V - 4 vitres élect. - 4x ABS - Verrouillage central, 1ère vitesse 7 dis - 4x ABS.

crépus Les « Confro la Fédé en plein

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية



الكتاب والصحافة

HORIZONS

ENQUÊTE

Le crépuscule du Syndicat du livre

A la, à la, à la... JA la santé du confrère / Qui nous régale aujourd'hui. / Pas d'eau, pas d'eau... Ce chant des typographes résonne depuis un demi-siècle dans les ateliers, symbole de la convivialité et de la fierté d'une profession attachée aux occasions festives. C'était le chant des typos, un chant des étages, repris par les journalistes de passage au marbre, mais pas beaucoup dans les sous-sols, près des rotatives. « Au moment du conflit du Parisien libéré, le chant de fête des typos est devenu un chant de guerre repris par toutes les catégories », se souvient Roger Lantry, ancien secrétaire du Comité intersyndical du livre parisien. Aujourd'hui, le A la... ponctue surtout les départs en prétraitée des « confrères ».

Le Syndicat du livre CGT est en crise. Ses effectifs sont en chute : 75 000 adhérents à la seule Fédération du livre il y a vingt-cinq ans ; à peine 25 000 aujourd'hui, malgré la fusion des Fédérations du livre et du papier en 1986. Ce syndicat tout-puissant, engageant une grève dure de plus d'un mois en 1947, bloquant Le Parisien libéré de 1975 à 1977, est aujourd'hui considérablement affaibli. Il conserve la possibilité de perturber la publication des journaux, mais chaque épreuve de force lui fait perdre quelques plumes, comme en témoignent les deux conflits de l'été 1997, aux Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) et à Midi libre (Le Monde du 6 août 1997).

Le Syndicat du livre est aujourd'hui en proie aux doutes et à la division. L'évolution technologique condamne de nombreux métiers et des milliers d'emplois. Alors que le secteur de la communication explose, il n'a pas su se remettre en question. Il s'est replié sur ses bastions, notamment en presse parisienne, sans parvenir à enrayer le déclin dans le secteur du labeur et sans réussir à s'implanter fortement dans la presse magazine et dans les groupes de communication.

A Paris, le Syndicat du livre, qui a toujours affiché une unité de façade qui masquait souvent de profondes querelles entre les catégories, est coupé en deux. Les rotativistes, alliés à des dissidents des agents des NMPP, de Paris Diffusion Presse et du routage, ont refusé de participer au congrès du Syndicat général du livre. Ils veulent s'allier au Syndicat des correcteurs, de tradition anarcho-syndicaliste. Certains évoquent le « mariage de la carpe et du lapin », tandis qu'un ancien secrétaire du Syndicat des correcteurs ironise sur les « libertaires stalinien ». Ceux-ci se retrouvent autour d'une même défense d'un syndicalisme de métier et d'une opposition commune à la politique fédérale.

Dans un entretien au Monde du 24 octobre 1995, le secrétaire général de la Fédération des travailleurs des industries du livre, du papier et de la communication (Filpac-CGT), Michel Muller, s'était prononcé pour un véritable agglomérat du Syndicat du livre, ce qui a jeté le trouble dans de nombreux ateliers : « On est au bout d'une organisation catégorielle qui a été très puissante et qui a bénéficié à tous les salariés de la presse. » Les militants doivent au syndicat des conditions de travail et un salaire supérieurs à ceux des autres catégories ouvrières. Il gère souvent la formation, l'embauche, le placement dans les entreprises, les assurances. C'est lui qui négocie les plans de départ en prétraitée. Le congrès de la Filpac, du 8 au 12 mars à Strasbourg, a montré que la nouvelle ligne d'ouverture du syndicat était acceptée, devant l'urgence de la situation (Le Monde du 13 mars).

La plupart des salariés reviennent avec fierté d'appartenir aux métiers du livre. Mais les mo-



Les « aristocrates de la classe ouvrière » s'entre-déchirent. Confrontée à la dissidence de certaines catégories, la Fédération du livre CGT, dans un monde de la communication en pleine métamorphose, cherche à enrayer son lent déclin

demissions successives leur ont enlevé une partie de leurs spécificités ou les ont contraints à changer de métier. Ces bouleversements ont notamment affecté les typographes, considérés comme les intellectuels de la classe ouvrière, auxquels le syndicat doit une bonne partie de son organisation.

L'histoire du Syndicat du livre commence avec la création, en 1843, de la Société typographique parisienne et du tarif, qui négocie avec les employeurs le salaire des ouvriers. En 1881 naît la Fédération des ouvriers typographes français et des industries similaires, puis la Fédération française des travailleurs du livre (FFTL), quatre ans plus tard. L'organisation comprend des typographes - majoritaires -, des correcteurs, des imprimeurs, des relieurs, des stéréotypistes. Chacune de ces corporations est elle-même organisée en syndicats de métiers, qui revendiquent leurs particularités. Cette double structure est au centre des conflits qui déchirent aujourd'hui le syndicat.

EN 1895, la Fédération du livre est un pilier de la toute nouvelle Confédération générale du travail (CGT), où elle aura toujours une place à part. Dès le début, le Livre est un syndicat réformiste, qui n'hésite pas à faire grève - mais une fois que les voies de la négociation sont épuisées - et qui s'impose, selon l'expression de Madeleine Reberlioux, comme « un syndicalisme prestataire de services », construisant un réseau d'entraide, de formation et de mutuelles.

Après la naissance du Parti communiste français, la lutte au sein du Livre entre anarcho-syndicalistes - à l'origine du syndicat - et communistes, entre réformistes et révolutionnaires va être omniprésente. Lors de la création, en 1922, de la CGTU (à dominante communiste), la Fédération reste fidèle à la CGT, même si plusieurs syndicats, notamment à Paris, adhèrent à la CGTU. En 1936, les deux syndicats se réunissent, mais

une partie du Livre parisien va rester marquée par l'influence de la CGTU. Avec la seconde guerre mondiale, alors que bon nombre d'ouvriers du Livre permettent à la presse clandestine d'exister, s'ouvre aussi une page noire du syndicat. Appuyés par la Fédération, les deux principaux responsables parisiens - Auguste Largentier à la Chambre typo et René Basignon au Syndicat général du livre - se montrent conciliants avec l'occupant.

Dans A la santé du confrère, Roger Désdams cite Largentier en novembre 1941 : « A ce banquet, nous étions en bonne compagnie : Laval, Luchaire, De Brion, Doriot, les officiers allemands qui s'occupent de la presse, le général commandant de la place de Paris. Basignon intervient sur un topo préparé collectivement

La grande force du Syndicat du livre est due à son rôle quasi institutionnel, grâce notamment au contrôle de l'embauche, acquis à la Libération

pour se féliciter d'être ainsi réunis, mais avec une pensée pour deux secrétaires prisonniers en Allemagne. » A la Libération, Largentier et Basignon seront condamnés par la commission de reconstitution des organisations syndicales, notamment pour avoir témoigné en faveur de Jean Luchaire, l'organisateur de la presse sous l'Occupation, condamné à mort et exécuté en février 1946.

Cette compromission de deux représentants de la tendance réformiste du Livre va contribuer au renforcement des communistes dans le syndicat. Il s'en est fallu de peu pour que la Fédération du livre - dont André Bergeron était membre - ne quitte la CGT pour rejoindre Force ouvrière, lors de la scission de 1947. Le patron de la Fédération, Edouard Ebné - l'un des principaux représentants de la Ré-

sistance au sein du Livre - anime la tendance FO. Il privilégiera finalement l'unité syndicale. Un référendum confirme la volonté des ouvriers de rester à la CGT.

Très implantés chez les clicheurs, les photogreveurs, les électromécaniciens et les auxiliaires de presse, les communistes restaient minoritaires chez les typographes, mais aussi chez les rotativistes, qui déclenchent une grève en 1946, préambule au grand conflit de 1947. Ces mouvements étaient peu appuyés par les communistes. C'est d'ailleurs le ministre communiste du travail de l'époque, Ambroise Croizat, qui a dressé le plus sévère réquisitoire contre le Syndicat du livre : « Ces ouvriers reçoivent des salaires supérieurs à ceux de leurs camarades des autres professions et ils font souvent deux

services, soit un double salaire pour eux... Dans les autres corporations, toute augmentation de salaire a coïncidé avec une augmentation de la production. Mais allez donc en demander autant aux ouvriers du Livre, qui forment un corps fermé et intrinsèque. » La grande force du Syndicat du livre est due à son rôle quasi institutionnel, grâce notamment au contrôle de l'embauche acquis à la Libération. Dans les années 50 et 60, la presse parisienne va vivre l'« âge d'or du paritarisme » (Madeleine Reberlioux), dans une forme de cogestion souvent tendue qui satisfait finalement tout le monde, le patronat payant au prix fort un personnel qualifié et une relative paix sociale. Cela va donner au syndicat un poids considérable, souvent disproportionné, laissant les journaux à sa merci,

usant et abusant de l'arme de l'arrêt de parution, pour faire pression sur des négociations. Cela va coûter très cher à la presse quand la crise arrive, entraînant des coûts de production supérieurs à la plupart des autres pays. Ce poids du Livre a été plus fort à Paris qu'en province, où Gaston Defferre, socialiste et patron du Provençal, a ouvert une brèche, en 1951, en remplaçant les ouvriers CGT en grève par des salariés de FO.

Le syndicat fonde sa force sur un important trésor de guerre, constitué pour faire face aux conflits. Des caisses d'entraide sont organisées pour soutenir les grévistes. Mais le système s'est perfectionné avec la crise. Lorsqu'un journal ou une imprimerie fermait, les ouvriers du Livre percevaient des indemnités de licenciement. Ils se retournaient vers leur syndicat pour trouver un nouvel emploi. Le syndicat proposait deux solutions : partir pour de longues vacances, le temps de dépenser les indemnités, ou verser la moitié de celles-ci au syndicat, qui lui retrouvait une place dans une entreprise. D'autres systèmes plus confidentiels permettent d'augmenter le trésor.

Le climat s'est nettement tendu dans les années 70, au fil des démissions. Le Syndicat a perdu beaucoup de terrain dans le labeur, sans s'implanter dans la presse magazine, en plein essor. Ces années restent marquées par le conflit du Parisien libéré, qui coûta au quotidien la moitié de ses exemplaires. Les dirigeants du Livre ont tout fait pour qu'il ne s'étende pas aux autres journaux. Ce conflit spectaculaire annonce le début d'un déclin. Dans A la santé du confrère, René Lepeu, ancien responsable des photogreveurs, se rappelle, à propos du Parisien : « Le dépassement des problèmes catégoriels fut l'élément premier de notre cohésion. C'est bien la seule fois que l'on a pu mettre un roto, un clicheur ou un photogreveur, un typo et un électromécano dans la même voiture, sans

que cela pose des problèmes. » L'équipe suivante a géré la crise et les déchirements. Au déclin provoqué par l'informatisation se sont ajoutées les guerres entre les catégories et leurs dirigeants, qui ont pris le pas sur toute stratégie syndicale. Le conflit s'est accentué en 1993, lors de l'éviction du responsable des rotativistes, Roland Binger, de son poste de secrétaire du « Comité inter ». On lui reproche alors sa trop grande proximité avec des dirigeants de la presse, et notamment ceux du groupe Hersant. Cette situation n'a jamais été admise par les rotativistes, qui ont dénoncé un coup de force, organisé par les photogreveurs. Depuis, l'histoire du syndicat parisien est celle de la chronique d'une scission annoncée, qui n'hésite pas à prendre en otage la presse parisienne.

La plupart des conflits ont aujourd'hui pour cause des querelles internes. Le climat est au pourrissement, avec pour conséquence des mouvements de plus en plus irrationnels et incontrôlables. Dans un syndicalisme en crise, le système corporatiste qu'a incarné le Syndicat du livre est à bout de souffle. La Filpac compte 25 000 adhérents alors que l'ensemble de la filière graphique a plus de 200 000 salariés. La Fédération est dans cette situation paradoxale : elle tient sa puissance de sa forte implantation dans la presse - qui n'est plus le principal moteur d'un monde de la communication en pleine métamorphose - et doit se montrer plus souple pour attirer des salariés qu'elle ne touche pas.

C'était un symbole. Au moment où se réunissait le congrès de Strasbourg, Havas était absorbée par la Compagnie générale des eaux. La Filpac se fixe pour objectif d'être « au cœur de la com ». Elle est presque absente de ce nouveau géant de la communication.

Alain Salles  
Photo : Gérard Rondeau  
pour Le Monde



# Enquête sur la sexualité des Américains

Il y a cinquante ans paraissait le rapport d'Alfred Kinsey sur les comportements sexuels aux Etats-Unis. Longtemps considéré comme une bible, il annonçait la révolution des mœurs des années 60. Une biographie iconoclaste remet aujourd'hui en question et l'homme et ses découvertes

**C** fut un choc, comme un coup de pied dans la fourmière des tabous d'une société pétrie de valeurs victorienne. La publication de *Sexual Behaviour in the Human Male* (Comportement sexuel de l'homme), en janvier 1948, fut accueillie avec une incrédulité vite remplacée par un enthousiasme passionné. En six mois, plus de 200 000 exemplaires furent vendus, un succès que le magazine *Time* compara à celui d'*Autant en emporte le vent*. Il s'agit d'une « bombe atomique sociale », assura son confrère *Look*. L'événement était pourtant a priori austère : 1,5 kilo de statistiques et de jargon étrange, sans illustration aucune, pour décrire les habitudes sexuelles des Américains. Mais les lecteurs comprennent vite l'essentiel : il y a là tout ce qu'ils n'ont jamais osé demander sur les choses du sexe.

Mieux : grâce à l'auteur, Alfred Kinsey, ils apprennent que leurs désirs et leurs fantasmes ne font pas d'eux des obsédés sexuels, que la sexualité, y compris dans ses formes les plus atypiques, relève d'une science, certes balbutiante, mais en tout cas nullement scandaleuse. La force de la démonstration de Kinsey est d'analyser les comportements sexuels de ses contemporains sous un œil froid, clinique, presque biologique. Rien d'étonnant à cela : il a consacré vingt ans à l'étude des mœurs des gémeaux. L'homme, pense-t-il, n'est qu'un « animal humain », dont les désirs peuvent être disséqués.

Si la presse est dithyrambique, certains experts émettent des critiques sur la méthode statistique choisie, vite balayées par l'engouement populaire : le rapport Kinsey devient un phénomène de société. Le sexe, d'un seul coup, n'est plus honteux : il est comme affranchi, libéré. A bien des égards, Kinsey va semer dans les mentalités les graines de la révolution sexuelle des années 60, laquelle donnera naissance au féminisme, à la pilule, aux cours d'éducation sexuelle dans les écoles, plus tard au mouvement des gays.

Alfred Kinsey devient le grand-père de la sexologie. Aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, son rapport fera autorité pendant plus de quarante ans. Jusqu'à cette biographie iconoclaste de James Jones, publiée en novembre 1997, qui révèle le jardin secret du « bon » Alfred Kinsey. Car derrière le « Dr Jekyll » se cache un « Mr. Hyde » : un homosexuel sadomasochiste cohabite avec le scientifique respecté, travailleur infatigable, bon père et bon époux (photographié ci-contre en 1954 avec, de gauche à droite, sa fille, Ban, sa femme, et son fils, Bruce).



La biographie de James Jones, publiée en novembre 1997, révèle le jardin secret du « bon » Alfred Kinsey. Car derrière le « Dr Jekyll » se cache un « Mr. Hyde » : un homosexuel sadomasochiste cohabite avec le scientifique respecté, travailleur infatigable, bon père et bon époux (photographié ci-contre en 1954 avec, de gauche à droite, sa fille, Ban, sa femme, et son fils, Bruce)



Le rapport Kinsey. La société américaine de l'époque entretenait une morale hypocrite, reposant sur le secret imposé aux relations intimes du couple, à l'érotisme. Les jeunes Américains, dit-on, sont mal à l'aise, ils bouillonnent de frustrations, auxquelles n'échappent d'ailleurs pas leurs parents. Alfred Kinsey apparaît donc comme une sorte de sauveur : il va faire

sauter le couvercle des désirs refoulés. Que dit-il ? D'abord qu'il faut être tolérant à propos des pratiques sexuelles dites atypiques. Il n'y a pas un comportement « normal » dans le domaine sexuel, explique-t-il. Suivent, pour démontrer le propos, une volée de statistiques, qui sont autant de gilles à la morale communément admise, c'est-à-dire aux vérités soi-

gneusement dissimulées : l'Amérique compte 35 % à 40 % de mariés infidèles ; entre vingt et trente ans, près de la moitié des époux trompent leur femme une fois et demie par semaine ; 27 % des quinquagénaires fortunés ont une liaison ; 70 % des hommes de trente-cinq ans ont eu recours à la prostitution. Ce n'est pas tout : plus de 90 % des hommes de race blanche se sont

masturbés, et 85 % ont eu des rapports sexuels (avec pénétration) avant le mariage. Enfin, *last but not least*, 37 % ont eu au moins une expérience homosexuelle dans leur vie.

Si la loi était appliquée dans toute sa rigueur, affirme Alfred Kinsey, 85 % de la jeunesse devrait être poursuivie pour « délits sexuels ». Les révélations de Kinsey sont à la fois provocantes pour une certaine idée de l'équilibre de la société - il affirme que les comportements sexuels varient selon l'origine sociale et le niveau d'éducation - et dérangeantes - lorsqu'il réhabilite de facto l'homosexualité. Celle-ci, affirme-t-il, n'est nullement le résultat d'un dérèglement psychologique. Elle fait partie intégrante des comportements naturels de l'homme qui, comme dans le royaume animal, éprouve une attirance physique naturelle pour les représentants de son propre sexe.

que 12 000 témoignages qui servent de base au rapport Kinsey. A l'université, il rencontrera Clara Bracken, qui deviendra sa femme, puis le partenaire de toutes ses expériences sexuelles. Clara multipliera les amants parmi les collaborateurs de son mari, par goût personnel autant que par souci de remplir une « mission » pour le compte de son mari, qui deviendra le spectateur et le cinéaste de ces ébats.

Leur vie commune est peut-être une vraie histoire d'amour, comme l'assure James Jones, mais c'est aussi l'histoire d'une complicité perverse. La création de l'Institut Kinsey à Bloomington (Indiana) va permettre à son directeur de se livrer à une recherche appliquée sans retenue, en complément de ses observations statistiques. L'Institut Kinsey devient-il alors une « dictature sexuelle », et Alfred Kinsey se transforme-t-il en « chef de secte » ? On est tenté de le croire

## À la fin de sa vie, il fera preuve d'une tolérance croissante à propos des rapports sexuels entre adultes et enfants

Ces affirmations sont accueillies et acceptées en bloc, sans que l'on s'avise de remettre en cause les bases sur lesquelles repose l'argumentation développée par l'auteur. Lorsque, en 1953, paraît le volet féminin du rapport (*Sex Behaviour in the Human Female*), l'autorité de Kinsey est quasiment incontestée. En 1972, Wardell Pomeroy, le principal collaborateur d'Alfred Kinsey, dressera ce portrait élogieux : « Alfred Charles Kinsey, le génie de réputation mondiale, était un homme simple. » Simple ? Torturé, obsédé, sont les qualificatifs qui viennent plus volontiers à l'esprit à lire la biographie de James Jones.

Loin d'être un pamphlet, ce livre désacralise un mythe : l'historien a travaillé près de vingt ans sur son sujet, et il a eu accès à tous les dossiers et correspondances de l'Institut Kinsey. Il peint l'homme sous son vrai jour, peu reluisant, lequel, s'il avait été connu à l'époque, aurait valu à Alfred Kinsey l'opprobre général. Son but secret était-il de promouvoir l'acceptation de l'homosexualité ? James Jones l'affirme, mais il est impossible d'en être sûr. C'est à l'université d'Indiana, où, diplômé en biologie et en psychologie, il enseignait la zoologie, qu'est née la véritable vocation d'Alfred Kinsey.

Car il donne aussi des cours sur le mariage. Ses étudiants l'interrogent sur les relations sexuelles et, de son côté, il enregistre les histoires intimes des êtres humains. Ce sont ces quel-

ques affirmations qui ont servi de base à la biographie de James Jones. Toujours est-il que les « démons intérieurs » de l'ancien zoologiste se libèrent, son homosexualité, bien sûr, mais aussi son irrépressible penchant pour la masturbation masochiste. Ses adjoints, ainsi que leurs conjoints, sont encouragés à multiplier et à échanger les expériences sexuelles, ce qu'ils font, poussés par l'ascendant naturel de leur patron. Il ne s'agit cependant nullement de débauche : Kinsey reste un scientifique. Tout est filmé, analysé, répertorié. Utopiste sexuel ? Peut-être, mais à elles seules, ces obsessions suffiraient à entacher les conclusions du rapport Kinsey. Or, ce n'est pas tout : en raison des propres goûts de l'enquêteur, l'échantillon des personnes interrogées représente une extrapolation déformée de la population américaine. Kinsey choisit de préférence des cas se situant aux marges de la sexualité : les homosexuels, sadomasochistes, voyeurs, travestis et pédophiles, racontent plus volontiers leurs expériences sexuelles, se justifie-t-il.

Il y a plus grave : l'actuel directeur de l'Institut Kinsey, John Bancroft, a reconnu, en décembre 1995, que les observations relatives à la sexualité des jeunes enfants ne provenaient pas, comme l'a prétendu Kinsey, de plusieurs témoignages, mais d'un seul : celui d'un pédophile reconnu coupable d'avoir abusé de 317 jeunes garçons ! Faut-il en conclure que le rapport Kinsey fut une supercherie, qui a faussé le jugement de plusieurs générations d'Américains, à commencer par bon nombre de sociologues et de sexologues ?

En partie seulement : la plus grande idée fautive - longtemps considérée comme un dogme - est que la population américaine compterait 10 % d'homosexuels. En réalité, comme l'a confirmé, en 1994, une enquête de l'université de Chicago, le chiffre exact est proche de 2,8 %. Au-delà, il est difficile de porter un jugement sur l'œuvre d'Alfred Kinsey. Plus de quarante ans après sa mort (en 1956), l'homme demeure une référence, et ses travaux ont inspiré une approche de la sexualité dont l'importance historique dépasse de loin son propre enseignement. Compte tenu de la fiabilité douteuse de ses méthodes, et de sa double personnalité, il est en revanche permis de douter du caractère scientifique de ses conclusions.

L. Z.

\* Alfred C. Kinsey : A biographie écrite de James Howard Jones, W. W. Norton & Company, 1997, 937 p., 39,95 dollars.

## Edward Laumann, sociologue

### « La plupart de ses conclusions sont très tendancieuses »

**DIRECTEUR** du département de sociologie de l'université de Chicago, le professeur Edward Laumann est le coauteur de l'enquête (publiée en 1994) la plus complète sur les habitudes sexuelles des Américains, depuis le rapport Kinsey.

« Vous partagez les critiques que James Jones, son biographe, adresse à Alfred Kinsey ?

« Je n'ai pas fait d'étude personnelle sur l'homme, mais j'ai le sentiment que la plupart de ses conclusions sont très tendancieuses, parce que dressées à partir d'une étude sélective des éléments à sa disposition. Par exemple, il présume qu'il y a une sorte de signification fondamentale de l'homosexualité dans le fait que quel qu'un, qui est pour l'essentiel hétérosexuel mais qui a une expérience homosexuelle, est en réalité un homosexuel, ce qui me paraît très contestable. Il est clair que des adolescents peuvent avoir ce

type d'expérience, sans pour autant devenir plus tard des homosexuels.

« Ses conclusions sont donc biaisées ?

« L'échantillon qu'il a choisi n'était pas représentatif de la population américaine. Persuadé que personne n'ose aborder spontanément ce type de sujet, il a compensé en sélectionnant des gens qui étaient prêts à parler du sexe selon leurs propres attirances sexuelles. Il reste que l'un des principaux résultats de son rapport a été de normaliser des attitudes sexuelles très variées. Ce faisant, il a donné une sorte de « permission » générale, faisant disparaître réticences et tabous : bien des gens ont compris que leurs habitudes sexuelles ne faisaient pas d'eux des êtres « bizarres ».

« Il a trompé ses contemporains en parlant de 10 % d'homosexuels parmi les Américains ?

« Kinsey lui-même pensait que les homosexuels ne dépassaient pas 1 % de la population. Le chiffre de 10 % a été avancé plusieurs années après, par les défenseurs des gays, et c'est devenu un enjeu politique. Kinsey cite le chiffre de 10 % en faisant référence aux individus qui ont eu des rapports sexuels avec un partenaire de leur sexe pendant au moins trois ans au cours de leur vie, ce qui englobe notamment les adolescents qui ont eu des expériences sexuelles occasionnelles, comme la masturbation mutuelle, sans pour autant devenir homosexuels.

« Curieusement, il n'y a pas eu de véritable travail scientifique entre le rapport Kinsey et votre étude, quarante-six ans plus tard. Pourquoi ?

« C'est en partie l'héritage de Kinsey : il a expliqué que l'on ne pouvait pas faire un travail scientifique sur des probabilités basées sur des gens

ordinaires. Par la suite, les vraies recherches sérieuses ont été faites par des médecins, qui ont étudié les réactions physiologiques. D'autres enquêtes, comme celle du magazine *Playboy*, basée sur 65 000 témoignages, n'étaient pas scientifiques, parce que l'échantillon était peu représentatif : il s'agissait de gens fortement intéressés par les choses du sexe, puisque lecteurs de *Playboy*. La distorsion était donc considérable.

« Vous constatez aujourd'hui une même carence de recherche scientifique sur les fondements de la sexualité ?

« Absolument : très peu de gens ont, dans ce domaine, une approche empirique, consistant à poser des questions simples : « Comment ? », « Qu'est-ce que cela veut dire ? ». Dans la plupart des départements universitaires de psychologie et de sociologie, vous ne trouverez personne qui se soit vraiment spécialisé sur la problématique de la sexualité.

**La libération sexuelle des « sixties » continue-t-elle ?**

« En 1992, il y avait des gens résolument hostiles aux changements de la révolution sexuelle : à peu près 20 % de la population avaient une approche très libertaire et « divertissante » des choses du sexe ; 20 % étaient extrêmement conservatrices, absolument hostiles aux relations sexuelles avant le mariage ou entre adolescents ; enfin, quelque 60 % de la population, tout en ayant une attitude plus ou moins ouverte à propos du sexe, avaient des opinions tranchées s'agissant de l'avortement ou de l'homosexualité. Il y a six ans, 75 % de la population considéraient encore l'homosexualité comme quelque chose de « mal » ou d'anormal. Je ne crois pas qu'il y ait eu depuis un grand changement, vers une plus grande libéralisation. »

Propos recueillis par Laurent Zecchini

هذا من الامتحان



الشرق الأوسط

LE COURRIER DES LECTEURS Avec la mise en cause de Roland Dumas dans l'affaire Elt reviennent les critiques déformées traditionnelles contre les médias, accusés par Charles Pasqua de pratiquer « une sorte de lynchage » et par Elisabeth Guigou de porter atteinte à la présomption d'innocence. Plus

sieurs lecteurs du Monde s'élevaient ainsi contre une récente manchette de notre journal annonçant la prochaine mise en examen de l'ancien ministre. Nous publions par ailleurs, sur divers autres sujets, des lettres qui apportent des réponses ou des compléments à des articles du Monde.

De la personnalisation des « affaires »

par Thomas Ferencki

EN AFFIRMANT, sur quatre colonnes à la « une », dans son édition datée 8-9 mars, que « Roland Dumas va être mis en examen », Le Monde s'est attiré les foudres de plusieurs lecteurs, qui s'indignent de cette anticipation d'une décision judiciaire. « Attendez donc que Roland Dumas soit inculpé pour l'inculper ! », nous dit Claude Légère, de Biarritz, qui dénonce « une dérive méprisante ». Titre « racoleur », estime Renée Zamoni, de Gaillard (Haute-Savoie), qui s'étonne : « Le Monde a donc décidé avant que la mise en examen officielle soit déclarée ? » « Indigne du Monde ! », tranche André Courtes, de Meaux. « Désarmés, ironise Pierre Boutonnat, de Saint-Egrève (Isère), un journal ne signale plus ni ne commente l'actualité, il prédit l'avenir. » « Une convocation n'est pas, que je sache, une mise en examen ! », nous écrit Gisèle Buthod-Garçon (par courrier électronique). « La présomption d'innocence est largement bafouée », soutient Jacques Menault, de Sainte-Foy-lès-Lyon (Rhône). Un lecteur du Figaro, aimablement accueilli par ce

quotidien dans son courrier des lecteurs du 11 mars, appelle même la ministre de la justice à « diligenter une enquête » pour déterminer comment Le Monde « peut affirmer ce qu'il avance ». Les arguments de nos correspondants ne nous convainquent pas. Pour nous, la question que pose ce titre est d'abord de savoir s'il est exact ou non. S'il est exact, il apporte une information importante en révélant que Roland Dumas va passer du statut de témoin à celui de mis en examen. S'il est inexact, alors une erreur grave a été commise par imprudence. La lettre de convocation reçue par M. Dumas ne parlant pas de mise en examen, ainsi que l'a indiqué Le Monde, on se serait plutôt attendu, il est vrai, à l'emploi du conditionnel, comme dans le cas de Jean-Yves Haberer (« l'ancien président du Crédit lyonnais devrait être mis en examen », titrait Le Monde du 12 mars). Il faut donc espérer que la direction de la rédaction était assez sûre de son information pour ne pas s'exposer à un démenti : on saura bientôt si, en utilisant l'indicatif, elle a pris un risque engagé. En tout état de cause, Le Monde, en divulguant la prochaine mise en examen de M. Dumas, n'a pas présenté celui-ci comme coupable et n'a donc pas enfreint, selon nous, la pré-

somption d'innocence. Il reste que l'émotion de nos lecteurs mérite réflexion. Elle nous suggère deux observations. La première est qu'il n'est pas habituel d'annoncer à l'avance, par voie de presse, les mises en examen. On ne peut que féliciter les journalistes pour leur habileté à se procurer ces informations et se réjouir que les progrès de la transparence empêchent l'étouffement des affaires sensibles. On peut aussi s'étonner que la justice s'exerce, pour ainsi dire, sur la place publique et s'interroger sur les effets pervers d'une telle évolution. La seconde observation porte sur la façon dont la presse, par ses manchettes, amplifie ces informations. On peut comprendre qu'aux yeux de certains un gros titre, même si, à la lettre, il respecte la présomption d'innocence, soit perçu, à tort, comme un pré-jugement. La personnalisation des « affaires » peut choquer ou inquiéter. La presse y contribue sans doute. Elle le fait pour intéresser ses lecteurs. Elle le fait aussi parce qu'il ne suffit pas de dénoncer un système : il importe également d'exposer à la lumière les personnes soupçonnées ou accusées d'en tirer profit, à condition que celles-ci, publiquement mises en cause, puissent se défendre devant l'opinion.

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
TÉL. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Révolte palestinienne

Il y a plus de dix ans déjà, l'intifada, le soulèvement dans les territoires palestiniens, avait commencé presque comme cela, avec un accident de la route. Cette fois, Benjamin Néanyahu incrimine « une erreur tragique ». Celle qui, mardi, aux portes d'Hébron, en Cisjordanie, a fait ouvrir le feu à trois soldats israéliens sur une voiture qui ramenait des Palestiniens d'une journée de travail en Israël. Les parachutistes avaient mal interprété un mouvement du véhicule. Bilan : trois Palestiniens tués, dont un père de huit enfants. Depuis, la révolte monte. Pas un jour sans de violents accrochages entre soldats et manifestants, ici et là en Cisjordanie. En moins d'une semaine, ils ont fait deux nouveaux morts, chez les Palestiniens, dont un gamin de treize ans. Les blessés par balles se comptent par dizaines. L'intifada ne se répète sans doute pas. Elle fut largement - mais pas uniquement - un phénomène urbain, et l'Autorité palestinienne de Yasser Arafat contrôle maintenant les grandes villes de Cisjordanie et de Gaza. Mais quand un « accident » comme celui d'Hébron mobilise des centaines, voire des milliers de jeunes hommes en colère, c'est que la situation devient incandescente. C'est un signal, un signe avant-coureur, une sonnette d'alarme : les territoires palestiniens connaissent un climat explosif. Le grand quotidien israélien Haaretz évoquait cette semaine le risque « d'une configuration générale » entre l'État hébreu et les Palestiniens.

Ce n'est pas le statu quo qu'il faut incriminer ici. Il n'y a pas de statu quo. Il y a, d'un côté, une dynamique cassée net par le gouvernement de droite de M. Néanyahu : celle des pourparlers avec M. Arafat, celle qui devrait conduire au retrait progressif de l'armée israélienne des territoires. Et il y a, de l'autre, une dynamique que rien ne vient arrêter : celle d'un mouvement de colonisation accéléré qui a pour objet de rendre impossible la création d'un État palestinien dans ce qui restera des territoires.

Ce n'est pas la situation qui est gelée ; ce sont les conversations de paix. Chaque mois, le gouvernement Néanyahu met une nouvelle condition à leur reprise. Chaque mois, il retarde l'ouverture d'un port et d'un aéroport à Gaza - déjà payés par l'Europe -, qui pourrait soulager une économie paillardement en décomposition avancée. Si le gouvernement Néanyahu voulait susciter une révolte des Palestiniens contre un Yasser Arafat qui maintient courageusement la ligne du dialogue avec Israël, il ne s'y prendrait pas autrement.

C'est, notamment, en cela que la situation ne ressemble pas à celle qui précéda l'intifada. Elle est plus dangereuse : elle est de celles qui font le lit des extrémistes. A quelques semaines de la célébration de son cinquantième anniversaire, elle ramène Israël à son défi central : coexister en paix avec l'autre nation installée sur cette terre. Pour le relever, on attend un homme d'Etat à Jérusalem.

Le Monde est dirigé par le SA LE MONDIE  
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Marie Colombani / Dominique Allary, directeur général ;  
Jean-François Bompard, directeur général adjoint  
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel  
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lecaillon, Robert Solé  
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Bessez, Pierre Georges,  
Laurent Goussier, Erik Izakowicz, Michel Kailash, Bertrand Le Gendre  
Directeur adjoint : Dominique Royon  
Rédacteur en chef technique : Erik Azzi  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médecin : Thomas Ferencki  
Directeur éditorial : Eric Paillet / directeur adjoint : Anne Chateaubourg  
Conseiller de la direction : Alain Rollat / directeur des relations internationales : Daniel Verret  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président  
Anciens directeurs : Hubert Benne-Méry (1944-1967), Jacques Faivel (1967-1982),  
André Lévy (1982-1985), André Fontana (1985-1991), Jacques Lecocq (1991-1994)

Le Monde est édité par le SA Le Monde  
Domicile de la société : 10 rue de la Harpe, 75004 Paris  
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les Rédacteurs du Monde »,  
Association Hubert Benne-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,  
Le Monde Éditions, Le Monde Investissements,  
Le Monde Presse, Misa Press, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

L'Europe occidentale s'organise

LE VOTE du plan Marshall par le Sénat américain est d'un heureux augure pour la conférence des Seize, qui s'ouvre aujourd'hui à Paris. Les Etats-Unis avaient lié l'aide à l'Europe, proposée par le secrétaire d'Etat Marshall en juin 1947, à une collaboration étroite des pays intéressés. En quoi devait consister cette collaboration ? Comment devait-elle s'organiser ? Les Seize hésitèrent d'abord devant une initiative inattendue. Le rapport qu'ils présentèrent en septembre 1947 constituait plutôt un bilan de leurs ressources et de leurs besoins qu'un plan de collaboration. On sait que l'Amérique lui adressa certaines critiques. A vrai dire, les Seize avaient réagi différemment à la suggestion américaine. La France, qui entama dès le mois de septembre des négociations pour une union dou-

nière avec l'Italie, se montra plus favorable que la Grande-Bretagne. Celle-ci regardait alors avec défiance tout projet d'union économique européenne. La situation et les idées ont évolué depuis. La création du Kominform, l'échec de la conférence de Londres sur l'Allemagne, les événements de Tchécoslovaquie, le pacte de défense France-Angleterre-Benelux, qui sera signé après-demain à Bruxelles, ont montré aux nations occidentales la nécessité d'une union plus étroite, et témoignent déjà d'un progrès dans cette voie. L'objet de la conférence d'aujourd'hui n'est plus seulement de préparer la répartition de l'aide américaine : c'est d'organiser une action collective à la fois pour la reconstruction européenne et le maintien de la paix. (16 mars 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE  
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC  
ou 08-36-29-04-54  
Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30  
Index et microfiches du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33  
Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE  
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr  
Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

RASSEMBLEMENT PROTESTANT

Nous nous permettons de répondre à l'article « Fête de famille protestante pour la commémoration de l'Édit de Nantes » paru dans Le Monde du 3 mars. Il nous semble avoir vécu un autre événement que celui rapporté dans vos colonnes. Événement autrement plus important, qui fera date dans l'histoire du protestantisme, par le rassemblement des différentes familles qui le composent. Nous n'ignorons pas les tensions évoquées par l'auteur, mais nous croyons que l'état d'esprit qui régnait dans cet auditoire était plus tourné vers l'accueil et l'écoute de l'autre, dans la recherche d'une authentique communion, équilibrée harmonieuse entre foi et tolérance. Quant à l'accueil enthousiaste fait à l'intervention de Georgia Dutoit, il venait du fait qu'en parlant du désir d'ouverture aux autres, ainsi que de la prise de conscience des défis que cela implique, elle a rencontré la préoccupation profonde des participants. Ceux-ci ont pu s'identifier au rêve que l'ancienne ministre a osé exprimer de voir les différentes barrières existantes tomber à cause de leur caractère désuet. C'est donc la modernité et la perspective qu'offrait ce propos qui est à l'origine des « vibrations » mentionnées dans l'article, et non l'allusion voilée à un certain fanatisme. Pasteurs Pierre Lannoy, Étienne Atger et Jean-Marc Potenti

LES « BOTTES WELLINGTON »

Élèves de l'Al Mount School, nous venons de discuter, en classe

Hubert et Madeleine sont dans le même bateau

Suite de la première page

Le président français a dit au Monde tout le bien qu'il pensait de son homologue américain : « Bill Clinton est un homme d'Etat responsable et intelligent. C'est un homme fin et ouvert. » (Le Monde du 27 février). Jacques Chirac et Hubert Védrine, le ministre des affaires étrangères, étaient convaincus qu'adopter à l'égard de l'Irak une attitude trop conciliante, et donc anti-américaine - comme le firent les Russes -, eût desservi l'objectif visé par Paris : sortir pacifiquement d'une mauvaise passe qui devait beaucoup à la manière irréfléchie des Etats-Unis face à Saddam Hussein. Il ne devait pas y avoir de coloration anti-américaine dans l'exposé de positions françaises qui pouvaient, effectivement, être différentes de celles de Washington - sur le régime des sanctions ou l'emploi de la force à l'encontre de l'Irak, par exemple. Dire sa différence, mais sur le ton le plus civil. De cette attitude, M. Védrine

de terminale, de votre article du 3 mars (paru sur Internet) : « Les « bottes Wellington » défendent à Londres leur « vert paradis ». Nous apprécions vivement l'esprit satirique français, mais nous ne sommes pas d'accord avec la légèreté avec laquelle vous traitez ce grave sujet. Le stéréotype des « bottes Wellington » est trop généralisé et injuste. Bon nombre de vos lecteurs vivent dans la France rurale (plus qu'en Angleterre) : ils devraient s'intéresser aux opinions de leurs confrères européens, si hostiles soient-elles. Nous considérons ce sujet avec beaucoup de sérieux et nous pensons que les Français se sentiraient également offensés d'être présentés de la sorte. Nos médias traitent plus amplement des manifestations d'agriculteurs français et cela parce que nous sentons que nous faisons partie de l'Europe. Une manifestation de 250 000 personnes n'est pas un fait divers. Et ils n'étaient pas tous des archaïques « en habit rouge ». Eva Alföldi, Claire Barber, Sarah Droog, Natalie Elvy, Joanna Hall, Louise Le Bas York

HOMMAGE À MARC SAUTET

Je tiens à vous faire part de ma surprise à la lecture de l'article nécrologique consacré à Marc Sautet dans Le Monde du 4 mars. (...) Parler de l'engagement pour le prêt-à-penser et la sagesse sous toutes ses formes traduit un mépris difficilement supportable pour tous ceux qui ont trouvé dans les Cafés Philo un lieu de discussion et d'échanges, une occasion de formuler leur propre pensée avec un souci de précision souvent remar-

quable, avec une volonté d'écoute et de respect de la pensée de l'autre, un désir de battre en brèche le monopole des bien-pensants qu'on ne trouve pas si souvent. Parler de « Pentichement français pour la philosophie de Comenius » révèle une méconnaissance totale du travail qui a pu s'y effectuer. Pour avoir animé depuis janvier 1996 le Café de la place du Parlement à Bordeaux, pour continuer cette tâche dans le cadre d'une association d'aide à la réinsertion de RMistes, je peux témoigner que ce qui s'y est dit et continué de s'y dire n'a conforté dans ma conviction que la philosophie n'est pas l'apanage d'une petite élite et que la qualité de la pensée ne recouvre pas nécessairement sa professionnalisation. Patrick Roxel Bordeaux

JACQUES DROZ ET L'AUTRICHE

Disciple et ami de Jacques Droz, sa disparition récente m'a douloureusement frappé. La belle notice nécrologique que Le Monde (daté 8-9 mars) lui a consacrée comporte cependant une lacune qui est son nom : je voudrais combler pour rendre justice à cette personnalité vraiment hors du commun. En effet, la présentation de Jacques Droz uniquement comme spécialiste de l'Allemagne omet de mentionner une autre facette du disparu : il fut également un éminent connaisseur de l'histoire et de la civilisation autrichiennes. Malheureusement trop d'universitaires français, notamment historiens et germanistes, continuent à ignorer, inconsciemment ou non, la spécificité historique, politique et culturelle de

l'Autriche, de naguère et de maintenant, faisant l'amalgame inadmissible de tout ce qui parle allemand », ce qui va dans le sens du pangermanisme éternel, qui continue à sévir et à empoisonner les esprits. Jacques Droz avait bien reconnu et lorsque j'ai fondé, en 1975, la revue Autriaca, il donna immédiatement son adhésion au comité de rédaction, dont il fut par la suite un conseiller actif et avisé. Félix Kreisler Montreuil

NOSTALGIES ROUMAINES

Afin de soutenir l'idée maîtresse selon laquelle la Roumanie serait un pays aux nostalgies fascistes, les auteurs du point de vue « Nouvel accès révisionniste en Roumanie » paru dans Le Monde du 27 janvier, affirment que, « début décembre 1997 encore, le Musée du paysan roumain - institution d'Etat - consacrait une Journée d'hommage à Corneliu Zelea Codreanu, l'ancien chef de la Garde de fer, sous prétexte d'une manifestation supposée commémorer la lutte armée des maquis anticommunistes des années 50 ». Il est exact que le Musée du paysan roumain a accueilli dans sa salle de conférences une réunion de la Fondation des anciens combattants anticommunistes, résistants dans les montagnes ; mais, en revanche, sont absolument faux : 1) le fait que cette réunion se serait proposée de rendre hommage à un ancien chef légionnaire ; 2) l'interprétation selon laquelle cette réunion ne fut que le prétexte d'une commémoration légionnaire. Horia Bernea, directeur général du Musée du paysan roumain, Bucarest

ciroques. Madeleine Albright estime que la meilleure façon d'aborder, et éventuellement de régler, les différends américano-français est d'en parler directement à Hubert Védrine. Elle loue son professionnalisme, cette manière, dit-elle, de ne pas chercher « à marquer des points », de privilégier le fond sur la posture. Il salue le mélange, chez elle, de diplomate et d'intellectuelle-professeuse. Elle dit qu'on « peut faire affaire » avec Hubert Védrine ; il dit qu'on peut discuter avec Madeleine Albright. Cela ne résume pas la complexe relation américano-française, mais aide à l'entretenir sur le mode le plus urbain, par beau comme par mauvais temps. Afsané Bassir Pour et Alain Frachon

RECTIFICATIF

EUROPÉENNES  
Contrairement à ce que Le Monde du 26 février indiquait, Jean-Louis Borloo, maire (UDF-FD) de Valenciennes, n'était pas colistier de Bernard Tapie aux élections européennes de 1994. En revanche, M. Borloo était deuxième de la liste conduite par Simone Veil aux européennes de 1989.



**TOURISME** Avant même que la saison d'hiver soit terminée, les premiers chiffres publiés par le secrétariat d'Etat au tourisme font état d'une fréquentation exceptionnelle-

ment élevée des stations de ski, surtout dans les Alpes. ● LES PROFESSIONNELS de l'hébergement et des remontées mécaniques s'attendent à une progression de 10 % à 20 % de

leur chiffre d'affaires par rapport à l'hiver 1996-1997. ● LE BILAN de la saison pourrait dépasser celui des meilleurs crus des années 80, avec des taux d'occupation atteignant

75 % à 100 % dans les stations pendant les vacances scolaires. ● LES TOUR-OPÉRATEURS voient aussi leurs ventes s'envoler, notamment pour les destinations ensoleillées.

Les réservations pour l'été paraissent plus précoces. ● LE REDÉMARRAGE de la demande dans le tourisme apporte une confirmation de la reprise de la consommation.

## La ruée sur les sports d'hiver illustre la reprise de la consommation

La saison s'annonce exceptionnelle, avec des taux d'occupation de 75 % à 100 % dans les stations pendant les vacances scolaires. Les tour-opérateurs enregistrent aussi une forte hausse de leurs ventes, avec une nette accélération depuis le mois d'octobre

D'APRÈS les premiers résultats diffusés par le secrétariat d'Etat au tourisme, la saison de sports d'hiver 1997-1998 s'annonce exceptionnelle. Les vacances de Noël sont jugées « satisfaisantes, surtout dans les Alpes », celles de février « très positives » puisque, durant quatre semaines, le taux d'occupation des stations a oscillé entre 75 % et 100 %. Les professionnels de la montagne ne se plaignent pas, ce qui, laisse entendre les pouvoirs publics, en dit long sur leur degré de contentement.

Pour les vacanciers de février, « les professionnels de l'hébergement et des remontées mécaniques s'attendent à une progression de leur chiffre d'affaires de 10 à 20 % », avance-t-on au secrétariat d'Etat au tourisme. « Pierre et Vacances annonce 97 % de remplissage durant cette période, soit une progression de 11 % par rapport à la saison d'hiver 1996-1997. » Et, fait nouveau, « la consommation "hors ski" est également en augmentation. Restaurateurs, cafetiers

et vendeurs de vêtements se disent satisfaits ». Dans les stations, on reconnaît volontiers le caractère exceptionnel de la saison. Le responsable de la FNH (Fédération nationale de l'industrie hôtelière) pour la Savoie, Roger Machet, estime avoir enregistré à Noël des résultats de 20 % à 25 % supérieurs à ceux de 1997. « Et, contrairement à la coutume, note-t-il, il n'y a pas eu de grosse chute de fréquentation après les vacances. La clientèle parisienne revient, même si une même famille ne s'offre plus deux fois le ski durant l'hiver. »

**TRACÉ AU CALENDRIER SCOLAIRE** Michel Giraudy, directeur de la station de Val-d'Isère, parle de « meilleur cru historique si la saison se termine bien, ce qui semble devoir être le cas puisque mars est complet » : la fréquentation a gagné 12 % par rapport à l'hiver dernier, alors qu'elle avait chuté de 3 % entre 1996 et 1997. A Cauterets, dans les Hautes-Pyrénées, le chiffre d'affaires des remontées mécaniques est en hausse de 13 %

à 20 % depuis décembre par rapport à la saison 1996-1997 pour tout dire, indique le directeur de l'office du tourisme, Dominique Bouthier, évoquant « une année comme on n'en a pas connue même dans la décennie 80 ». Pour faire face à cette « envolée sur la neige », Reducteur a dû orienter ses clients vers des stations plus petites, dans les Pyrénées et même en Suisse.

Les modifications du calendrier scolaire, avec des vacances de février allant du samedi au samedi (et non du mercredi au mercredi comme en février 1997), et étalées sur quatre semaines, ont eu un impact positif. Au secrétariat d'Etat au tourisme, on évoque aussi la forte présence de la clientèle étrangère. Des Britanniques, en particulier, pour lesquels le taux de change est favorable, mais aussi des Néerlandais, Scandinaves, Américains et des ressortissants des pays de l'Est.

Certains professionnels du ski croient sentir passer comme un vent de reprise de la consommation de vacances. Car si la neige

fait le plein, les tour-opérateurs enregistrent aussi une forte hausse de leurs ventes. On s'arrache les billets pour le soleil des Antilles et, dans une moindre mesure, pour Saint-Domingue, Cuba, l'île Maurice, la Réunion, la Tunisie et le Maroc. Jacques Mallot, le PDG de Nouvelles Frontières, fait

un boom de 15 %, mais les vacances d'été 1997 avaient déjà attiré 11 % de clients supplémentaires par rapport à l'été précédent.

Chez Forum Voyages, on parle de « résultats inespérés par rapport à l'état d'esprit d'il y a quelques mois », et chez Voyageurs du monde d'une « année où sont bat-

sement plus fermes qu'en 1997. « Le voyage a été relativement préservé pendant la crise, remarque M. Mallot. Logiquement, c'est la première chose qui redémarrera dès que les budgets se desserrent un peu. »

Robert Rochefort, le directeur du Crédoc, estime au contraire que, si le tourisme est le premier poste que les consommateurs voudraient voir augmenter s'ils avaient plus d'argent, c'est aussi celui sur lequel ils font le plus d'économies à court terme. Son redémarrage serait donc un signe patent que la « reprise de la consommation est très bien partie ». Tout en prenant soin de rappeler que les vacances ne concernent que 60 % des Français, la secrétaire d'Etat au tourisme, Michelle Demessine, veut également voir dans ce « plaisir que l'on s'offre après s'être renoncé pendant des années », la manifestation d'une « confiance retrouvée, d'une nouvelle envie de faire des projets ».

Pascal Krémer

### Bon début d'année pour les voyageurs

Le chiffre d'affaires des agences de voyages a progressé de 9,6 % en janvier 1998 par rapport à janvier 1997, selon le Syndicat national des agents de voyages (SNAV). Par rapport à décembre, et en données corrigées des variations saisonnières, le chiffre d'affaires est stable. Entre janvier 1997 et janvier 1998, le montant de la billetterie a augmenté plus rapidement (+14,9 %) que la revente de voyages à forfait (+6,3 %).

En 1997, le chiffre d'affaires de la profession avait progressé de 8,6 % par rapport à 1996. Cette croissance, plus marquée sur les quatre derniers mois de l'année, s'explique en partie par la remontée des prix dans le transport aérien.

remontent cette reprise à juin 1997, « avec une véritable accélération depuis octobre ». Le chiffre d'affaires des sports d'hiver connaît actuellement, chez ce voyageur,

tous les records de vente... Nous avons même enregistré un « 67 % la deuxième semaine de février ! » Déjà, les demandes de séjours pour cet été sont plus précoces et

## Michel Lucas contre les énarques parisiens dans la bataille du CIC

DERRIÈRE des sourcils noirs, qui contrastent avec sa tignasse blanche, et des lunettes trop usées qu'il n'a visiblement pas le temps de changer, Michel Lucas, le directeur général du Crédit mutuel, joue les ti-

### PROTRAIT

**Le directeur général du Crédit mutuel impressionne par son habileté et sa détermination**

mides et les faux naïfs, mal à l'aise dans « les milieux parisiens ». Un regard en coin, une anecdote habilement distillée viennent toutefois rapidement dissiper la première impression. Alsacien d'adoption, depuis qu'il a rejoint le Crédit mutuel à Strasbourg pour devenir conseiller spécial du président Théo Braun en 1971, ce Breton d'origine n'a rien à envier aux banquiers parisiens. Et il va essayer de le prouver avec le dossier Cicron... le nom de code que ses équipes ont donné au dossier CIC.

Des cinq candidats au rachat de la banque en cours de privatisation, le Crédit mutuel mettrait la plus forte somme d'argent sur la table, disent les concurrents. Les informations sur les prix sont en réalité jalousement

gardées, et nul ne sait aujourd'hui comment les différents candidats, qui peuvent encore améliorer leur proposition d'ici au 31 mars, se positionnent. Mais la rumeur montre que la volonté du Crédit mutuel et la détermination de M. Lucas sont prises au sérieux dans les milieux bancaires.

Il est raisonnable de se méfier de cet ingénieur informatique atypique, spécialiste de la monnaie et de la télématique, fondateur de Stéria, une société de services informatiques. Il vient de prouver au sein de son propre groupe qu'il savait manœuvrer pour obtenir ce qu'il souhaitait. Dans un ensemble aussi soucieux de l'équilibre des pouvoirs que le Crédit mutuel, toujours divisé entre sa fédération de l'Ouest, le Crédit mutuel de Bretagne, et sa fédération alsacienne, le Crédit mutuel Centre Est Europe, cet Alsacien-Breton a réussi à s'imposer à tous comme directeur général. La présidence du groupe est déjà entre les mains d'un homme de l'Est, Etienne Pflimlin, mais Michel Lucas a réussi à obtenir son nouveau poste sans abandonner ni la présidence des ACM, la compagnie d'assurance du groupe, ni celle de la Banque fédérative du Crédit mutuel (BFCM), la banque filiale du Crédit mutuel Centre Est Europe. Une concentration de pouvoirs inhabituelle dans ce groupe.

Pour Michel Lucas, il était hors de ques-

tion d'être un directeur général du Crédit mutuel sans pouvoir opérationnel et surtout sans prise directe sur le dossier CIC. Or la BFCM est le bras séculier du Crédit mutuel pour ses opérations de croissance externe. Ce sont ses équipes qui ont planché sur le dossier Crédit du Nord ou sur celui du CIC, lors de la première tentative de privatisation.

### LOBBYING

Sur le CIC, la partie est loin d'être gagnée d'avance. Michel Lucas affronte tous les jours un scepticisme parisien à peine dissimulé. S'il avait déjà constaté dans sa vie de banquier le poids de l'inspection des finances dans l'économie, il en teste aujourd'hui l'efficacité, dans sa confrontation au lobbying de Michel Pébereau, le président de la BNP, son principal rival sur le dossier CIC, et de Daniel Bouton, président de la Société générale. Leur discours sur les distorsions de concurrence - contre le Crédit mutuel qui a le monopole du livret bleu, un équivalent du livret A - et sur la nécessaire restructuration du secteur bancaire français fait mouche. Ils ont convaincu tous les membres de leur corps, à commencer par le gouverneur de la Banque de France.

Chiffres à l'appui, M. Lucas passe patiemment derrière ses rivaux pour restaurer l'image du Crédit mutuel et le bien-fondé de

son intérêt pour le CIC. Ce travailleur infatigable met en avant les 47 milliards de francs de capitaux propres de son groupe, fort d'un ratio Cooke de 15,8 %, alors que la norme minimale est de 4 %. Il souligne ses bonnes performances en matière de gestion : le Crédit mutuel, dont les effectifs progressent, est l'une des banques les plus productives de la place, grâce à une informatique très efficace et à un dynamisme commercial qui lui assure une solide part de marché dans ses fiefs de l'Est (jusqu'à 40 % en Alsace) et de l'Ouest (près de 30 % en Bretagne). Il rappelle sa complémentarité avec le CIC, très développé sur le marché des PME et bien implanté dans les régions parisiennes et Rhône-Alpes, où le Crédit mutuel est peu présent. Il souligne que, même en Alsace ou en Bretagne où les deux réseaux sont puissants, leurs clientèles se recoupent peu.

Cela suffira-t-il ? Pour rassurer ceux qui craignent que le CIC ait moins de contraintes de rentabilité ou d'indépendance au sein d'une famille mutualiste qu'au sein d'une banque classique, son banquier conseil, François Henrot, associé-gérant de Rothschild et C<sup>o</sup>, lui a soufflé une dernière botte secrète : s'il entre dans le giron du Crédit mutuel, le CIC sera coté en Bourse !

Sophie Fay

## Heineken passe en revue ses marques en France

**AMSTERDAM** de notre correspondant  
Chez Heineken, on distingue trois catégories de marchés : les pays à problèmes, les marchés à développer et ceux qui constituent « les joyaux de la couronne ». Les Pays-Bas bien sûr, mais aussi la France sont à ranger parmi les pays de prédilection du brasseur néerlandais. Heineken est en effet numéro deux de la bière dans l'Hexagone, derrière Kronenbourg (Danone) - et numéro deux mondial. Au début de 1996, Heineken a racheté deux augustes maisons d'Alsace : Saint-Arnould et Fischer, dont il a modernisé l'appareil de production pour 180 millions de francs.

Malgré cet effort, la France ne répondait pas encore aux critères de rentabilité du groupe, reconnaît son PDG, Karel Vuursteen. Ce dernier exige de ses filiales un rendement sur investissement de 11 %. A l'en croire, ce taux sera bientôt atteint : « Lors des rachats de Fischer et Saint-Arnould, le responsable de la France, Philippe Pasquet, s'était engagé à atteindre le niveau requis en trois ans. Comme il est en avance sur ses prévisions, nous y serons à la fin 1998. » Le président de Heineken n'a pas détaillé les moyens qui permettront d'atteindre le but. Il a

cependant annoncé le passage au crible des marques dans son giron : « Nous allons nous concentrer sur celles qui affichent les meilleurs taux de rentabilité », a-t-il déclaré, laissant entendre que certaines disparaîtraient, à terme, disparaîtraient. Ce « glissement » ne sera pas contrebalancé par de nouvelles acquisitions : « Avec 36 % du marché français, nous nous heurterions aux autorités chargées du respect de la concurrence », estime Karel Vuursteen.

### LA CONCURRENCE DE CORONA

Le PDG n'a pas précisé dans quelle catégorie il classe les Etats-Unis, mais on pourrait parier sur un passage des marchés exemplaires vers ceux à problèmes. Heineken y est habituellement le premier importateur, avec des chiffres de croissance supérieurs à 10 %. Pourtant, la marque vert et blanc a dû céder sa place à Corona, la mexicaine, « qui a fait du beau travail », a reconnu M. Vuursteen. Les difficultés du marché américain s'expliquent notamment par une guerre des prix dans laquelle Heineken refuse de s'engager : « Nous avons la réputation d'une marque de qualité. Baisser nos prix casserait notre image. »

Alain Franco

## France Télévision lance trois nouvelles chaînes nationales diffusées par satellite

« RÉGIONS », « Mezzo », « Superfoot 98 » sont les dernières nées satellitaires de France Télévision. Xavier Gouyou Beauchamps, PDG de France Télévision, les a officiellement présentées, vendredi 13 mars. La veille, le conseil d'administration de France 3 avait donné son aval pour le lancement de la chaîne « Régions ». En gestation depuis plusieurs mois, celle-ci devrait être visible sur le bouquet satellitaire TPS à partir du lundi 11 mai.

France 3 se dote d'un réseau qui permettra aux rédactions régionales de communiquer entre elles

A l'occasion de la Coupe du monde, France 3 va créer, du 10 juin au 15 juillet, « Superfoot 98 », consacrée à la retransmission des matches ainsi qu'aux matches historiques des Coupes précédentes et aux émissions spéciales de France 3. Cette opération est menée en partenariat avec la chaîne japonaise NHK et le Simavelec, qui regroupe les fabricants

d'électronique grand public. Xavier Gouyou Beauchamps, qui prépare pour la fin avril le plan stratégique de France Télévision réclamé par Catherine Trautmann, ministre de la culture, a exposé les dernières innovations du service public dans le domaine du numérique. Avec « Spider », France 3 est en train de se doter d'un réseau d'échanges d'informations qui permettra aux 24 rédactions régionales de communiquer entre elles. Par ailleurs, France 2 et France 3 vont être dotées d'un outil de production numérique.

Le téléspectateur devrait être plus sensible aux décisions concernant la qualité de l'image et du son. Face à l'augmentation des télévisions de format large (16/9), France 2 va dupliquer sa diffusion sur TPS. L'accès se fera par simple choix sur la télécommande du décodeur. En matière de son, France 2 va étendre la zone de desserte du système Nicam afin de porter en deux ans la couverture à 80 % de la population ; de même, la diffusion en Dolby Surround, proche de ce que l'on entend dans une salle de cinéma, va être mise en place.

Françoise Chirot

Mediateurs p

un cheval de... mais peut rap

monde  
numéro  
spécial  
élections

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية



الأسواق المالية

# PLACEMENTS

LE MONDE / DIMANCHE 15 - LUNDI 16 MARS 1998

## Des médiateurs pour régler les litiges avec son banquier ou son assureur

La Fédération française des sociétés d'assurance et les compagnies font depuis plusieurs années des efforts plus importants que la plupart des réseaux bancaires pour régler les conflits avec leurs clients

**QUI N'A JAMAIS** eu de litige avec son banquier ou son assureur ? Un chèque rejeté, un ordre de Bourse mal exécuté, un sinistre mal remboursé ou un contrat d'assurance-vie décevant. Les raisons de se plaindre de son banquier ou de son assureur peuvent être nombreuses. Pour trouver une solution aux réclamations des clients, les banques et les compagnies d'assurance ont mis en place des services consommateurs ou des systèmes de règlement rapide des plaintes.

Ainsi, la BRED, une des filiales parisiennes du groupe des Banques populaires, a remis 10 000 « chèques sourire » à ses clients depuis janvier 1995. Ces chèques sont destinés à réparer financièrement les erreurs qu'a pu commettre la banque ou compenser une tarification que le client juge injustifiée. Toutefois, dans un certain nombre de cas, le banquier ou l'assureur et le client ne parviennent pas à se mettre d'accord. La seule issue est alors d'avoir recours aux tribunaux. Pour éviter d'entrer dans une procédure coûteuse et longue, certains établissements ont mis en place un médiateur qui est chargé d'examiner de façon indépendante les litiges qui

ne se résolvent pas rapidement. En France, la médiation est apparue d'abord dans les compagnies d'assurance au début des années 90. Quelques compagnies disposent d'un médiateur qui leur est propre. Les autres reconnaissent l'autorité de Pierre Baudet, nommé par la Fédération française des sociétés d'assurance en octobre 1993. Le nombre d'affaires traitées par ces médiateurs, qui sont souvent des magistrats, est très variable. Celui de la CNP a été saisi 31 fois entre 1995 et 1997 et le médiateur de Groupama a instruit 9 dossiers entre le 1<sup>er</sup> octobre 1996 et le 30 septembre dernier.

En revanche, les médiateurs de grands groupes d'assurance re-

çoivent plus de plaintes. Celui de l'UAP a traité 38 demandes l'année dernière, le nombre est de 46 au GAN, 155 chez Axa et de plus de 700 pour le médiateur de la FFSA. « Les litiges interviennent souvent au moment du règlement des sinistres, ils concernent peu les compagnies dont l'activité essentielle est l'assurance-vie », souligne Philippe Baillet, directeur à Abellie Vie. Près de la moitié des avis rendus par les médiateurs concernent l'assurance automobile ou la multirisque habitation. L'assurance-vie et les assurances souscrites lors d'un prêt immobilier ou à la consommation concernent moins d'un tiers des affaires traitées.

Du côté des établissements bancaires, la médiation fonctionne sur le même modèle que celle de l'assurance. L'Association française des sociétés financières a été la première organisation professionnelle à se doter d'un médiateur, en mars 1995. Cette fonction a été occupée jusqu'au milieu de l'année dernière par Maurice Gousseau, ancien président du comité consultatif du Conseil national du crédit et, depuis, par Yves Ullmo, ancien secrétaire général du Conseil national du crédit. Le médiateur de l'ASF, qui regroupe notamment les organismes spécialisés dans le domaine du crédit à la consommation ou dans le prêt immobilier, a vu le nombre de ses demandes régulièrement augmenter ces dernières années.

Parmi les dossiers traités, un quart des affaires concernaient des problèmes liés à l'assurance souscrite au moment du prêt. Mais plus d'un tiers des dossiers reçus n'ont pas pu être instruits : ils émanaient de clients de banques n'appartenant pas à l'ASF. Les banquiers se font tirer l'oreille pour mettre en place des instances de médiation. On juge à l'Association française des banques que cela ne se justifie pas, car « le nombre de litiges baisse

régulièrement ». Pour le moment, seules trois banques (la Société générale, le Crédit du Nord et le Crédit lyonnais) et La Poste ont mis en place un système de médiation. Il concerne toutes les opérations bancaires. Cependant, le média-

teur ne peut pas intervenir en cas de décision de refus de crédit ou, plus généralement, sur ce qui concerne la politique tarifaire de la banque. A la Société générale, Christiane Scrivener occupe cette fonction depuis sa création, en juin 1996. Cette ancienne secrétaire d'Etat à la consommation et parlementaire européenne a traité 148 dossiers l'an dernier. Sa position a été favorable au client dans 19 % des cas, partiellement favorable dans 41 % et défavorable dans 36 %. « Dans tous les cas de figure, mes décisions s'imposent à la banque. C'était une des conditions pour que j'accepte cette mission », souligne M<sup>me</sup> Scrivener. Le Crédit du Nord a nommé un de ses anciens cadres, Jean Imbely, comme médiateur. Outre les avis qu'il a rendus, son action a entraîné la modification de la rédaction de certains contrats de la banque. Elle a également mis en lumière des dysfonctionnements en cas de saisie-arrêt sur les comptes. Ces deux médiateurs écrivent chaque année un rapport à la direction de la banque, mais il n'est pas rendu public. Seul le Crédit lyonnais diffuse chaque année le rapport écrit par Pierre Rivière, ancien président de la cour administrative d'appel de Paris et médiateur de la banque depuis janvier 1996.

« Les litiges interviennent souvent au moment du règlement des sinistres, ils concernent peu les compagnies dont l'activité essentielle est l'assurance-vie »

Joël Morio

### Mode d'emploi dans l'assurance

Le médiateur peut être saisi par n'importe quel assuré, à condition que le dossier ait déjà fait l'objet d'un traitement par les services consommateurs de la compagnie d'assurance. Une fois saisi, le médiateur rend un avis sur l'affaire, qui peut être refusé par l'assuré ou l'assureur. Dans presque un quart des cas, les litiges portés à la connaissance du médiateur se règlent sans que ce dernier ait à rédiger un avis. Un nombre équivalent d'affaires fait l'objet d'un avis écrit qui donne totalement ou partiellement raison au réclamant. Près de la moitié des avis des médiateurs rejettent les prétentions de l'assuré.

## Acheter un cheval de course coûte cher mais peut rapporter gros

ACQUÉRIR un cheval de course dans un but de placement financier peut de prime abord sembler singulier. Pourtant, à y regarder de plus près, cet investissement d'un type bien particulier se révèle dans certains cas fort rentable. En 1997, l'association France Galop, qui gère les allocations des courses, a distribué environ 1 milliard de francs.

Sur Paris, le gain moyen d'une course est de 100 000 francs, contre 50 000 francs en province, sachant que dans certains cas il dépasse largement le million de francs (7 millions pour le dernier Prix de l'Arc de triomphe). Le gagnant touche 50 % de l'allocation de la course, le reste étant partagé entre le second arrivé, le troisième, le quatrième et le cinquième. A cela s'ajoute pour les chevaux français une prime équivalente à 70 % du montant du prix si le cheval a deux ans, 60 % s'il a trois ans, 50 % s'il a quatre ans ou plus. Le propriétaire de l'heureux gagnant (ou des heureux gagnants) reçoit pour sa part 75 % des gains (14 % pour l'entraîneur, 8,5 % pour le jockey et 2,5 % pour des charges diverses), ce qui, dans certains cas, représente une coquette somme, d'autant plus que bien souvent elle échappe à toute taxation.

### UN PARI RISQUÉ

Etre propriétaire d'un cheval permet en effet souvent de bénéficier d'un régime fiscal avantageux. S'il n'intervient en rien dans l'entraînement de son cheval, le propriétaire verra ses gains éventuels assimilés à ceux des jeux de hasard et donc totalement exonérés. Par ailleurs, s'il revend son cheval et réalise à cette occasion une plus-value, celle-ci bénéficiera d'un abattement spécifique de 15 % par année de détention (toute année commencée, même d'un seul jour, valant année pleine). En revanche, si le propriétaire est davantage impliqué, il aura le statut de propriétaire-éleveur, et les revenus des courses seront taxés. En contre-

partie, il jouira du régime préfé-

rentiel de la plus-value professionnelle, voire, s'il est considéré comme éleveur professionnel (vivant de cette activité), de la possibilité de déduire ses pertes, lesquelles, dans ce domaine, sont normales courantes. L'achat d'un cheval est toujours un pari risqué qui se joue sur quelques années (quatre à cinq ans en moyenne). « Cet investissement de plaisir peut se transformer en véritable cauchemar pour celui qui se lance à l'aveuglette », souligne Patrice Renaudin, président du syndicat des éleveurs. Sur un an, ce professionnel estime que seuls 30 % des chevaux achetés équilibrent leur année, sachant qu'environ la moitié d'entre eux peuvent se transformer en véritable jackpot pour leur propriétaire. A l'inverse, environ 35 % des chevaux ne gagnent pas un centime, et leur acquisition équivaut à une perte sèche. Entre ces deux extrêmes, le tiers restant équilibre peu ou prou l'investissement de départ, en offrant parfois un réel potentiel de valorisation.

« Il faut bien reconnaître que c'est un jeu globalement perdant et que la couverture globale moyenne en termes de gains représente seulement 50 % des frais », admet Patrice Renaudin. Ces derniers sont souvent dissuasifs. Outre le prix d'acquisition du cheval, ils englobent également son entretien et son entraînement, soit 12 000 francs de dépenses mensuelles moyennes dans la région parisienne et 7 000 francs en province. Les frais d'inscription aux courses restent quant à eux assez modiques (150 francs maximum en général).

Le prix d'achat d'un cheval de course varie sensiblement selon la qualité et le passé de l'animal et s'échelonne de 30 000 francs à 350 000 francs, valeurs moyennes, selon qu'il s'agit d'un yearling, d'un cheval à l'entraînement, ou d'un « à réclamer ». Les premiers sont les plus recherchés. Agés de dix-huit mois, ils n'ont encore jamais couru mais se distinguent par

la qualité de leur pedigree. Trois grandes ventes de yearlings sont organisées chaque année à Deauville, en août, octobre et décembre, par le biais de l'Agence française de vente de pur-sang. La vente du mois d'août est la plus précieuse. Le prix moyen des 550 chevaux vendus à cet occasion l'été dernier s'est établi à 328 600 francs, contre 78 300 francs en octobre (400 chevaux vendus) et environ 30 000 francs en décembre (150 chevaux en vente).

### SE FAIRE CONSEILLER

Un peu plus âgés, les chevaux à l'entraînement commencent à connaître les pistes, même si certains n'ont pas encore vraiment couru. Leur vente, assurée en avril de chaque année par la société Goffis, à Saint-Cloud, s'est soldée l'an passé par un prix moyen de 100 000 francs. Les chevaux « à réclamer », enfin, sont plus expérimentés. De tous âges et de tous niveaux, ils sont vendus aux enchères secrètes (les offres de prix sont déposées dans une urne à partir d'un seuil minimum établi par le propriétaire) dans le quart d'heure qui suit une course où ils se produisent. « Selon la catégorie du cheval, les prix peuvent varier de 50 000 francs à près de 400 000 francs pour certains d'entre eux », précise Patrice Renaudin. Afin d'éviter de prendre un retard pour un crack, le futur acquéreur a donc tout intérêt à se faire conseiller avant d'acheter. Outre qu'il étudiera soigneusement le catalogue de pedigree publié avant chaque vente de yearling, il pourra s'adresser à un courtier, qui, rémunéré par l'agence de vente via une commission représentant 5 % du prix d'achat, saura l'orienter. Le syndicat des éleveurs, ceux des propriétaires ou des entraîneurs, ou encore l'Agence de vente de Deauville ou la société Goffis, de Saint-Cloud, pourront également lui venir en aide.

Laurence Delain

### Don manuel : une simplicité trompeuse

En apparence, le don manuel constitue un mode simple de donation. Nul besoin d'acte notarié. Vous pouvez décider de donner à qui bon vous semble certains de vos biens : argent liquide, bijoux, objets d'art, meubles... La jurisprudence admet également que des titres dématérialisés ou une somme d'argent puissent faire l'objet d'un don manuel dans le cadre d'un virement de compte à compte. Toutefois, pour que la donation soit incontestable le donateur doit se déposséder irrévocablement des actifs donnés.

De son côté, le donataire devra révéler le don à l'administration fiscale et l'enregistrer dans le délai d'un mois à compter de cette révélation en remplissant l'imprimé no 2735. Il acquittera, le cas échéant, les droits. Remarque : ces droits pourront être supportés par le donateur comme dans le cadre d'une donation notariée. L'enregistrement du don manuel permet de prendre date pour bénéficier de la dispense de rappel des donations enregistrées à plus de dix ans. Rappelons que chaque parent peut donner 300 000 francs à chacun de ses enfants tous les dix ans en franchise de droits de donation.

Mais la simplicité du don manuel est parfois trompeuse. Nombre de donateurs privilégient ce mode de transmission car il permet d'éviter les frais de notaire. Mais ils oublient d'examiner les conséquences au plan civil de leur opération. Exemple : en l'absence de précision, un don manuel au profit d'un enfant sera considéré comme une avance sur son héritage futur. Ce qui signifie que les biens donnés s'imputeront sur la part qui lui reviendra. Si le donateur souhaite avantager cet enfant par rapport aux autres, il doit mentionner dans un pacte adjoint au don manuel que les biens donnés le sont par préciput. C'est-à-dire qu'ils s'ajoutent à la part réservataire que recevra l'enfant au moment de la succession. En cas de donation notariée, le notaire n'oublie pas de demander au donateur de choisir entre ces deux solutions. Enfin, il est rare que le donateur qui effectue un don manuel pense à prévoir un droit de retour conventionnel en cas de décès du donataire. Cette clause, permet au donateur de récupérer le bien donné en cas de décès du donataire sans que ce transfert de patrimoine entraîne le paiement de droits de succession.

Laurent Edelmann

### NORD-SUD DEVELOPPEMENT

#### Société d'investissement à capital variable

Le Conseil d'Administration de NORD-SUD DEVELOPPEMENT, qui s'est réuni le 6 février 1998, a arrêté les comptes du douzième exercice couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier 1997 au 31 décembre 1997.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, qui sera convoquée le 27 mars 1998 à 15 h, à la Caisse des Dépôts et Consignations, Hôtel Pomereu, 67, rue de Lille, Paris 7<sup>ème</sup>, d'affecter et de répartir le résultat de la Sicav en tenant compte de la double catégorie d'actions (C de capitalisation et D de distribution).

Il sera proposé aux détenteurs d'actions D un dividende de 134,04 francs (sans crédit d'impôt).

Sous réserve du vote de l'Assemblée Générale Ordinaire, ce dividende sera détaché le 9 avril 1998 et mis en paiement le 14 avril 1998.

Pour tout renseignement, écrire au siège social : 7, place des Cinq Martyrs du Lycée Buffon - 75507 Paris Cedex 15 ou téléphoner au 01 42 79 55 00

Le Monde  
Numéro  
Spécial  
élections

Tous les résultats : région par région, département par département, canton par canton.

Les premières analyses et les changements de majorité, les cartes et les points chauds.

NUMÉRO SPÉCIAL ÉLECTIONS RÉGIONALES ET CANTONALES AVEC Le Monde de lundi daté mardi



REVUE DES ACTIONS

Table with columns: ENERGIE, 12-03-98, Diff. Rows: Elf Aquitaine, Total, Elf, etc.

Table with columns: PRODUITS DE BASE, 12-03-98, Diff. Rows: Air Liquide, Elf, etc.

Table with columns: CONSTRUCTION, 12-03-98, Diff. Rows: Bouygues, Ciments, etc.

Table with columns: BIENS D'EQUIPEMENT, 12-03-98, Diff. Rows: Alcatel, Bouygues, etc.

Table with columns: AUTOMOBILE, 12-03-98, Diff. Rows: Renault, Peugeot, etc.

Table with columns: AUTRES BIENS DE CONSOMMATION, 12-03-98, Diff. Rows: BIC, Carrefour, etc.

Table with columns: DISTRIBUTION, 12-03-98, Diff. Rows: Bazar, Carrefour, etc.

Table with columns: AUTRES SERVICES, 12-03-98, Diff. Rows: Accor, Alcatel, etc.

Table with columns: IMMOBILIER, 12-03-98, Diff. Rows: Ball Invenst, Fincotel, etc.

Table with columns: SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT, 12-03-98, Diff. Rows: Bolleer Technic, Cetus, etc.

Table with columns: IMMOBILIER, 12-03-98, Diff. Rows: Ball Invenst, Fincotel, etc.

Table with columns: SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT, 12-03-98, Diff. Rows: Bolleer Technic, Cetus, etc.

Table with columns: IMMOBILIER, 12-03-98, Diff. Rows: Ball Invenst, Fincotel, etc.

Table with columns: SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT, 12-03-98, Diff. Rows: Bolleer Technic, Cetus, etc.

Table with columns: IMMOBILIER, 12-03-98, Diff. Rows: Ball Invenst, Fincotel, etc.

Table with columns: SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT, 12-03-98, Diff. Rows: Bolleer Technic, Cetus, etc.

Table with columns: IMMOBILIER, 12-03-98, Diff. Rows: Ball Invenst, Fincotel, etc.

Table with columns: SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT, 12-03-98, Diff. Rows: Bolleer Technic, Cetus, etc.

Table with columns: IMMOBILIER, 12-03-98, Diff. Rows: Ball Invenst, Fincotel, etc.

Table with columns: SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT, 12-03-98, Diff. Rows: Bolleer Technic, Cetus, etc.

Le marché bénéficie de liquidités abondantes

LA BOURSE de Paris ne s'accorde aucun répit. En une semaine, l'indice CAC 40 s'est encore adjugé 1,64 %, à 3 540,23 points.

Actuellement, de nombreux facteurs se conjuguent pour soutenir la place parisienne. En provenance des marchés obligataires ou des investisseurs anglo-saxons...

Les résultats des sociétés alimentent également l'optimisme des investisseurs. Une à une, les banques françaises publient des résultats records.

Les résultats des sociétés alimentent également l'optimisme des investisseurs. Une à une, les banques françaises publient des résultats records.

Les résultats des sociétés alimentent également l'optimisme des investisseurs. Une à une, les banques françaises publient des résultats records.

Les résultats des sociétés alimentent également l'optimisme des investisseurs. Une à une, les banques françaises publient des résultats records.

Les résultats des sociétés alimentent également l'optimisme des investisseurs. Une à une, les banques françaises publient des résultats records.

Les résultats des sociétés alimentent également l'optimisme des investisseurs. Une à une, les banques françaises publient des résultats records.

Les résultats des sociétés alimentent également l'optimisme des investisseurs. Une à une, les banques françaises publient des résultats records.

Les résultats des sociétés alimentent également l'optimisme des investisseurs. Une à une, les banques françaises publient des résultats records.

Les résultats des sociétés alimentent également l'optimisme des investisseurs. Une à une, les banques françaises publient des résultats records.

Les résultats des sociétés alimentent également l'optimisme des investisseurs. Une à une, les banques françaises publient des résultats records.

Les résultats des sociétés alimentent également l'optimisme des investisseurs. Une à une, les banques françaises publient des résultats records.

Les résultats des sociétés alimentent également l'optimisme des investisseurs. Une à une, les banques françaises publient des résultats records.

Les résultats des sociétés alimentent également l'optimisme des investisseurs. Une à une, les banques françaises publient des résultats records.

Les résultats des sociétés alimentent également l'optimisme des investisseurs. Une à une, les banques françaises publient des résultats records.

Les résultats des sociétés alimentent également l'optimisme des investisseurs. Une à une, les banques françaises publient des résultats records.

françaises. Une manne supplémentaire d'une centaine de milliards de francs pourrait alors se déverser sur les marchés.

Le risque d'engagement est donc réel et il donne déjà lieu à une poussée de fièvre.

Les résultats des sociétés alimentent également l'optimisme des investisseurs. Une à une, les banques françaises publient des résultats records.

Les résultats des sociétés alimentent également l'optimisme des investisseurs. Une à une, les banques françaises publient des résultats records.

Les résultats des sociétés alimentent également l'optimisme des investisseurs. Une à une, les banques françaises publient des résultats records.

Les résultats des sociétés alimentent également l'optimisme des investisseurs. Une à une, les banques françaises publient des résultats records.

Les résultats des sociétés alimentent également l'optimisme des investisseurs. Une à une, les banques françaises publient des résultats records.

Les résultats des sociétés alimentent également l'optimisme des investisseurs. Une à une, les banques françaises publient des résultats records.

Les résultats des sociétés alimentent également l'optimisme des investisseurs. Une à une, les banques françaises publient des résultats records.

Les résultats des sociétés alimentent également l'optimisme des investisseurs. Une à une, les banques françaises publient des résultats records.

Les résultats des sociétés alimentent également l'optimisme des investisseurs. Une à une, les banques françaises publient des résultats records.

Les résultats des sociétés alimentent également l'optimisme des investisseurs. Une à une, les banques françaises publient des résultats records.

Les résultats des sociétés alimentent également l'optimisme des investisseurs. Une à une, les banques françaises publient des résultats records.

Les résultats des sociétés alimentent également l'optimisme des investisseurs. Une à une, les banques françaises publient des résultats records.

Les résultats des sociétés alimentent également l'optimisme des investisseurs. Une à une, les banques françaises publient des résultats records.

Les résultats des sociétés alimentent également l'optimisme des investisseurs. Une à une, les banques françaises publient des résultats records.

Les résultats des sociétés alimentent également l'optimisme des investisseurs. Une à une, les banques françaises publient des résultats records.

Les résultats des sociétés alimentent également l'optimisme des investisseurs. Une à une, les banques françaises publient des résultats records.

Les résultats des sociétés alimentent également l'optimisme des investisseurs. Une à une, les banques françaises publient des résultats records.

commandé l'action Usinor à l'achat. Et le broker américain Morgan Stanley a relevé son objectif de cours sur Accor jusqu'à 1 650 francs.

Les opérateurs recherchent toujours de nouvelles idées de spéculation. Celle sur l'absorption de Havas par la Générale des eaux...

Les opérateurs recherchent toujours de nouvelles idées de spéculation. Celle sur l'absorption de Havas par la Générale des eaux...

Les opérateurs recherchent toujours de nouvelles idées de spéculation. Celle sur l'absorption de Havas par la Générale des eaux...

Les opérateurs recherchent toujours de nouvelles idées de spéculation. Celle sur l'absorption de Havas par la Générale des eaux...

Les opérateurs recherchent toujours de nouvelles idées de spéculation. Celle sur l'absorption de Havas par la Générale des eaux...

Les opérateurs recherchent toujours de nouvelles idées de spéculation. Celle sur l'absorption de Havas par la Générale des eaux...

Les opérateurs recherchent toujours de nouvelles idées de spéculation. Celle sur l'absorption de Havas par la Générale des eaux...

Les opérateurs recherchent toujours de nouvelles idées de spéculation. Celle sur l'absorption de Havas par la Générale des eaux...

Les opérateurs recherchent toujours de nouvelles idées de spéculation. Celle sur l'absorption de Havas par la Générale des eaux...

Les opérateurs recherchent toujours de nouvelles idées de spéculation. Celle sur l'absorption de Havas par la Générale des eaux...

Les opérateurs recherchent toujours de nouvelles idées de spéculation. Celle sur l'absorption de Havas par la Générale des eaux...

Les opérateurs recherchent toujours de nouvelles idées de spéculation. Celle sur l'absorption de Havas par la Générale des eaux...

Les opérateurs recherchent toujours de nouvelles idées de spéculation. Celle sur l'absorption de Havas par la Générale des eaux...

Les opérateurs recherchent toujours de nouvelles idées de spéculation. Celle sur l'absorption de Havas par la Générale des eaux...

Les opérateurs recherchent toujours de nouvelles idées de spéculation. Celle sur l'absorption de Havas par la Générale des eaux...

Les opérateurs recherchent toujours de nouvelles idées de spéculation. Celle sur l'absorption de Havas par la Générale des eaux...

Les opérateurs recherchent toujours de nouvelles idées de spéculation. Celle sur l'absorption de Havas par la Générale des eaux...

Les opérateurs recherchent toujours de nouvelles idées de spéculation. Celle sur l'absorption de Havas par la Générale des eaux...

Table with columns: Frankoparis, Inmob.Batiball Nyl, Inmob.Hotel, etc.

Table with columns: SERVICES FINANCIERS, 12-03-98, Diff. Rows: AGF-Ass.Cen.France, Axa, etc.

Table with columns: SERVICES FINANCIERS, 12-03-98, Diff. Rows: Axa, B.N.P., etc.

Table with columns: SERVICES FINANCIERS, 12-03-98, Diff. Rows: C.F., C.P.R., etc.

Table with columns: SERVICES FINANCIERS, 12-03-98, Diff. Rows: C.P.R., C.F., etc.

Table with columns: SERVICES FINANCIERS, 12-03-98, Diff. Rows: C.F., C.P.R., etc.

Table with columns: SERVICES FINANCIERS, 12-03-98, Diff. Rows: C.P.R., C.F., etc.

Table with columns: SERVICES FINANCIERS, 12-03-98, Diff. Rows: C.F., C.P.R., etc.

Table with columns: SERVICES FINANCIERS, 12-03-98, Diff. Rows: C.P.R., C.F., etc.

Table with columns: SERVICES FINANCIERS, 12-03-98, Diff. Rows: C.F., C.P.R., etc.

Table with columns: SERVICES FINANCIERS, 12-03-98, Diff. Rows: C.P.R., C.F., etc.

Table with columns: SERVICES FINANCIERS, 12-03-98, Diff. Rows: C.F., C.P.R., etc.

Table with columns: SERVICES FINANCIERS, 12-03-98, Diff. Rows: C.P.R., C.F., etc.

Table with columns: SERVICES FINANCIERS, 12-03-98, Diff. Rows: C.F., C.P.R., etc.

Table with columns: SERVICES FINANCIERS, 12-03-98, Diff. Rows: C.P.R., C.F., etc.

Table with columns: SERVICES FINANCIERS, 12-03-98, Diff. Rows: C.F., C.P.R., etc.

Table with columns: SERVICES FINANCIERS, 12-03-98, Diff. Rows: C.P.R., C.F., etc.

Table with columns: SERVICES FINANCIERS, 12-03-98, Diff. Rows: C.F., C.P.R., etc.

Table with columns: SERVICES FINANCIERS, 12-03-98, Diff. Rows: C.P.R., C.F., etc.

Table with columns: SERVICES FINANCIERS, 12-03-98, Diff. Rows: C.F., C.P.R., etc.

Table with columns: SERVICES FINANCIERS, 12-03-98, Diff. Rows: C.P.R., C.F., etc.

LES PERFORMANCES DES SICAV DIVERSIFIÉES

(Les premières et les dernières de chaque catégorie) le 6 mars

Table with columns: LIBELLÉ, Organisme promoteur, Rang, etc.

Table with columns: DIVERSIFIÉES FRANCE, Performance moyenne sur 1 an, etc.

Table with columns: DIVERSIFIÉES FRANCE, Performance moyenne sur 1 an, etc.

Table with columns: DIVERSIFIÉES FRANCE, Performance moyenne sur 1 an, etc.

Table with columns: DIVERSIFIÉES FRANCE, Performance moyenne sur 1 an, etc.

Table with columns: DIVERSIFIÉES FRANCE, Performance moyenne sur 1 an, etc.

Table with columns: DIVERSIFIÉES FRANCE, Performance moyenne sur 1 an, etc.

Table with columns: DIVERSIFIÉES FRANCE, Performance moyenne sur 1 an, etc.

Table with columns: DIVERSIFIÉES FRANCE, Performance moyenne sur 1 an, etc.

Table with columns: DIVERSIFIÉES FRANCE, Performance moyenne sur 1 an, etc.

Table with columns: DIVERSIFIÉES FRANCE, Performance moyenne sur 1 an, etc.

Table with columns: DIVERSIFIÉES FRANCE, Performance moyenne sur 1 an, etc.

Table with columns: DIVERSIFIÉES FRANCE, Performance moyenne sur 1 an, etc.

Table with columns: DIVERSIFIÉES FRANCE, Performance moyenne sur 1 an, etc.

IMMOBILIÈRES ET FONCIÈRES

Performance moyenne sur 1 an : 14,24 %, sur 5 ans : 47,84 %

Table with columns: LIBELLÉ, Performance, etc.

Table with columns: LIBELLÉ, Performance, etc.

Table with columns: LIBELLÉ, Performance, etc.

Table with columns: LIBELLÉ, Performance, etc.

Table with columns: LIBELLÉ, Performance, etc.

Table with columns: LIBELLÉ, Performance, etc.

Table with columns: LIBELLÉ, Performance, etc.

Table with columns: LIBELLÉ, Performance, etc.

Table with columns: LIBELLÉ, Performance, etc.

Table with columns: LIBELLÉ, Performance, etc.

Table with columns: LIBELLÉ, Performance, etc.

Table with columns: LIBELLÉ, Performance, etc.

Table with columns: LIBELLÉ, Performance, etc.

Table with columns: LIBELLÉ, Performance, etc.

Belle progression pour les sicav diversifiées sur les actions internationales

POUR CEUX qui n'ont ni le temps ni le goût de diversifier leurs investissements sur l'ensemble des places boursières mondiales...

Toutefois, cette catégorie regroupe des produits bien différents. Certains, comme ceux qui figurent en tête du classement de Fininfo...

Tout d'abord, toutes les sicav diversifiées à l'international ne sont pas soumises aux mêmes règles de gestion.

Tout d'abord, toutes les sicav diversifiées à l'international ne sont pas soumises aux mêmes règles de gestion.

Tout d'abord, toutes les sicav diversifiées à l'international ne sont pas soumises aux mêmes règles de gestion.

Tout d'abord, toutes les sicav diversifiées à l'international ne sont pas soumises aux mêmes règles de gestion.

Tout d'abord, toutes les sicav diversifiées à l'international ne sont pas soumises aux mêmes règles de gestion.

Tout d'abord, toutes les sicav diversifiées à l'international ne sont pas soumises aux mêmes règles de gestion.

Tout d'abord, toutes les sicav diversifiées à l'international ne sont pas soumises aux mêmes règles de gestion.

Tout d'abord, toutes les sicav diversifiées à l'international ne sont pas soumises aux mêmes règles de gestion.

Tout d'abord, toutes les sicav diversifiées à l'international ne sont pas soumises aux mêmes règles de gestion.

Tout d'abord, toutes les sicav diversifiées à l'international ne sont pas soumises aux mêmes règles de gestion.

Tout d'abord, toutes les sicav diversifiées à l'international ne sont pas soumises aux mêmes règles de gestion.

Tout d'abord, toutes les sicav diversifiées à l'international ne sont pas soumises aux mêmes règles de gestion.

Tout d'abord, toutes les sicav diversifiées à l'international ne sont pas soumises aux mêmes règles de gestion.

Obligations se re

Paris et Francfort se par leur optin

Paris et Francfort se par leur optin

Paris et Francfort se par leur optin

Paris et Francfort se par leur optin

Paris et Francfort se par leur optin

Paris et Francfort se par leur optin

Paris et Francfort se par leur optin

Paris et Francfort se par leur optin

Paris et Francfort se par leur optin

Paris et Francfort se par leur optin

Paris et Francfort se par leur optin

Paris et Francfort se par leur optin

Paris et Francfort se par leur optin

Paris et Francfort se par leur optin

Paris et Francfort se par leur optin

Paris et Francfort se par leur optin

Paris et Francfort se par leur optin

Paris et Francfort se par leur optin

Paris et Francfort se par leur optin

Paris et Francfort se par leur optin

Handwritten signature or note at the bottom of the page.



أسواق المال

# Les obligations se redressent grâce au repli des prix du pétrole

### Après être vivement remontés au début du mois, les taux d'intérêt à long terme se sont détendus, cette semaine, dans le monde, en raison de la baisse des cours de l'or noir qui permet d'envisager une poursuite du mouvement de désinflation

Les marchés obligataires internationaux ont fortement progressé, cette semaine, dopés par le nouveau repli des cours du pétrole. Le prix du baril brut, qualité de référence de la mer du Nord, est descendu sous la barre des

13 dollars, son plus bas niveau depuis neuf ans et demi. Cette chute est de nature à accélérer le mouvement de désinflation dans les économies occidentales. Aux Etats-Unis, les prix de gros ont reculé de 0,1 % en février,

soit une baisse de 1,6 % sur un an. Certains analystes jugent toutefois excessif l'optimisme des opérateurs et craignent la formation d'une bulle sur les marchés obligataires. Ils redoutent en particulier que la vigueur in-

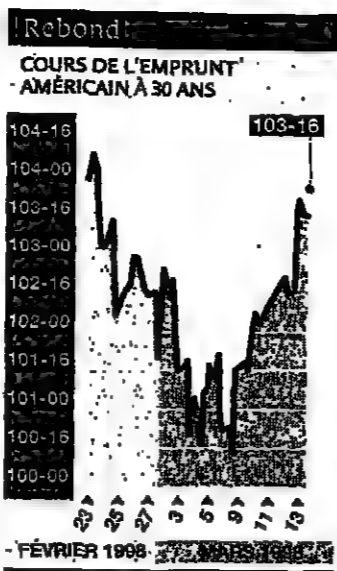
tacte de l'économie américaine et l'exubérance irrationnelle dont continue à faire preuve Wall Street ne finissent par inciter la Réserve fédérale américaine à resserrer préventivement sa politique monétaire.

L'ALERTE est passée sur les marchés obligataires internationaux. Au début du mois, les taux d'intérêt à long terme s'étaient brusquement tendus à la suite de la publication d'indicateurs reflétant le dynamisme intact de l'économie américaine et des déclarations du président de la Réserve fédérale Alan Greenspan soulignant le risque persistant de tensions inflationnistes aux Etats-Unis.

Devant ce mouvement brutal, les analystes s'étaient inquiétés d'une remontée générale et durable des taux d'intérêt dans le monde. Certains redoutaient de surcroît un transfert massif de capitaux des marchés d'obligations vers les marchés d'actions. Cette peur s'est aujourd'hui estompée : les investisseurs ont retrouvé leur optimisme et acheté à nouveau en masse des emprunts. Résultat : les rendements obligataires baissent à nouveau fortement. Le taux de l'emprunt américain à trente ans est revenu, jeudi 12 mars, à 5,87 %, tandis qu'en France celui du titre à dix ans descendait jusqu'à 4,90 % et en Allemagne jusqu'à 4,85 %, son plus bas niveau historique.

#### WINNER CLÉMENT

Ce regain d'optimisme des investisseurs doit beaucoup à la poursuite de la baisse des cours du pétrole. Le prix du baril, qualité de référence de la mer du Nord, est tombé sous la barre des 13 dollars après les déclarations du ministre



Les emprunts d'Etat américains, qui avaient fortement baissé au début du mois, se sont repris.

saoudien du pétrole affirmant que Ryad n'avait pas l'intention de réduire sa production. Ces propos sont venus s'ajouter aux conséquences d'un hiver clément et à l'impact de la crise asiatique. Le recul des prix du pétrole est synonyme, pour les économies occidentales, de poursuite du mouvement de désinflation, ce qui est la meilleure nouvelle possible pour les marchés obligataires. En France, les

prix à la consommation ont augmenté de 0,3 % à 0,4 % en février, soit une hausse sur un an comprise entre +0,7 % et +0,8 %. En Allemagne, le rythme de progression des prix de détail s'est établi à 1,1 % en février. Aux Etats-Unis, enfin, l'indice des prix de gros a reculé de 0,1 % en février, soit une baisse de 1,6 % sur un an.

Le scénario financier du choc pétrolier de 1986 est-il en train de se reproduire ? L'effondrement du prix du baril, passé de 27 dollars en janvier 1986 à 10 dollars à la mi-avril 1986, s'était accompagné d'un recul prononcé de l'inflation (revenue de 4 % aux Etats-Unis en janvier à 1,6 % quatre mois plus tard) mais aussi d'une formidable détente des rendements obligataires dans le monde. Au cours de la même période, le rendement de l'emprunt d'Etat américain à trente ans était tombé de 9,60 % à 7,10 %.

Les opérateurs ne feraient-ils pas preuve toutefois d'un trop grand

optimisme à long terme ? C'est ce que pensent de nombreux experts qui n'hésitent pas à parler d'une « bulle » sur les marchés obligataires. Pour plusieurs raisons. La première est que l'effet positif de la baisse des prix du pétrole pourrait

#### Le dollar pénalisé par les rumeurs

Le dollar s'est brusquement replié, vendredi 13 mars, en fin d'après-midi, revenant de 1,8350 deutschemark et 6,15 francs à 1,8130 deutschemark et 6,09 francs. La monnaie américaine a d'abord été victime d'une rumeur selon laquelle l'affaire Monica Lewinsky pourrait prochainement rebondir avec le témoignage d'une ex-employée de la Maison Blanche à qui le président Bill Clinton aurait fait des avances.

Selon les cambistes, la Banque de Grèce aurait également vendu, vendredi, 500 millions de dollars contre des drachmes avant de convertir celles-ci en deutschemarks, une opération destinée à préparer l'entrée de la monnaie grecque dans le système monétaire européen (SME). Enfin, dernière rumeur, certains opérateurs prévoient la réévaluation, durant le week-end, de la livre irlandaise, seule devise du SME à se trouver encore éloignée de son cours pivot alors que ce taux doit servir de référence pour les parités bilatérales de conversion qui seront annoncées au début du mois de mai.

rapidement s'estomper. Comme l'a remarqué Hans Tietmeyer, président de la Bundesbank, à l'issue de la réunion, à Bâle, des gouverneurs des banques centrales des dix pays les plus industrialisés (G 10), rien n'indique que la situation sur le marché pétrolier va durer et qu'il s'agit d'un développement à long terme.

La conviction des opérateurs - qui sous-tend la hausse actuelle

des marchés obligataires - selon laquelle l'inflation aurait définitivement disparu du « nouveau monde économique » apparaît également contestable. L'envoie des prix dans les pays asiatiques qui ont été touchés par la crise démontre que

les mécanismes inflationnistes fonctionnent encore. En Indonésie, par exemple, le rythme de hausse des prix à la consommation est passé de 5 % en juillet 1997 à près de 20 % aujourd'hui.

Enfin, il peut paraître hasardeux de parler sur le fait que les conditions monétaires vont rester durablement aussi favorables qu'elles le sont aujourd'hui, voire, comme le pensent de nombreux investisseurs, qu'elles vont encore s'améliorer.

On voit mal, par exemple, la Bundesbank se contredire à quelques mois d'intervalle, et réduire prochainement ses taux directeurs, surtout à quelques mois de l'énorme choc monétaire que constituera l'introduction de l'euro. Nul doute que la banque centrale allemande préférera pêcher par excès de vigilance plutôt que par imprudence. Aux Etats-Unis, compte tenu de la vigueur persistante de l'économie - reflétée notamment cette semaine par la hausse de 0,5 % des ventes au détail en février - mais aussi par la poursuite de l'exubérance irrationnelle à Wall Street, il se pourrait que la Réserve fédérale se décide à resserrer sa politique. Au Japon, enfin, où le taux d'escompte se situe à 0,50 %, nul n'envisage, malgré le marasme économique (le PIB s'est contracté de 0,2 % au quatrième trimestre), une nouvelle baisse.

Que se passera-t-il le jour où l'une de ces trois grandes banques centrales durcira ses conditions de crédit, le jour où l'environnement monétaire mondial deviendra moins favorable pour les investisseurs ? Chacun garde en mémoire le krach obligataire qui avait suivi le léger resserrement de la politique monétaire américaine, en février 1994.

Christophe Vetter

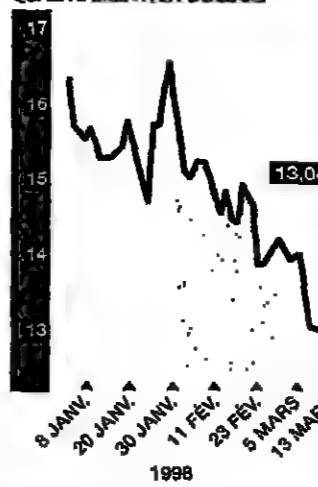
Pierre-Antoine Delhommais

Dominique Gallois

## MATIÈRES PREMIÈRES

### L'OPEP en échec

COURS DU BARIL DE PÉTROLE BRUT QUALITÉ BRENT, EN DOLLARS



CE QUI N'ÉTAIT qu'une supposition est devenu certitude vendredi 13 mars. La réunion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), prévue lundi 16 mars, à Vienne, a été annulée faute de participants. Pour discuter des mesures à prendre afin d'enrayer la chute des prix, le secrétaire général du cartel, le Nigérian Rivaluun Lukman, avait décidé d'élargir la réunion du comité ministériel de surveillance des marchés, qui rassemble les ministres de l'Iran, du Koweït et du Nigeria, à l'ensemble de ses onze adhérents. Mais le différend entre deux des principaux pays, l'Arabie saoudite et le Venezuela, sur les niveaux de production a rendu très rapidement caduque cette initiative.

#### LÉGER RESSAISSEMENT

La réunion du comité ministériel de surveillance des marchés est reportée au 30 mars. M. Lukman a précisé que les ministres de l'Organisation continuaient intensivement leurs consultations.

Cette nouvelle a provoqué un léger ressaisissement des cours. Les opérateurs espèrent, sans trop y croire, que ce report oblige les membres du cartel à trouver un terrain d'entente. Vendredi, le baril de Brent, qualité de référence de la mer du Nord, repassait au-dessus des 13 dollars en début de séance, s'échangeant à mi-séance à 13,15 dollars, contre 12,96 dollars la veille. A New York, le light sweet crude, pour livraison le plus rapproché en avril, progressait à 14,25 dollars.

Au début de la semaine, les cours étaient tombés à leurs plus bas niveaux en neuf ans et demi, le Brent passant le 9 mars sous les 13 dollars, retrouvant son prix de novembre 1988. L'Irak « ferait face à de réelles difficultés » pour réaliser ses objectifs de production, si le prix du baril tombait à 10 dollars, avertit Abd Al-Amir Al-Anbari, principal négociateur irakien de l'accord, « pétrole contre nourriture » dans un entretien à la revue *Le Pétrole et le Gaz arabes*. Selon Nicolas Sarkis, directeur de cette publication, le panier OPEP a perdu 39,8 % de son prix depuis octobre 1997, passant de 19,54 à 11,75 dollars. « En valeur nominale, c'est le plus bas niveau atteint par le panier OPEP depuis août 1986, quand la guerre des prix battait son plein. »

## Marché international des capitaux : les entreprises et le modèle américain

LE MARCHÉ commun des capitaux, qui existait avec l'introduction de l'euro, commence vraiment à prendre forme. On voit aujourd'hui à quel point notre continent pourra faire concurrence aux Etats-Unis comme source de financement accessible à toutes les catégories d'emprunteurs, y compris les entreprises industrielles et commerciales, lesquelles sont actuellement assez peu représentées en Europe.

Outre-Atlantique, le tout est très bien organisé. Les entreprises savent exactement où se situer les unes par rapport aux autres dans l'échelle des rendements. Ceux-ci varient selon la qualité des signatures qui sont évaluées avec une grande précision et de façon la plus objective possible. L'offre est abondante et répond à une réelle demande. En Europe, la hiérarchie n'étant pas encore bien établie, il arrive trop souvent que la seule notoriété d'une marque ou d'un produit permet à une société d'obtenir de meilleures conditions qu'une autre, pourtant au moins aussi bonne sur le plan financier, mais moins connue du grand public. Ou bien encore des emprunts prennent une forme obligataire alors qu'en fait ce sont des prêts bancaires déguisés, dont l'intérêt est trop faible pour attirer les investisseurs.

Tout cela est en train de changer sous l'influence de deux éléments principaux. D'une part, et d'une manière générale, les banques européennes deviennent très restrictives dans l'octroi de leurs prêts. Naguère, elles se contentaient de marges étroites. Elles sont maintenant beaucoup plus soucieuses de rentabilité. D'autre part, les intermédiaires financiers américains, forts de leur expé-

rience nationale, incitent les emprunteurs de leur pays à élargir à l'Europe le champ de leurs opérations avant que le terrain ne soit occupé par les entreprises de notre continent. Ce faisant, ils imposent chez nous leur propre modèle.

C'est ainsi que Ford Motor Credit Corporation se prépare à lever deux milliards de deutschemarks. Goldman Sachs dirigera l'émission à laquelle les principaux investisseurs américains, européens et asiatiques seront invités à participer. Les modalités n'en sont pas encore arrêtées, mais l'importance de l'affaire apparaît aux yeux de tous. Elle s'inscrit dans le cadre d'une véritable politique à long terme et n'a visiblement rien d'occasionnel. Elle ne correspond pas à la volonté de profiter d'éventuels décalages momentanés sur les différents marchés qui permettent, de temps en temps, de se procurer dans une monnaie des ressources à des coûts moins élevés que dans une autre. Tout indique que son principal objectif est bien de permettre à Ford d'établir dès à présent sa place en Europe.

Un autre aspect notable du projet européen de Ford est qu'il sera libellé dans une de nos vraies monnaies, et non pas en écu. Le deutschemark comme le franc français ou le florin annoncent en réalité davantage l'euro que ne le fait l'écu, lequel, certes, sert à libeller de nouveaux emprunts, mais seulement pour un cercle restreint de débiteurs. Il existe dans nos monnaies des références obligataires beaucoup plus sûres qu'en écu et il n'y a pas cette incertitude qui tient à la livre sterling. La devise britannique entre dans la composition du panier de l'écu alors qu'elle gardera plus longtemps

que d'autres son indépendance par rapport à l'euro, dont on sait pourtant déjà qu'il vaudra un écu. Précisons que ce risque de change subsistera jusqu'à la fin de l'année pour les investisseurs, même après le mois de mai, lorsque sera arrêtée la liste des participants à l'Europe monétaire de la première heure.

Pour ce qui est des emprunts proposés aux souscripteurs particuliers, le compartiment de la couronne suédoise retient présentement l'attention. Les meilleurs emprunteurs européens s'y succèdent. Le Crédit local de France s'y est présenté au début du mois et, vendredi, son exemple a été suivi par son homologue hollandais. La Bank Nederlandische Cementen a émis pour un milliard de couronnes d'obligations, d'une durée de cinq ans et munies de coupons annuels de 5,125 %. En franc, en mark ou en florin, on ne pourrait guère espérer que 4,5 % d'intérêt nominal pour une opération du même genre.

La devise suédoise, comme la livre sterling, entre dans la composition de l'écu (sa pondération est toutefois beaucoup plus faible) et elle devrait également demeurer indépendante l'année prochaine. Toutefois, l'opinion prévaut que les rendements qui y sont associés sont trop élevés et qu'ils devraient se rapprocher des niveaux français, allemands ou hollandais. On spéculait sur une évolution comparable à celle qui s'est déjà produite au Danemark, pays qui, pour l'instant, comme la Suède et la Grande-Bretagne, se tient également à l'écart de l'Union monétaire européenne.

Christophe Vetter

Pierre-Antoine Delhommais

Dominique Gallois

## Paris et Francfort se distinguent par leur optimisme

De toutes les grandes places internationales, seules Paris et Francfort continuent d'avoir le vent en poupe en s'appréciant respectivement de 1,64 % et 2,30 %. Londres termine la semaine sur ses niveaux d'il y a huit jours et Wall Street, en gagnant 0,39 % en cinq séances, n'a guère fait mieux que la semaine précédente (+0,28 %). La Bourse de Tokyo, dont le comportement reste atypique, attend toujours les nouvelles mesures de relance de l'économie nationale à quinze jours de la clôture de l'exercice fiscal.

La plus belle performance européenne revient donc à la Bourse de Francfort. Selon l'indice DAX relevé à l'issue des transactions électroniques Xetra, elle a progressé de 2,30 %, portant ses gains depuis le début de l'année à 15,34 %. Si l'on prend comme référence la clôture officielle des transactions à 13 h 30, l'indice DAX a progressé d'un vendredi à l'autre de 3,7 % et a même

dépassé, vendredi 13 mars en cours de séance, les 4 900 points pour la première fois de son histoire. La place francfortoise, à l'image des autres places européennes, a profité des records enregistrés à la Bourse de New York, d'un dollar ferme et du faible rendement des taux obligataires, qui encourage les investisseurs disposant d'amples liquidités à investir en actions.

#### L'AUTOMOBILE EN VEDETTE

Dans son rapport hebdomadaire, la Commerzbank estime que « les perspectives restent favorables pour les prochaines semaines ». La banque juge même « approprié » un indice DAX aux alentours de 5 000 points, tablant même sur 5 250 points « dans les phases d'exagération ». La banque avertit cependant que de légères prises de bénéfices sont à attendre dans le courant de l'année, en raison du recul attendu du dollar et de la

hausse à prévoir des rendements obligataires.

Ce sont surtout les valeurs automobiles qui ont monopolisé l'attention des investisseurs. Volkswagen a bondi de 4,6 %, Daimler-Benz, qui représente près de 7 % du DAX, a gagné 1,2 %, et BMW a pris 1,71 %.

La Bourse de Paris, pour sa part, termine la semaine sur un nouveau record de clôture à 3 540,23 points, mais largement sous ses plus hauts niveaux (3 589,23 points), atteints vingt minutes après le début des transactions. La progression du marché parisien a été freinée en cours d'après-midi dans le sillage du dollar, qui a subitement décroché (lire ci-dessus).

Selon les analystes, la Bourse de Paris continue de bénéficier d'un afflux de liquidités exceptionnelles, ce qui n'est pas sans faire craindre quelques retournements de situation. La Caisse des dépôts et consignations est préoccupée par cette

hausse des cours. Elle estime qu'elle résulte surtout d'un flux exceptionnel de demande, sans offre, et est donc très fragile. Selon l'institution financière, « elle n'est pas cohérente avec les effets anticipés de la crise asiatique et de ses effets induits sur les résultats des sociétés ».

#### TAUX ANGLAIS

Outre-Manche, bien qu'ayant bénéficié d'un environnement international plutôt favorable, la Bourse de Londres termine la semaine sur ses niveaux du vendredi 6 mars, la crainte d'une prochaine hausse des taux d'intérêt britanniques ayant été plus forte que l'élan impulsé par les autres Bourses. Cette crainte d'une tension à la hausse du loyer de l'argent a été renforcée par la publication du compte rendu de la réunion du jeudi 5 février du comité de politique monétaire de la banque centrale. Les membres du comité étaient divisés sur la déci-

sion à prendre. Quatre d'entre eux étaient favorables à un relèvement du loyer de l'argent, tandis que quatre autres souhaitaient un statu quo. Le maintien du taux de prise en pension à 7,25 % l'a emporté grâce à la voix prépondérante du gouverneur Eddie George.

En ne gagnant que 0,39 % à 8 602,52 points, l'indice Dow Jones traduit la nervosité du marché américain à l'approche des 8 700 points. Les opérateurs ont préféré attendre leurs bénéfices se retranchant derrière le prétexte des rumeurs sur d'éventuelles nouvelles révélations dans le scandale sexuel du président Bill Clinton.

Pour les séances à venir, Jim Benning, courtier chez BT Brokerage, estime que l'indice Dow Jones pourrait casser le seuil des 9 000 points propulsé par l'afflux soutenu de capitaux dans les fonds d'investissement et par la faiblesse des taux d'intérêt dans un environnement non inflationniste.

<b>TOKYO</b> NIKKEI ↓ - 0,42% 17 060,14 points	<b>NEW YORK</b> DOW JONES ↑ + 0,39% 8 602,52 points	<b>PARIS</b> CAC 40 ↑ + 1,64% 3 540,23 points	<b>LONDRES</b> FT 100 ↓ - 0,01% 5 782,30 points	<b>FRANCFORT</b> DAX 30 IBIS ↑ + 2,30% 4 872,24 points
---	--	--	--	---

François Bostnaravon



**SPORTS** Après avoir profité des glorieuses années Michael Jordan, le club de basket-ball américain des Lakers de Los Angeles doit préparer la relève de l'idole qui a an-

noncé sa retraite sportive pour la fin de la saison 1998. ● LE JEUNE KOBE BRYANT, dix-neuf ans, dont l'élégance et le style créatif ravissent les spécialistes, est présen-

té comme le joueur qui pourra faire oublier les exploits du roi des airs. ● DANS LE CŒUR DU PUBLIC, le prodige occupe déjà une place de choix puisque les produits dérivés

à son effigie se vendent mieux que ceux de Shaquille O'Neal. ● CETTE POPULARITÉ récente et son talent naissant lui valent un revenu annuel de 1,2 million de dollars (soit

près de 7 millions de francs), près de quatre fois plus en retombées publicitaires et un modèle de chaussure à son nom. Kobe Bryant ne semble pas enivré par le succès.

## A 19 ans, Kobe Bryant est l'héritier présumé de Michael Jordan

Le club de basket-ball des Lakers de Los Angeles espère avoir trouvé en ce jeune prodige le successeur de Michael « Air » Jordan, bientôt à la retraite. Son seul talent pourrait permettre à l'équipe de dominer les « play-offs » du championnat professionnel

### LOS ANGELES

**correspondance**  
Sans idole, le sport américain s'ennuie, le public bâille, les équipementiers désespèrent. La retraite sportive du basketballeur Michael Jordan, trente-cinq ans, annoncée pour la fin de la saison 1998, suscite de nombreuses vocations sous les paniers de la NBA et bien des convoitises. Les prétendants à la couronne ne manquent pas. Patrick Ewing (New York Knicks), Anfernee Hardaway (Orlando Magic), Alozo Mourning (Miami Heat), Karl Malone (Utah Jazz), Gary Payton (Seattle SuperSonics), Grant Hill (Detroit Pistons) ou même Shawn Kemp (Cleveland Cavalier) présentent tous de sérieux arguments. Mais il semblerait que le monde averti de la balle au panier - public, médias, annonceurs, partenaires - ait élu un jeune homme de dix-neuf ans évoluant aux Los Angeles Lakers : Kobe Bryant.

« Kobe Bryant possède le même supplément d'âme que Michael Jordan, ils sont tous les deux constitués de la même étoffe. Un seul de leurs gestes peut ébranler une salle entière, a récemment expliqué dans les colonnes du Los Angeles Times Tony Gervino, le rédacteur en chef du magazine Slam. Ma mère adore Jordan, j'adore Jordan, mon neveu de huit ans adore Jordan... tout le monde l'adore. Dans quelques années, Kobe Bryant sera aussi populaire que lui car il jouit déjà de sa classe naturelle. » D'une élégance déconcertante, l'actuel nu-

méro huit des Lakers est en effet un joueur d'instinct. Vainqueur du concours de « slam » au All Star Game de l'an dernier, il a su, depuis, développer un style très créatif, qui compense sa taille moyenne (1,95 m pour 98 kilos).

« Quand je réussis des coups spectaculaires, je n'essaie pas de me faire remarquer, affirme-t-il. Cela vient naturellement. A chaque match, je tente de nouvelles choses car j'adore jouer. Cela peut paraître banal comme explication, mais je crois que c'est l'une de mes forces. Le basket-ball est une véritable drogue pour moi, un besoin vital. Et ça tombe bien puisque c'est aussi mon métier. » Un métier plutôt providentiel pour ce gamin

originaire de Philadelphie qui habite toujours chez ses parents. Maintenant, dans les boutiques de sport, les maillots floqués à son nom se vendent comme des petits pains et, au hit-parade du merchandising des Lakers, les gadgets à son effigie ont plus de succès que ceux du grand Shaquille O'Neal.

Malgré un revenu annuel de 1,2 million de dollars (soit près de 7 millions de francs), quatre fois plus en retombées publicitaires (Adidas, Sprite, Spalding) et un modèle de chaussure à son nom, Kobe Bryant ne semble pas encore enivré par les vapeurs du succès. « Rien n'a vraiment changé dans ma vie, assure-t-il, si ce n'est

que j'ai maintenant une réelle responsabilité vis-à-vis des enfants qui s'identifient à moi. Je dois leur prouver que je suis exemplaire. C'est très important à mes yeux. » Calme, poli, courtois, le prodige est exemplaire. Il est aussi rusé. Il a vite compris l'intérêt de jouer le jeu des médias. Résultat : il est régulièrement invité sur des plateaux de télévision et il est devenu le « chouchou » des journalistes de Los Angeles.

« Kobe Bryant est un enfant du rap et du hip-hop. Il parle le même langage que les adolescents. C'est un élément primordial de sa réussite », analyse Tony Gervino. Son profil est d'ailleurs adapté à la jeune cible marketing de la NBA.

« C'est le genre de joueur que la NBA recherchait depuis longtemps : il s'intègre bien dans la stratégie commerciale, il est plutôt conciliant et, surtout, il ne risque pas d'être arrêté par la police à 4 heures du matin en possession de drogue... » Toutefois, le jeune meneur offensif des Lakers aurait pu rester « le » salarié modeste de la NBA. La fulgurance de son talent l'a sorti du lot. Sa régularité (16,8 points ; 2,4 passes décisives et 3,3 rebonds par match) a légitimé son ascension. Son sens du spectacle l'a émané. Sa carrière professionnelle commence le 3 novembre 1996 contre les Minnesota Timberwolves. A l'époque, Kobe Bryant affiche dix-huit ans, deux mois et onze jours et devient le plus jeune joueur de l'histoire de la NBA. A l'issue de ce bizutage,

Shaquille O'Neal se rend alors à l'évidence : « Kobe sera effrayant quand il aura vingt-cinq ans. Dans quelques années, il sera tout simplement imbattable. » Pourtant, sa première saison en NBA n'est pas fracassante. D'abord « drafté » par l'équipe des Charlotte Hornets, en juin 1996, il est ensuite échangé contre le Yougoslave

fait rapidement chavirer le public angeleño. Il marque le style des Lakers de son empreinte. Trois mois plus tard, en janvier 1998, il est même sélectionné au All Star Game. Il devient ainsi le plus jeune basketballeur de la NBA à participer à ce match d'exhibition qui rassemble, tous les ans, les meilleurs éléments de la League.

« C'est un enfant du rap et du hip-hop. Il parle le même langage que les adolescents. C'est un élément primordial de sa réussite »

Vlade Divac et rejoint les Lakers. « Ses débuts ne furent pas faciles, se souvient Del Harris, l'entraîneur de Los Angeles. Pendant sa saison de rookie, il n'a pas beaucoup joué. Il savait qu'il devait être irréprochable pour gagner sa place. Son contrat était simple : s'il n'était pas assez agressif dans les deux premiers quart-temps, il retournerait sur le banc. »

Malgré une entame de carrière en demi-teinte, Kobe Bryant ne baisse pas les bras. L'adversité le motive. Il profite donc de la trêve estivale pour soulever de la fonte et affûter sa technique de shoot. Quand il revient sur les parquets, ses efforts payent et Del Harris lui accorde sa confiance. Grâce à ses incroyables coups de génie et son sens inné du « show », le gamin

Depuis, quand on le compare à Michael Jordan, il sourit timide-ment et répond « merci beaucoup... » comme s'il était dépassé par les événements. D'ailleurs, lors d'un récent match perdu contre les New York Knicks, Kobe Bryant a raté 35 paniers sur 47 tentatives. Son premier revers. « Au début de la saison, je pouvais jouer librement. Maintenant, j'ai systématiquement deux adversaires sur le dos dès que j'ai le ballon », regrette-t-il. Quoi qu'il en soit, sa destinée est toute tracée. Il a le flair, le charme, l'élégance et la rage de Michael Jordan. Seule différence : l'âge. Kobe Bryant adore les jeux vidéo tandis que Michael Jordan préfère le golf.

Paul Miquel

### Le casse-tête des « play-off »

La phase finale du championnat NBA, les « play-off », oppose les seize meilleures équipes américaines de basket-ball professionnel suivant un schéma très précis.

● Les huit meilleures formations des deux conférences (Est et Ouest) sont qualifiées pour le premier tour qui débutera le 23 avril. Ce premier palier se joue en cinq matches consécutifs contre le même adversaire : les premiers rencontrent les derniers, les deuxièmes les avant-derniers et ainsi de suite.

● Les quatre équipes de chaque conférence sortent du lot disputent ensuite les demi-finales pour

accéder à la finale de conférence. Ces deux étapes se jouent en sept matches et permettent de désigner le champion de conférence. La grande finale (début au plus tôt 31 mai, dénouement au plus tard le 17 juin) oppose le champion de l'Est au champion de l'Ouest lors des sept dernières rencontres.

● A cinq semaines des play-off, six équipes possèdent une confortable avance. Le titre 1998 devrait donc se jouer entre Seattle SuperSonics (47 matches gagnés et 15 matches perdus), Chicago Bulls (46/16), Utah Jazz (44/16), Indiana Pacers (43/19), Miami Heat (43/20), Los Angeles Lakers (42/18) et San Antonio Spurs (42/20).

## LES JOURNÉES DÉCOUVERTES CITROËN DU 1<sup>ER</sup> AU 21 MARS

★ SÉRIE SPÉCIALE  
SAXO  
1013 points 53 300 F

★ XANTIA SX PACK CLIM  
117 000 F (2)

★ XSARA CLIM 1.4i Coupé 87 100 F (3)

★ VENEZ DÉCOUVRIR  
LE NOUVEAU BREAK XSARA

★ 5 Saxo K Way  
et 1000 blousons  
toute vent  
à gagner



السنة 1418 هـ



مدى من الابد

## Quand Paris rime avec nostalgie

Zazous chez Jean-Paul Gaultier, égéries expressionnistes chez John Galliano, amazones rive gauche chez Sonia Rykiel, poupées-fantômes chez Vivienne Westwood. Issey Miyake, lui, reste sur une autre planète

DANS LA SALLE WAGRAM, c'est aux accents de Portishead et d'un jazz *hard* que Jodie Kidd en Juliette Gréco, Audrey, 16 ans - queue de cheval à la Sabrina -, passent, muses existentialistes d'un soir, zazous en duffle-coats et longues jupes frêle-bitume, comme parées pour tous les voyages : manteaux d'esquimaux à parements de velours, longues jupes de hippies de luxe, jouant les geishas en kimono d'astrakan. De pantalons cigarette à la Hepburn en luxueux trench à la Morgan portés avec une jupe-tourbillon de soie rouge, Jean-Paul Gaultier célèbre Paris, ses amours, ses paillettes et son ciel gris avec maestria.

Tout bouge, tout coule, à travers ces visions qu'il rend modernes, parce qu'elles jaillissent de la vie et des sentiments, plus que d'un livre d'images dont il aurait photocopié les pages à la va-vite. D'où cette liberté de l'allure, qui rend possibles et infinis tous les voyages, dans une forêt de songes, où un smoking croise naturellement un gilet afghan et une paire de ballerines. Cette liberté de l'allure est, au-delà du vêtement, l'expression de la liberté tout court, sans entrave, ni prothèse.

Une atmosphère qui tranche avec celle du défilé John Galliano, convoquant ses invités au « cabaret sauvage » de Bercy, avec, en figurants, Gretchen nappées en patins distribuant des saucisses, jeunes épébés épilés en porte-jarretelles, obèse pailletée d'or avec fouet et cigare, sortie d'une photo de Witkin. A l'affiche, élégances cyanurées, madones des sleepings pour Orient-Express de téléfilm, dont les robes, à l'exception de trois modèles noirs gantés sur le corps, virtut au déballage costumier, malgré un beau travail artisanal.

ALLERS-RETOURS INTRA-MUROS. Quelques chose d'amer, de mélancolique se dégage sur fond de ténèbres et de fards : une tristesse de fin de réveillon, une apocalypse joyeuse que les silhouettes expressionnistes semblent contenir sous les manteaux ovoïdes en jacquards de velours dignes des ateliers viennois. Les larmes roses de la désillusion coulent, immobiles sur les visages de ces mannequins que la magie abandonne.

Au final, une pluie de faux billets s'abat sur le public, alors qu'une voix chante *Money, Money*. Lorsqu'il sort, John Galliano, dont la structure financière dépend de LVMH, semble une caricature de lui-même. Le torchon brûle chez Dior, où le départ en congé de plusieurs mois pour « raisons personnelles » du PDG François Baunumé et son remplacement par son adjoint Sidney Toledano font des étincelles.

Sonia Rykiel, une rare maison française indépendante, fête son trentième anniversaire à la Très Grande Bibliothèque : roussettes amazones en jogging du soir, garçonnets nus sous leur costume-falzar XXL, sac pailleté « Saint-Germain-des-Prés » pour des allers-retours dans Paris intra-muros où ses mailles fétiches deviennent cette saison longs peignoirs, étroits de renards décolorés, dans une identification de la personne et de la griffe.

Vivienne Westwood, comme gagnée par une méchante humeur,

semble infliger à ses poupées des sévices couture : bottines fétichistes et collants violine, drapouillés caca d'oie, knickers tue-l'amour et bouche en anus, colliers de chien fakir, boutons-bubons sur casaque de velours pour un *peep-show* du côté de Saratov.

Loin, très loin, sur une autre planète, Issey Miyake roule, plisse, presse les matières, avec l'énergie d'un corps dont il se réapproprie toutes les métamorphoses : jeux de carrés et de plisages pour des volumes en devenir, manteaux poids plume sans couture, dou-doumes et jupes de taffetas enroulées sur le corps, par une main de vent, avant une explosion d'or, d'argent et de cuivre, pour une haute couture en fusion.

Laurence Benaim



Photographies Isabel Muñoz/Vu

Ci-contre à droite : un modèle au défilé de Vivienne Westwood, ex-reine mère de la mode punk, à l'Hôtel Crillon.

En haut à droite : sur le thème d'un cabaret viennois, l'une des muses de John Galliano, chez qui les silhouettes de velours et de ténèbres évoquent le cinéma expressionniste.

Ci-contre à gauche, et en haut : un modèle du créateur japonais Issey Miyake, pour un remix sport/couture : manteau de taffetas poids plume drapé et molletonné, toque en fausse fourrure...



## Anatomies sans têtes

YEUX ROUGES chez Galliano comme à la sortie d'un cabaret viennois, lèvres pincées et visages plâtrés chez Vivienne Westwood, certains défilés ont renvoyé une image périmée de la femme pour se donner un air couture. Un décalage avec l'époque obsédée par un corps sublimé. En témoignage le nombre d'interventions de chirurgie esthétique pratiquées en France en 1997 : 200 000 à 250 000, un chiffre en augmentation de 10 % par an depuis 1990.

L'Officiel de la mode vient même de sortir un premier numéro hors série consacré au sujet (100 francs). Le magazine ausculte les tarifs, du lifting (jusqu'à 50 000 francs) à la lipo-aspiration du ventre (20 000 francs). « Seules 8 femmes sont des top models, 3 milliards n'en sont pas », avec cette phrase placardée dans ces vitrines pour accompagner l'image d'une poupée rondouillard au visage épanoui, la chaîne de magasins Body Shop part en guerre contre la manipulation du corps et traque de nouveaux clients.

### LE MARCHÉ DES BELLES MAINS

Une quête du galbe parfait véhiculé par les icônes sur papier glacé. Des agences de mannequins comme People ou Public vendent le corps en pièces détachées. Des modèles dits « de dé-

tail », évoluant dans l'anonymat, ont fait de trésors anatomiques, seins, jambes ou mains, leur outil de travail.

Un secteur élitiste avec cinq mannequins sur Paris qui se partagent le marché des belles mains, facturées plus de 11 000 francs la journée pour des photos publicitaires.

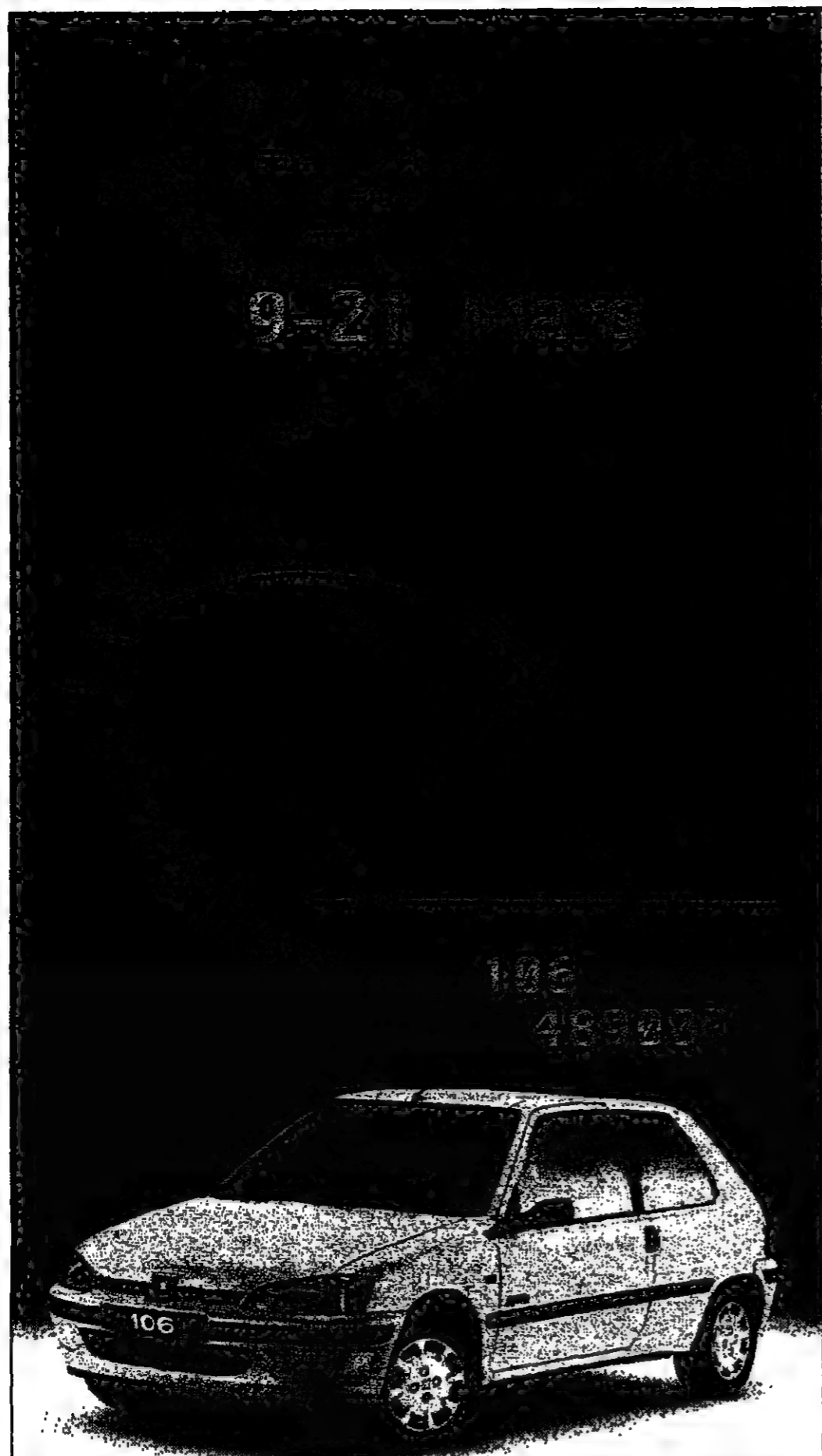
Des paires de fesses ou de seins appartenant ainsi à des corps sans visage sont devenues des références et se vendent 33 700 francs la journée, comme celles de Jovenka Sopalovitch qui pose pour la lingerie Aubade grâce à son galbe pulpeux (85 D-58-90). A l'inverse des mannequins anorexiques de 15 ans, ces femmes « sans tête » sont moins exposées aux dikats de la mode.

Haute de 1,62 mètre, Karine Asure, qui reste à 27 ans l'un des fessiers Aubade, expose son corps dans les pages beauté des magazines féminins. Yolande Roussel, dont les jambes ont arpenté toutes les publicités de collants, de Dim à Yves Saint Laurent, a 37 ans et quinze ans de carrière derrière elle. « Je profite de cet anonymat. De l'image de la douceur à celle d'un corps tonique, les jambes ont leur langage qui s'acquiert avec l'expérience. »

Arme-Laure Quilleriet







**OUVERTURE EXCEPTIONNELLE  
DIMANCHE 15 MARS**

\* Prix spécial du 9 au 21 mars 1998, pour une 106 Itinéo, 3 portes, 1,8L, PR4, AM 98, hors option au lieu de 58900 F (tarif conseillé au 05/01/98), dans la limite des stocks disponibles. Offre non cumulable, réservée aux particuliers dans le Réseau Peugeot participant. Modèle présenté : 106 Color Line : 63600 F.

**306 Equinoxe à partir de 73800 F\***

\* Tarif promotionnel conseillé du 9 au 21 mars 1998, pour une 306 Equinoxe, 3 portes, essence, 1,4L, PR6, AM98, hors option dans la limite des stocks disponibles. Offre non cumulable, réservée aux particuliers dans le Réseau Peugeot participant.

**406 SR à partir de 96600 F\***

\* Prix spécial du 9 au 21/03/98, pour une 406 SR berline, 1,8L, PR7, 90 ch. DIN, AM98, hors options au lieu de 110200 F (tarif conseillé au 05/01/98) dans la limite des stocks disponibles. Offre non cumulable, réservée aux particuliers dans le Réseau Peugeot participant.

**RESEAU  
PEUGEOT**

(1) selon autorisations préfectorales

## La nouvelle Clio joue les garçons manqués

Selon Renault, cette voiture d'apparence plus musclée reflète un retour des « valeurs masculines »

POUR RÉALISER la Clio deuxième génération, personne chez Renault n'a proposé de partir d'une feuille blanche. Logique : la formule inaugurée en 1990 a fait vendre cette voiture à 3,8 millions d'unités, ce qui en fait le modèle français le plus diffusé en Europe au cours de la décennie écoulée. Dans l'automobile, il est certes plus facile de renouveler un modèle à succès que de créer un best-seller ex nihilo mais confirmer une réussite n'est pas pour autant une formalité. Il faut doser subtilement conservatisme et innovation pour ne pas désorienter les fidèles. Beaucoup de choses ont changé dans la nouvelle Clio, mais cela ne saute pas forcément aux yeux.

La nouvelle Renault hérite des qualités de sa devancière et fait un peu mieux dans le domaine de l'habitabilité, avec un équipement de série complet (double Airbag, direction assistée, volant réglable en hauteur) et des tarifs presque inchangés. La Clio de 1998 est réalisée sur une plate-forme inédite et avec un nouveau train arrière qui améliore sensiblement le comportement routier. Au volant, cette voiture gagne en précision de conduite (le fameux « toucher de route », cher aux esthètes de l'automobile) et, plus encore, en silence de fonctionnement. Le filtrage des bruits est remarquable pour un modèle de cette catégorie. Par ailleurs, le freinage est très efficace et les efforts réalisés dans le domaine de la déformation de l'habitacle devraient faire de la Clio l'une des petites voitures les plus sûres du marché. Les modifications apportées à la ligne de la Clio ne remettent pas en cause son allure générale, qui reste relativement

### Trois ou cinq portes

La nouvelle Renault Clio, commercialisée depuis le 11 mars en trois et cinq portes, est disponible en quatre motorisations essence. A côté de trois moteurs déjà connus (1,2 litre, 1,4 litre et 1,6 litre) auxquels de légères modifications ont été apportées, apparaît un peu plus tard un tout nouveau 1,6 litre seize soupapes de 110 chevaux dont les émissions respectent déjà la norme EURO 2000. Dans l'immédiat, le 1,9 litre diesel atmosphérique bien connu est maintenu en attendant l'arrivée dans les prochains mois du nouveau turbodiesel 1,9 litre à injection directe (75 chevaux). Les prix de la nouvelle Clio vont de 63 900 francs (1,2 litre trois portes) à 91 400 francs (version 1,6 litre cinq portes avec boîte de vitesses automatique pro-active). Les versions diesel débutent à 75 900 francs.

### Citroën invente la voiture qui ne cale jamais

UN NOUVEL organe mécanique est né. Son nom - « dynalito » - fleurit bon les années 50, mais bien que cet équipement qui remplit à la fois la fonction de démarreur et d'alternateur soit le descendant d'un brevet déposé par Citroën en 1945, il est totalement inédit. De quoi s'agit-il ? Le dynalito est un moteur électrique, auxiliaire placé entre le moteur et la boîte de vitesses, alimenté par 30 kilos de batteries spécifiques point trop encombrantes. Développé par la marque aux chevrons et l'équipementier allemand ISAD, le dynalito agit comme un moteur d'appoint. Il délivre une puissance de 15 kW sur une courte période et donne un petit coup de pouce (équivalent à 8 chevaux, ou 5 kW) jusqu'à 3 000 tours-minute à condition d'enfoncer la pédale d'ac-



proche de la précédente génération. Allongée de 6 centimètres (3,77 mètres), elle présente un hayon arrière original alors que l'avant est de facture assez classique.

Ces retouches sont la conséquence d'une réflexion de Renault autour des valeurs de l'automobile. Des valeurs qui, semble-t-il, redevenaient plus « masculines ». « Ce que l'on appelle les valeurs féminines - non-agressivité, refus d'exprimer la puissance et de reprendre les codes centenaires de l'automobile (le capot allongé, par exemple) - n'ont jamais été majoritaires. Aujourd'hui, considère Patrick Le Quément, responsable du design de Renault, elles atteignent sans doute un palier et l'on sent une montée de valeurs plus typiquement masculines qui conduisent à donner une apparence plus dynamique à la voiture. » « Entendons-nous bien, ajoute-t-il. Ces changements ne traduisent en rien le retour d'une agressivité à la mode GTI ou d'un style macho. » Selon Renault, les femmes devraient trouver leur compte dans ce mouvement de balancier entre deux sensibilités qui, d'ailleurs, traversent aussi bien les conducteurs que les conductrices dont les études des constructeurs indiquent qu'elles ne veulent pas entendre parler de modèles qui se désintègreraient d'abord à elles.

### INSPIRER CONFIANCE

En pratique, ce passage de la Clio à une dominante plus masculine est suggéré - « l'interprétation » ne se fait pas de façon consciente », souligne Patrick Le Quément - à travers de multiples petits détails. Davantage que son gain en taille, c'est la vitre arrière arrondie remontant sur le toit que l'on remarque instantanément. Ce joli coup de crayon, associé au dessin du pavillon et à la chute de la vitre latérale arrière, dynamise la silhouette de cette voiture qui s'est musclée avec de légers renforcements sur les flancs, des montants de porte élargis et des pare-chocs plus affirmés pour exprimer la robustesse.

Jouffine, la face avant est moins énergique avec ses gros phares, mais elle rappelle la première version de la Clio. Ce souci d'inspirer

confiance - le volant surdimensionné se saisit à pleines mains - et d'apparaître comme une voiture à vocation citadine autant que routière est aussi à mettre en relation avec la montée des préoccupations liées à la sécurité. Quant à l'habitacle, il est plutôt décevant. Le costume est bien taillé (fauteuils agréables, volume intérieur très convenable et bonne accessibilité aux places arrière) mais tristement conventionnel : tableau de bord rabat-joie, garniture générale, rangements pratiques mais réservés à certains niveaux de finition. Un soupçon de gaieté - féminine ! - ne serait pas de trop.

### « MASCULINISATION »

Cette tendance à la « masculinisation » n'est pas tout à fait nouvelle. D'autres constructeurs français et étrangers l'ont expérimentée. L'an passé, déjà, Renault s'est efforcé de rendre plus « virile » la dernière génération de l'Espace, qui, esthétiquement, s'est rapprochée de la symbolique automobile classique. Résultat : l'Espace est revenu en tête du hit-parade européen des gros monospaces.

A Boulogne-Billancourt, on dit désormais « un » Espace alors qu'il n'y a pas si longtemps, on préférait recourir au féminin... Ce virage a été pris à la suite d'études indiquant que les propriétaires de monospaces commençaient à se lasser de l'image de « bon père (ou mère) de famille » qui colle à ce genre de véhicule. « Ce qui s'est passé aux États-Unis est significatif », insiste Patrick Le Quément. Là-bas, les femmes ont largement contribué au succès des light-trucks, ces gros 4x4 au parfum d'aventure. Sans doute, en avaient-elles assez de se sentir enfermées dans l'image trop lisse de la mère qui conduit ses enfants à l'école dans un van (monospace) sagement familial.

Dans ces conditions, quid de la Twingo dont le restylage est prévu l'été prochain ? L'autre petite Renault fera l'objet de retouches qui ne changeront pas - ou si peu - sa frimousse. Contrairement à la Clio, la Twingo aurait tout à perdre à jouer les garçons manqués.

Jean-Michel Normand

**... dans le Sud**

**Nouveaux capteurs**

**LES CROISÉS**

... (The rest of the page contains a grid of small text and images, likely a crossword puzzle or a similar game.)

السلامة والبيئة

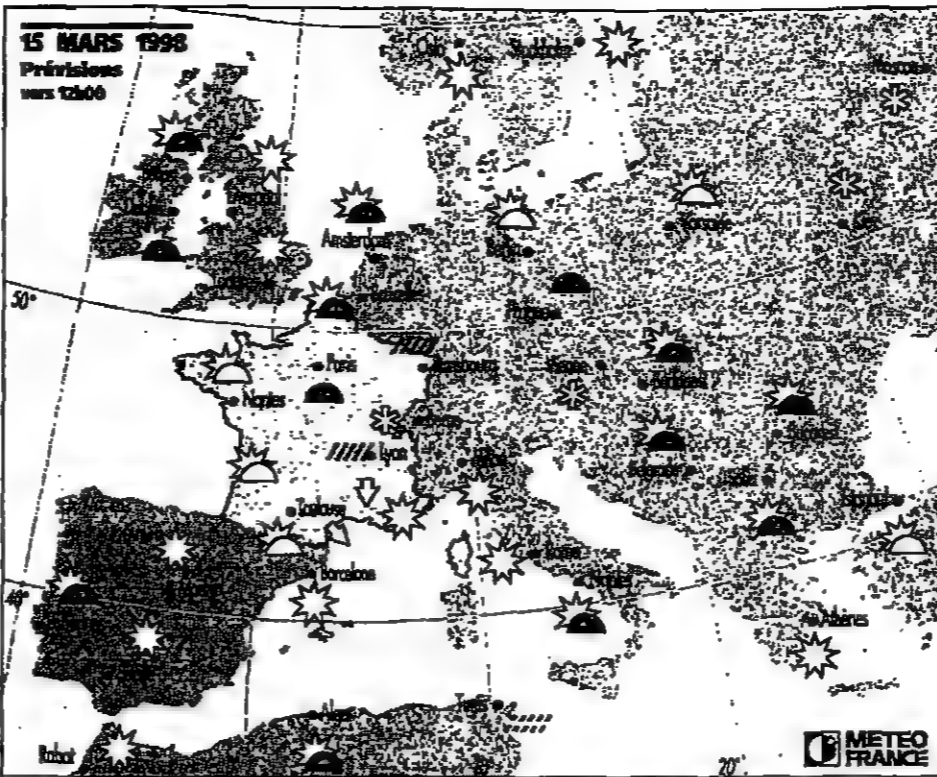


abxio 135A

Fort vent dans le Sud

LA GRISAILE se maintiendra dimanche, sur les trois quarts du pays. Seules les régions méditerranéennes bénéficieront d'un franc soleil, mais au prix d'un fort mistral et d'une forte tramontane.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Dans le Poitou, la grisaille dominera, avec seulement de fugaces éclaircies.



Weather icons and symbols: Ensoleillé, Nuageux, Pluie, Couvert, Brouillard, Averses, Neige, Vent fort.

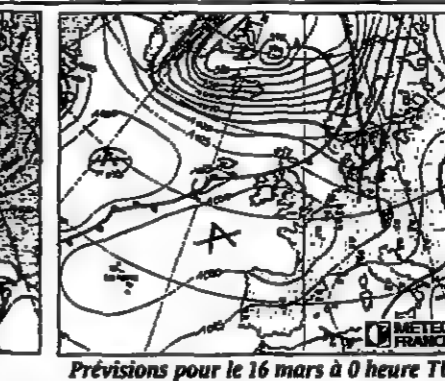
LE CARNET DU VOYAGEUR

FRANCE. Du 17 mars à la fin avril, Air Liberté lance une opération « Places libres » valable sur la majorité des vols intérieurs.

Table of weather forecasts for various French cities including Paris, Lyon, Marseille, and others.

Table of weather forecasts for international cities including London, Rome, Tokyo, and others.

Table of weather forecasts for major international cities including New York, Los Angeles, Sydney, and others.



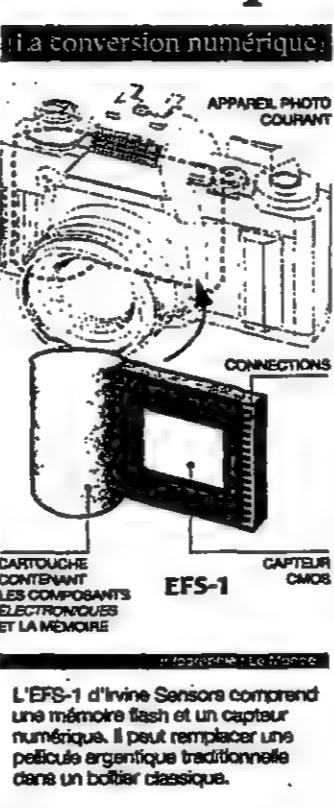
TECHNOLOGIE

De nouveaux capteurs permettent la photo numérique avec un boîtier traditionnel

FANS DE L'IMAGE numérique, ne jetez pas aux orties votre vieil appareil 24 x 36. Son boîtier pourrait bientôt accueillir un dispositif révolutionnaire...

En fait, les appareils équipés d'un capteur dont la résolution est supérieure à 1 million de pixels se multiplient sur les stands.

La conversion numérique. L'EF5-1 d'Irvine Sensors comprend une mémoire flash et un capteur numérique.



semblait fortement improbable à moyen terme pour le grand public. Aujourd'hui, un grand nombre de fabricants, dont Olympus et Fuji...

de produits ou à la diffusion sur Internet. Casio complète cette utilisation nouvelle d'un appareil photo par une impressionnante fonction panoramique.

MOTS CROISÉS

Crossword puzzle grid with letters and numbers, including horizontal and vertical clues.

1. Retrouvons les origines. - II. Fait partie du public. - III. Est resté sur le terrain après désintégration.

ÉCHECS

Chess board diagram and text for a chess problem, including the title 'ÉTUDE N° 1782' and the author 'K.A.L. KUBBEL (1935)'.

Blancs (4) : Rf1, Dh1, Fc7, Cg6. Noirs (10) : Rc1, Da1, Fb1, Pa2, a5, b3, c2, C4, e6, e7.

TOURNOI DE LINARES (1998)

Chess tournament results table for Linares 1998, listing players, scores, and other statistics.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1782

(Blancs : Rb2, Df6, Fc2, f7, g2. Noirs : Rf8, Dc3, Pa4, c4, c6, d5, e4, e6, g6.)

ÉTUDE N° 1783

Chess board diagram and text for a chess study, including the title 'ÉTUDE N° 1783' and the author 'T. B. GORGIEV (1965)'.

Blancs jouent et gagnent. Claude Lemoine



**ART** Une exposition rassemblée à Paris une suite récente de toiles et des pièces plus anciennes du peintre Simon Hantai. L'artiste d'origine hongroise a traversé l'histoire de la peinture

en France depuis les années 50, du surréalisme aux premières confrontations de la génération de Buren et Viallat. ● L'ŒUVRE du créateur du « *pliage comme méthode* »

est marquée par la volonté de mettre la peinture à l'écart du savoir, du réel, de la manifestation du moi. ● AU SOMMET DE SA GLOIRE, en 1982, Simon Hantai avait décidé de s'éloigner

de la scène artistique. Il explique aujourd'hui au *Monde* les raisons de cet exil intérieur de près de quinze ans. A cette époque, estime-t-il, « ce qui se passait, c'était l'intégration culturelle,

la peinture dans les musées... Il n'était plus permis d'interroger l'horreur sociale, les vraies questions étaient occultées ». L'artiste a refusé d'obéir, et a préféré le silence.

## La peinture neuve de Simon Hantai, artiste intransigeant

Après s'être volontairement écarté de la scène artistique durant quinze ans, le peintre expose à Paris une suite récente de toiles et quelques pièces anciennes. Il explique au « Monde » les raisons de son éloignement

**HANTAI : « LAISSÉES » ET AUTRES PEINTURES.** Rem Espace, 7, rue de Lille, Paris 7<sup>e</sup>. Tél. : 01-42-60-22-99. Du mercredi au dimanche, de 14 à 19 heures. Jusqu'au 21 juin. Entrée libre.

Depuis quinze ans, refusant d'exposer, refusant de parler, Hantai s'est fait oublier. Que savent les nouvelles générations de cet artiste des marges, pourtant essentiel en regard de l'histoire de la peinture en France depuis les années 50 ? Présent dans la plupart des expositions qui font aujourd'hui référence, des dernières manifestations du surréalisme orchestrées par André Breton aux toutes premières confrontations de la génération de Buren et Viallat, Simon Hantai, Hongrois de Paris, peintre attentif au travail des expressionnistes américains, en particulier de Pollock, peintre en quête d'absolu à l'écoute du Matisse découpant la couleur aux ciseaux, est un artiste marquant.

Un *Manteau* flamboyant de 1963, une *Panse organique* de 1964, trois *Méun* de 1968 aux formes colorées tranchées dans le blanc, deux *Tabula* de 1980 où la couleur et le blanc n'ont plus de corps... Une dizaine de toiles prises dans diverses séries rappellent le parcours d'Hantai, ses constantes, son ascèse, entre le moment où il a instauré « le *pliage comme méthode* », en 1960, et celui où il s'est retranché, en 1982. Le *pliage* pourquoi ? L'artiste rejette les moyens d'expression traditionnels, tout ce qui impliquait le surréalisme, tout ce que véhiculait l'abstraction lyrique. La fureur gestuelle ne suffisait plus à justifier l'acte de peindre. L'état de nature le rebutait. Avec le *pliage*, il pouvait mettre fin au face-à-face de l'artiste avec son œuvre, échapper au plan du tableau, au cadre prétabli, supprimer la dimension artistique de sa production. Jusqu'en 1982, de re-

missions en question en prises de position, idéologique, mystique, éthique, Hantai allait s'adonner au *pliage*, multiplier les procédés qui réduisent le faire à des manipulations machinales, mettent la peinture à l'écart du savoir, de l'histoire, du récit, de l'inscription du geste, donc de la manifestation du moi.

*Pliages*, nouages des toiles, passages de couches de couleurs, ouverture, tension des toiles, réten-tion de blanc, hasard et formes... Avec de tels gestes, il ne pourrait y avoir d'images que celles projetées par le spectateur. Rien à voir, rien à dire, que l'étendue de la couleur, le champ de la peinture, sa tenue, que l'artiste teste à travers les *Laissées*, les toiles avec (et dans) lesquelles il « refait surface ». L'exposition en propose également une dizaine datées 1981-1989, 1981-1994, 1981-1995, 1981-1997... comme pour mieux signifier le travail dans le temps.

**MATISSE BOUFFÉ DE L'INTÉRIEUR**

Hantai s'était retiré de la scène artistique au début des années 80, après deux grandes expositions : celle du CAPC de Bordeaux en 1981, celle du pavillon français à la Biennale de Venise, en 1982, et toute exposition de ses œuvres, celle du musée Matisse à Nice, en 1994, notamment, avait eu lieu sans son approbation. Depuis, il a rareté sa production, détruit, enterré, détérioré, coupé dans des œuvres, organisé ses chutes... Ce sont les *Laissées* d'aujourd'hui, des morceaux de peinture extraits des immenses toiles qui enveloppaient la nef du CAPC de Bordeaux. Celles-ci avaient été faites selon la méthode appliquée dans les *Tabula* : des toiles nouées à espaces réguliers, enduites de couleur, puis dénouées et tendues. On le blanc retenu dans les plis formait une grille paradoxale, libératrice, permettant l'exercice jubilatoire de la couleur, et la brillante illustration d'une possible dématérialisation de la peinture. Trop brillante sans doute,



Simon Hantai, photographié par Édouard Boubat.

dangereusement séduisante... De là à court-circuiter le processus d'extension auquel il s'adonnait, il n'y avait qu'un pas pour ce peintre intransigeant poussé par son désir fou de refaire une virginité à la peinture et de la délivrer de traces et d'images, et dont l'histoire tout entier est de rupture et de crise. Avec ses *Laissées*, Hantai s'enga-

gerait dans une économie nouvelle, qui ne répondrait plus à l'attente du marché, des institutions, des médias... Il réduirait encore, serait encore plus simple, plus neutre, plus anonyme, plus plat. Plus rien ? Mais si. Une présence. Le bonheur d'une peinture radicale sur laquelle on bute, et qui tient par la couleur tendue et sa réserve de blanc. Coupés

de leur contexte, retendus sur châssis, les morceaux ramènent l'attention sur le vie interne des toiles : nervures des anciens plis, coins rognés là où la toile était nouée, fines coulures, couleur comme bouffée du dedans, saignée à blanc, à coup de lames de lumière formées au hasard du *pliage* mené à grande échelle, pour l'effet d'ensemble. Lambeaux de peinture... Impression d'ordre pourtant, de vie latente, en suspens. On pense aux chasubles de Venise, à du Matisse, mais bouffé de l'intérieur.

Une œuvre, la dernière, datée 1981-1997, intrigue plus que les autres par la coulée du blanc et du noir d'une densité autre, comme s'il y avait étirement, ramollissement des plisures, voire allusion à un corps. Est-ce l'esprit du temps qui entache le regard que l'on porte ? On peut savoir que cette pièce est, plus que toutes les autres, le résultat manifeste du refus de peindre, et de l'économie du geste de l'artiste. C'est une photographie d'une ancienne toile prise au ras du sol que le peintre a fait agrandir, sériographier sur toile, et dresser à la verticale. Déformation, perspective, presque anamorphose. Contre l'étoilement ostentatoire des *Tabula*... contre le somptueux et le somptueux, le suaire ? L'exercice ultime de dépersonnalisation de la peinture collerait plus que jamais à la peau de l'artiste : son refus d'être dans un face-à-face avec son tableau l'a déplacé dans le cœur de la toile, ses fibres, ses pigments colorés et son blanc né du *pliage*. Secret de l'homme, décision de l'artiste, qui défend son libre-arbitre, son droit de « monstrer » et de destruction de sa production. A soixante-quinze ans, insoumis comme naguère, Hantai semble soudain aujourd'hui de contrôler plus que jamais le cours de son œuvre et de faire jouer tant qu'il le peut son droit de suite...

Geneviève Breerette

### Repères biographiques

- 1922 : naissance à Bia (Hongrie).
- 1942-1948 : Beaux-arts de Budapest.
- 1949 : installation à Paris après un séjour en Italie.
- 1949-1955 : expériences surréalistes (grattages, collages, frottages...) avec et contre André Breton. Hantai fréquente Riopelle, Sam Francis, Mathieu...
- 1955, l'exposition « Alice in Wonderland » marque la rupture du peintre avec le surréalisme. Le débat se situe autour de l'abstraction comme produit de l'automatisme psychique.
- 1955-1960 : Hantai navigue entre l'écriture et le geste. Exposition « Sexe-Prime : Hommage à Jean-Pierre Brisset », un « moment de dérive érotique », dira Hantai. Premières expositions à la librairie-galerie Kleber, que dirige Jean Fournier, notamment avec Jean Degottet et Judith Reigl.
- 1960 : Hantai instaure « le *pliage comme méthode* » et réalise les premières suites de toiles qui en procèdent : les « *peintures mariales* ».
- 1963-1964 : les *Calamurons*. Hantai habite à la cité des Fleurs, dans le 17<sup>e</sup>. Il a pour voisins Buren et Parmentier, qui s'intéressent à ses *pliage*.
- 1966 : Hantai est naturalisé français.
- 1967 : les *Méun*.
- 1967 : participation à l'exposition « L'arrivant 65-68 » à la Fondation Maeght, où il aura, aussi, une exposition particulière consacrée aux années 1958-1968.
- 1970 : expositions à l'ARC au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, et à la galerie Pierre-Matisse, à New York.
- 1972 : participation à l'expo « Pompidou » : « 12 ans d'art contemporain en France », au Grand Palais. Les *Blancs* et premiers *Tabula*.
- 1981 : exposition au CAPC de Bordeaux.
- 1982 : Hantai représente la France à la Biennale de Venise.
- 1997-1998 : trois œuvres nouvelles, des sérigraphies, figurent dans l'exposition « L'imprimé », au Centre Georges-Pompidou. Son commissaire, Georges Didi-Huberman, rencontre le peintre régulièrement. Son livre *L'étoilement, conversation avec Hantai*, publié aux Éditions de Minuit, accompagne l'exposition des *Laissées*, à Rem Espace.

## Les confidences d'un peintre en retrait du monde

SIMON HANTAI n'aime pas s'expliquer. Longtemps, il s'y est refusé, opposant obstinément pendant plus de quinze ans le silence aux questions et aux rumeurs. Il était reclus dans son atelier, à Paris ou à la campagne. Il passait pour avoir cessé de travailler après une rétrospective au CAPC à Bordeaux, en 1981. On sait aujourd'hui qu'il n'en était rien. Quand il accepte enfin d'ouvrir la porte de son atelier parisien, près du parc Montsouris, on y découvre, tendus sur des châssis adossés aux murs, des tableaux de plusieurs périodes, beaucoup de tableaux, des années 50 aux années 80. Parmi eux, des œuvres inconnues, jamais montrées.

Sur le sol, en grand désordre, des livres, des enveloppes, des photos, des cartes postales, des cartons d'invitation pour les vernissages d'autrefois, des revues ouvertes, des images. L'œil reconnaît au passage Enguerrand Carton et la photocopie d'un Tintoret. Plus loin, dans ce qui fut un salon mais dont il ne reste que la cheminée et aucun meuble, des toiles sont entassées par terre, des œuvres dont le peintre n'a pas même dénoué les cordelettes qui les retenant pliées et d'autres qu'il a découpées. Il n'en demeure plus que des fragments, empreintes violettes chiffonnées. Du reste, pour désigner ses peintures, Hantai dit « les *chiffons* ». On les voit mal, parce que la lumière baisse, parce que le linceul obscur en partie les bales, parce qu'aucune lumière n'est allumée. Ce jour de crépuscule semble convenir à Hantai.

S'il consent désormais à parler, dit-il, c'est parce que la situation a changé. « Situation meilleure parce que désespérée, précise-t-il. C'est ce qui m'a décidé à redevenir actif, à faire cette exposition. » Il lui semble

que ce qu'il peut montrer et dire pourrait être vu et entendu mieux qu'auparavant, mieux que durant cette période à ses yeux détestable, désormais révolue, où l'art était devenu une mode et collectionneur une activité de bon ton. C'est au début des années 80, alors qu'il était au plus haut de sa notoriété, qu'il s'est retiré du monde. « La situation ne me plaisait pas. J'ai senti que ça tournait mal. J'avais des commandes, on me demandait des plafonds... La société s'apprêtait à faire ma peinture à ma place. J'aurais pu obéir. Il y a des peintres qui obéissent, la plupart même. Ce n'était pas mon désir. Ce qui se passait, c'était de l'intégration culturelle, la peinture dans le musée... Il n'était plus permis d'interroger

possibilité, parce que toute marginalité est récupérée. Il ne restait qu'à prendre une position beaucoup plus humble et dénuée, sans faire de spectaculaire. Quelque chose m'obligeait à faire ça, c'est tout. Il y a quinze ans, je me suis placé en dehors. Je me suis retiré du centre, parce que vouloir se placer au centre n'a aucun sens, interdit d'avoir une vision critique. Il ne reste qu'une fonction sociale. Alors, je suis rentré dans l'atelier, sans considération du marché, librement. C'était la seule solution. Sinon la peinture devenait de la chose, du produit. » Il aurait pu protester, écrire, affirmer ses positions et sa critique. Geste de dérogation. « Je n'avais que cette attitude silencieuse. Elle pose la question, la seule question

Je ne voulais pas servir aveuglément la société. L'art a été neutralisé, il est devenu quelque chose comme un service social. La peinture... Il y a une tentative internationale pour mettre en place un ordre où elle serait seulement utilisée, comme un instrument - avec la complicité des médias, de Beaubourg, dans le silence de la Fondation Guggenheim à Bilbao. Il y a énormément d'argent dans ces projets, dans ces bâtiments - mais pas pour la peinture. Au XIX<sup>e</sup> siècle, la poésie était au premier plan. Puis elle en a disparu. Au XX<sup>e</sup> siècle, la peinture a tenu cette place. Il se pourrait que l'histoire finisse de la même façon, par sa disparition, parce qu'il n'y aurait plus aucun besoin de peinture. C'est peut-être même déjà arrivé. »

Il illustre son programme, il répète. Pas moi. Moi, ce qui m'intéresse, c'est ce qui va vers l'indécidable, comme chez Pollock, qui abandonne le tableau de chevalet, le cadre, toute sécurité. Ce qui m'intéresse, c'est ce geste-là, celui qui peut porter toutes les projections, l'œuvre autour de laquelle il faut tourner. »

Philippe Dagen

« L'institution a pris possession de l'art, et la plupart des artistes voulaient seulement être à l'intérieur, au centre. Pas moi. Je ne voulais pas servir aveuglément la société »

*l'horreur sociale, les vraies questions étaient occultées. Il faut dire que, dans ce processus, ma génération a eu ce rôle-là. Elle ne s'est pas défendue. » Il prend alors l'exemple du sculpteur américain Richard Serra, pour lequel il avait du « respect ». « Que fait-il maintenant ? Des sculptures qu'il laisse rouiller pour qu'elles aient l'air plus naturelles. Et Buren ? Ils travaillent tous à l'embellissement de la société. Aucune proposition critique, aucune pensée, une sorte de piétinement. »*

Il a refusé de jouer ce jeu. « Cette situation rendait totalement impossible l'art comme fonction critique. Alors, quelle marginalité pouvait jouer ce rôle-là ? Il n'y avait plus de

que l'on ne veut pas entendre, celle à laquelle il n'est pas possible de répondre : « Mon cœur n'est pas là, vous n'existez pas... » La société ne sait pas répondre à ça. Elle ne peut pas admettre que vous existiez sans elle. Elle ne peut pas renoncer à vous intégrer à elle. »

Par société, il entend le système de la marchandise et de la communication tel qu'il règne désormais, et il entend aussi les institutions culturelles. « La question, c'était celle de la place de l'art dans la société, donc une question politique. Il est arrivé que l'institution a pris possession de l'art et que les artistes, enfin la plupart, voulaient seulement être à l'intérieur, au centre. Pas moi.

Donc, ne restait que le silence et l'absence. Hantai a entrepris de revoir son œuvre. « J'ai détruit des centaines et des centaines de pièces. Il y en a encore dans ma cave, je n'ai pas encore eu le temps de les sortir, de les regarder. Il faut du temps, énormément de temps. » Il a revu, repris, coupé. « Je ne connais pas le résultat. Je ne peux pas le prévoir. L'artiste avant-gardiste sait

**J.M.G. LE CLEZIO**  
rédacteur en chef invité

avec :  
Lothar Baier,  
Jean Bessière,  
François Bon,  
Pascal Casanova,  
Philippe Delem,  
Jean Echenoz,  
Jean Grosjean,  
Hervé Hamon,  
Jacques Meunier,  
Paul Nizon,  
Philippe Roger,  
Salman Rushdie,  
Danièle Sallenave,  
Michel Serres,  
Micheline Sommant,  
Michel Tournier,  
Zoé Valdés...

• Danger. Menacée par le marché, la littérature est-elle condamnée ? • Transmettre. Comment donner le goût du livre à la « génération télévision » ? • Plaisir. Celui des mots, sous la plume des écrivains : comment, où et pourquoi écrivent-ils aujourd'hui ?

Et aussi :  
• La techno, entre rébellion et business • Europe, où se niche la culture ? • Interview de Marcelino Oreja...

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURS AUX

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية



سازمان اسناد و کتابخانه ملی

# Bruno Meyssat, un sphinx à l'ombre des pyramides

## «Imnetet», le nouveau spectacle du metteur en scène lyonnais, s'inspire du temps des pharaons pour une «dramaturgie physique»

**LE CAIRE**  
de notre envoyé spécial

Par une de ces journées dont rien ne semble devoir troubler le cours, un homme marche vers la pyramide de Dahchour. Le site est désert. Seul un vieil Égyptien veille sur la nécropole. Il met en route un système antique qui éclaire l'intérieur de la pyramide, où l'homme s'enfonce avec une agilité de chat. C'est le Lyonnais Bruno Meyssat. Visage buriné, corps râblé. Silencieux, précis, énigmatique. Un sphinx en Égypte. Nous sommes en janvier. Quelques semaines après l'attentat de Louxor, le désert proche du Caire appartient aux promeneurs solitaires. Bruno Meyssat en est un. Nomade, dans son monde : celui des images et des objets anciens, qu'il réunit comme nul autre dans les spectacles qu'il présente sur les plateaux des théâtres.

En Égypte, il s'est livré à l'un de ses exercices favoris, qu'il appelle la «dramaturgie physique». A Louxor, puis au Caire, il a demandé aux comédiens français et égyptiens réunis pour sa nouvelle création, *Imnetet*, de récolter des objets, sur les marchés, chez les gens, dans la rue. Ils apportaient tout sur une scène de répétition, et ils travaillaient. Imaginaient, racontaient, répétaient les liens entre les objets et l'histoire qui les avaient conduits là : celle de l'Égypte des pharaons, dont ils avaient auparavant parcouru les sites, se nourrissant d'images, de détails, d'impressions. Bruno Meyssat observait. Il avait en tête son passé et ses visions contemporaines de l'Égypte. Le pays lui est familier. Il y a fait plusieurs séjours depuis 1991.

*Imnetet* est la déesse qui accueillait les morts. *Imnetet* est un

spectacle qui recueille les images d'un temps qui ne meurt pas. Celui de la réverie sur soi, à travers l'autre, l'étranger ancien de la mémoire. Bruno Meyssat n'est pas arrivé par hasard à ce travail. Depuis qu'il est entré en théâtre - en 1981 -, il œuvre sur le terrain de l'inconscient comme les archéologues œuvrent sur les terrains de fouille.

### «VOUS AIMEZ TROP LE BEAU»

Cela lui vient de l'enfance. Son père était paysan dans un village près de Lyon. «Il avait une ferme, on faisait du vin, des fruits. Lyon, c'était pour aller chez Gilbert à Noël. On prenait le car.» Son père garde tout, il entasse les objets dans les recueils de la ferme. Un jour, il trouve une pièce romaine, frappée sous l'administration d'un consul qui fut brève. Il en est fier. C'est un exemplaire unique qui a rejoint les collections d'un musée local.

«Cette histoire fait partie des souvenirs qui ont éveillé mon attrait du passé, quand j'étais petit. Il y avait aussi les bruits qui couraient sur le sous-sol romain de mon vil-

lage, Charly, et ce que mes parents me racontaient de la campagne avant la guerre. Cette France rurale des années 60 et surtout celle que je devine d'avant ma naissance me bouleverse aujourd'hui encore. C'est probablement l'endroit où je situe mon Eden.» Ce monde-là, pas très loin de celui de Raymond Depardon, Bruno Meyssat l'a mis en scène dans un spectacle qui est peut-être le plus beau qu'il ait fait, et sûrement le plus autobiographique : *Passacaille*, au Festival d'Avignon, en 1992. Avec le bois de sapin des armoires et des lits, le lent carillon de l'horloge, le silence du temps, la joie d'un homme qui ouvre les bras et dit : «Il neige.»

Bruno Meyssat pensait faire une carrière de sportif. Pendant quatre ans, il a pratiqué l'athlétisme très sérieusement. Un problème de santé l'a détourné vers les études. En hypokhâgne, il s'intéresse beaucoup à la philosophie. Pense poursuivre. Son professeur l'arrête : «Vous aimez trop le beau et pas assez le vrai.» Pas mal. S'ouvre alors le monde de la littérature, la faculté de lettres modernes. Un

### Un spectacle au long cours

*Imnetet* est un spectacle produit par l'Odéon-Théâtre de l'Europe, dans le cadre de sa programmation 1997-1998 «hors les murs». Inscrit au programme de l'année franco-égyptienne, *Imnetet* a déjà beaucoup voyagé. Répété au Caire, à Louxor et à Paris, il a d'abord été créé à la Comédie de Valence en novembre 1997, avant de partir pour l'Égypte, où il s'est donné du 12 au 14 janvier, au Caire. Il réunit huit comédiens, sept Français et un Égyptien, et met en scène ce que Bruno Meyssat appelle «un passage par l'Égypte». C'est un magnifique voyage dans le temps, inspiré par l'histoire d'Ostis, le premier dieu à avoir traversé la mort.

\* *Imnetet*, de et mise en scène par Bruno Meyssat. Théâtre de la Cité internationale, 21, boulevard Jourdan, 14<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Cité-Internationale. Tél. : 01-43-13-50-50. Lundi, mardi, vendredi et samedi, à 20 heures ; jeudi à 19 heures ; dimanche à 17 heures. 30 F à 110 F. Jusqu'au 10 avril.



Bruno Meyssat, de la campagne lyonnaise à Guizhe.

festival de théâtre universitaire, centré sur des troupes venues de l'Est, éveillé le regard de l'étudiant au théâtre polonais. «Ce n'était pas Kantor, mais une troupe amateur venue de Lublin. Elle faisait un théâtre plastique, sans texte. Ça m'a vraiment beaucoup plu. Après, je suis retourné dans mon village et j'ai travaillé avec la troupe amateur Le Théâtre du Sol, avec laquelle j'ai toujours des liens. Pendant deux ou trois ans, j'ai fait l'acteur. Tout de suite, j'ai été fasciné par la lumière, l'usage d'un projecteur. J'ai monté mon premier spectacle avec un ami, à partir de Dom Juan et des Pensées de Pascal. Je ne pensais pas en faire d'autres.»

### OBJETS ET CORPS DIALOGUE

*Imnetet* est le quinzième spectacle de Bruno Meyssat. *Refrain*, *Orange*, *Sonatine*, *Les Disparus*, *Fractures*, *Insomnies*, *Détention*, *Mille cloisons pour une chambre* - autant de noms qui pourraient être les titres des chapitres d'un livre où s'écrit une vie à reconstruire. Le théâtre de Bruno Meyssat en appelle à la rêverie productive. Il n'impose pas, mais suggère, à travers des scènes qui sont autant

de tableaux, où les objets et les corps dialoguent, dans le silence, le plus souvent. Bruno Meyssat aime réveiller les ombres cachées en chacun. Il se mêle de la parole qui appartient à tous. «Spectateur, il faut que je rêve sur ce que je vois. Le plus souvent, le texte m'en détourne. Seuls des metteurs en scène comme Klaus Michael Grüber me réconcilient avec la parole.»

Tout cela, Bruno Meyssat le raconte au dernier étage d'un hôtel du Caire, en janvier. Au loin, entre les immeubles, on voyait la pyramide de Guizhe. «De plus en plus, je fais confiance à la providence du travail. C'est elle qui m'a mené ici. Je n'imaginai pas que je voyagerais. Je l'ai fait grâce au théâtre, parce que l'AFAA (Association française d'action artistique) a proposé d'emmener mes spectacles à l'étranger. Ces voyages liés au travail m'obligent à tenter des choses que je ne sais pas faire.» Quand il rentre à Charly, où il vit, Bruno Meyssat entasse dans sa maison les objets et les tableaux qu'il a trouvés lors de ses périodes. Comme son père, il garde tout.

Brigitte Salmo

## Les rock-stars britanniques, nouveaux déçus du blairisme

LE COURANT ne passe plus entre Tony Blair et les rock-stars du Royaume-Uni. Ancien guitariste d'un groupe amateur, le premier ministre avait, pendant sa campagne, reçu le soutien du gratin de la scène pop. Après sa victoire, en mai 1997, sa complicité avec les rockers (Noel Gallagher, le leader d'Oasis, était venu trinquer au 10, Downing Street) avait instauré l'image d'une «cool Britannia», jeune et branchée.

Sous le titre «Vous n'avez pas le sentiment de vous être fait escroquer?», l'hebdomadaire *New Musical Express*, après un éditorial au vitriol, recueille cette semaine les ressentiments de 21 musiciens, sur le mode «rien n'a changé, ils nous a trahis». Noel Gallagher brille par son absence, mais son patron, Alan McGhee, fondateur de Creation Records, regrette le chèque de 50 000 livres (500 000 francs) qu'il avait versé pendant la campagne. Bobby Gillespie, leader de Primal Scream, annonce qu'il n'ira à Downing Street qu'équipé avec «du semtex [un explosif] ou d'une bombe à clous».

Quatre griefs sont retenus : le «weffare to work»,

qui place les jeunes devant le choix entre un emploi aidé ou l'interruption des allocations-chômage, l'instauration de droits d'inscription aux universités, la proposition de couvrir le feu pour les mineurs et... le refus de dépenaliser l'usage du cannabis. Un cinquième reproche est parfois formulé : l'absence de soutien aux jeunes musiciens, alors que les Beatles ont tant fait pour l'économie de ce pays. Downing Street a réagi dès mercredi, arguant qu'«on ne peut pas s'attendre que tout change dès qu'on choisit un nouveau gouvernement».

Dans l'hebdomadaire *Les Inrockuptibles* (n°141), Joe Strummer, ancien chanteur de The Clash, groupe symbole de l'opposition au thatcherisme au début des années 80, avait ainsi fait part de son amertume : «Blair est pire que Major, parce qu'on croyait en lui. En Angleterre, les gens commencent à dire : "Au moins, avec Thatcher, on savait qu'on avait en face, il n'y avait pas tromperie sur la marchandise".»

Bruno Lesprit

## Vivre heureux et danser chic !

FOIN DE TANGO et saïa ! Les nouvelles danses sélectes ont pour nom transito, bolita et stopstongostep. Nées de la fantaisie heureuse de Nathalie Clouet (grande organisatrice de bals tango) et Bernard Tran (plasticien), elles affolent le petit monde des plasticiens jamais en reste d'extravagance. Certains vont même jusqu'à lancer des dîners-demos pour s'y initier entre amis à la maison. Un bon snob, mais si smart !

Stupide comme bonjour, surtout si l'on veut bien s'y laisser prendre. Basé sur le plaisir de la marche, de la désambulation, le transito se danse en couple bras dessus, bras dessous et se pratique n'importe où, dans les jardins, les musées, chez vous et même en descendant l'escalier. Il suffit de se laisser aller au plaisir des corps, de s'accorder sans effort pour que la marche se transforme en un jeu complexe, brodé de pas variés. Demi-tour, trois pas en avant, marche à droite, attention la marche, chassé et voilà le... transito. De quoi faire regretter à M. Jourdain d'être né en son siècle.

Sans musique a priori, sauf le cliquement des semelles, les cui-cui des oiseaux ou le tube du jour, ce «ready-made» chorégraphique possède ses règles strictes. Démarrage face à face, pivot pour se retrouver côte à côte et «on y va» (nom du premier pas) en avançant

ensemble les jambes inférieures, et «ça continue» (nom de la seconde figure), et ainsi de suite. Une façon d'enjamber les trajets quotidiens, de sublimer cette activité fonctionnelle qu'est la marche en la métamorphosant en œuvre d'art. «Un beau transito ne devrait évidemment pas laisser voir la technique», précise Bernard Tran, qui se considère comme l'archéologue de cette danse, née il y a des milliers d'années. Pourquoi ce nom ? Tout simplement à cause de son lieu de résurgence : la salle de transit de l'aéroport de Séville.

La bolita, elle, prend sa source dans la pampa argentine. «Jusqu'au début du XIX<sup>e</sup> siècle, les gauchos utilisaient le boladora, sorte de lasso constitué de deux ou trois pierres rondes enfilées dans des sacs de cuir reliés entre eux par des liens de nerfs de bœuf», explique Nathalie Clouet. On retrouve l'idée dans les années 50 où elles sont utilisées comme accessoire de danse folklorique. Mais il n'y a plus qu'une seule boule attachée par un lien à chacune des mains du danseur qui les fait rebondir sur le sol en synchronisant les percussions de ses pieds. En 1995 naît la bolita, une danse, un objet, la petite balle souple que l'on pend à sa ceinture au bout d'un élastique et hop ! d'une jambe sur l'autre, grand battement, débanchement, pirouette-cacahuète, et la bolita s'emmêle autour de la cuisse, vient rebondir sur

le mollet, repart à l'horizontale, virevolte, dessine des huit, des cercles autour du corps de la danseuse. De l'une à l'autre s'établit un dialogue ludique et imprévisible où il convient de garder le contrôle de sa ballottante partenaire, qu'elle n'aille pas vous faire un œil au beurre noir. A pratiquer tout seul, en famille, entre amis et pourquoi pas bientôt dans des compétitions !

Ces conversations physiques, transito et bolita, illustrent le propos plastique de Bernard Tran, qui spécule actuellement sur une nouvelle formule chorégraphique : le stopstongostep, une drôle de danse siamoise, mettant dos à dos l'immobilité (le stopstongostep) et le déplacement (le gostep). «Si le premier demande de pouvoir être et rester quelque part, le second réclame et revendique la liberté de circuler», commente son créateur, qui accrochera pour l'occasion les pages de son traité sur le sujet. Une métaphore de la vie. J'y vais ou j'y vais pas ?

Rosita Boisseau

\* Espace d'art contemporain, 55, rue du Montparnasse, Paris 15<sup>e</sup>. Tél. : 01-43-22-72-77. Du 17 au 20 mars, de 12 heures à 18 heures ; soirées démonstrations-pratiques, les 18 et 20, de 18 heures à 21 heures. Entrée libre.

## ACTUELLEMENT

### “LA MEILLEURE COMÉDIE DE CE DÉBUT D'ANNÉE.” Studio

“Tordant, intelligent et grand public.”  
Première

“Une comédie archi-hilarante dans la bonne tradition hollywoodienne.”  
Libération

“Chaleureux, intelligent, brillant. Aussi rare que drôle.”  
Le Figaro

PROX PREMIÈRE DU PUBLIC COMÉDIALP ALPE D'HUEZ 98

Kevin Kline

# In & Out

PROX PREMIÈRE DU PUBLIC COMÉDIALP ALPE D'HUEZ 98

Équipage 2





# Les provocations cliniques de « Casanova » rajeunissent le public de l'Opéra Garnier

## Angelin Preljocaj signe une nouvelle pièce chorégraphique dérangeante pour le Ballet de l'Opéra de Paris

Pour la seconde fois, Angelin Preljocaj crée un ouvrage pour le Ballet de l'Opéra de Paris. Après *Le Parc* (1994), inspiré de la princesse de Clèves

et de la Carta de Tendre, son *Casanova* est pré-taxte à danser la contagion du plaisir, et de la maladie, sans les habituelles métaphores béni-

oui-oui. « L'art doit être un crachat », dit le chorégraphe, qui ne s'est jamais effrayé du mauvais goût. Dont acte.

CASANOVA, d'Angelin Preljocaj pour le Ballet de l'Opéra de Paris. Goran Vejvoda (musique), Thierry Lepoutre (décors), Angelin Preljocaj (costumes), Marion Hewlett (lumière), Opéra Garnier, place de l'Opéra, Paris 2<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Opéra. Jusqu'au 18 mars, 19 h 30. Le 14, soirée à 20 heures. Tél. : 08-36-69-78-68. De 30 F à 280 F.

Au bar de l'Opéra Garnier, le serveur s'étonne : « Au début, c'était bizarre, il y avait peu de monde. Au fur et à mesure, la salle s'est remplie. La bouche à oreille a fonctionné. C'est les jeunes qui viennent. » Et ils applaudissent. Et les danseurs sourient, soulagés, enfin, de reconstruire leur public. Avec en tête, les étoiles Isabelle Guérin, Laurent Hilaire, Nicolas Le Riche, les premiers danseurs Aurélie Dupont, Nathalie Riqué, Wilfried Romoli. Et pourtant, c'est le moins qu'on puisse dire, ce *Casanova*, vingtième chorégraphie d'Angelin Preljocaj, est très spécial : il navigue entre boudoirs et Urgences, le feuilletton tité, « L'art doit être un crachat », dit le chorégraphe albanaï. Mission réussie. Son *Casanova* est un pré-taxte à parler des MST (maladies sexuellement transmissibles) : de la syphilis au sida. La mutine Isabelle Guérin détaille au micro

quelques signes cliniques des chlamydiae, des gonocoques, et autres maladies dites « honneuses », et nous souhaite une « bonne soirée ». Merci. Car ce n'est pas exactement à un embarquement pour Cythère que nous sommes conviés. Déjà, le rideau de scène effraie. Il s'agit d'un écorché. Le cœur est souligné de rouge. Les organes sexuels portent des griffes. Homme, femme ? Femme, dirions-nous, à la vue du sexe, lui aussi souligné de rouge. Dommage de désigner d'entrée de jeu la responsable du désir, donc du mal. Bref ! Quand le rideau se lève, on se retrouve dans un salon avec boiseries et banquettes pour galipettes en groupe. Les protagonistes assis, ou debout, font rebondir une balle de ping-pong. Ce bruit agaçant soulignera, tout au long de la pièce, l'écoulement du temps. Le grondement de la musique de Goran Vejvoda annonce toutes les voluptés, mais aussi tous les tourments avec ses bips d'encéphalogrammes plats. Les corps se mêlent. Hommes avec femmes. Femmes avec femmes. Mais pas femmes avec femmes, personne n'est parfait ! Qu'importe ! Ce prologue n'était pas utile. Pour un peu, le voyeur qu'on est censé être aurait aimé un peu plus d'imagination. Quand les banquettes se transfor-

ment en tables d'opération, que les lumières tamisées deviennent des néons, on se demande encore pourquoi ce sont les femmes qui sont plus intéressantes, plus énervantes aussi. Ce qui est toujours bon signe. Décor géant de radiographies. Milieu hospitalier. *Casanova* aurait dû commencer là, et observer l'unité de lieu. Mais Angelin Preljocaj veut être compris, comme il le dit « tout de suite et pas dans deux cents ans, car la danse est éphémère ». Il en devient trop explicite. Voire répétitif.

Des médecins en vert, masqués, courent des infirmières en blanc. Une scène crée le choc : les femmes habillées de chemises blanches et de sous-vêtements noirs portent des prothèses sexuelles masculines. *Casanova* a beau raconter l'histoire dans ses mémoires - une de ses conquêtes doit se faire passer coûte que coûte pour un homme -, un silence gêné s'installe. Les danseuses elles-mêmes ont l'air sidéré de ce qu'elles osent. L'hôpital alterne avec les archétypes de l'érotisme. Deux Indiennes se livrent à deux hommes à têtes de Ganesh, la divinité-éléphant. On entend des coucous suisses et le vrombissement d'avions qui bombardent. On pense aux rayons qui

### SORTIR

#### PARIS

Tabeta Zimmermann (alto) Hartmut Höll (piano). La Sonate pour alto, de Chostakovitch, est une œuvre noire, très noire. Mais Tabeta Zimmermann, jeune altiste admirable, a aussi choisi le *Lachrymæ*, de Britten, d'après Dowland, et la souriante et mélancolique *Sonate pour Arpeggione*, de Schubert. Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. 17 heures, le 14. Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F.

Kim Woo Paik (piano). Excellent musicien, pianiste sensible, tellement émotif qu'il lui arrive de forcer son instrument, Kim Woo Paik a choisi de jouer l'intégrale de l'œuvre pour piano de Ravel en un récital. Vlado Perlemuter, le plus grand ravelien, avait coutume de relever ce défi pour la mémoire et la tension nerveuse. Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Miromesnil. 19 heures, le 14. Tél. : 01-49-53-05-07. 200 F.

Opus Akoben Steve Coleman En première partie, les trois rappers d'Opus Akoben, tchatcheurs émérites, dont les textes comme la musique dépassent les clichés - mitraillettes, défonce et jolies pépées - qu'une partie du rap se contente de véhiculer. En seconde partie, une nouvelle version du Five Elements de Steve Coleman. Il a ramené la formation instrumentale à quatre membres auxquels vient se joindre une danseuse, sorte de cinquième musicien pour interpréter l'univers jazz et funk tout en cassures, soubresauts et mouvements cycliques du saxophoniste. La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Pigalle. 20 heures, les 14 et 15. Tél. : 01-49-25-99-99. 150 F.

Serge Forté Quartet Pianiste de jazz très attentif au développement mélodique, rythmique de grand talent, Serge Forté, qui vient de rendre hommage à Oscar Peterson, dirige un quartette où l'on écouterait avec attention les combinaisons entre le batteur Louis Moutin et le percussionniste Milinjo Garay ; Jean Wellers est à la contrebasse. Salle du Colombar, place de l'Église, Ville-d'Avray (78). Le 14, 20 heures. De 70 F à 100 F. Tél. : 01-41-15-13-44.

Réouverture du Baiser salé Fermé depuis la fin 1997 pour cause de diverses mesures administratives sur la sécurité et des bruits musicaux un peu trop élevés, le Baiser salé retrouve ses portes. Rendez-vous donc pour une « Mega Jam Session », soit une grande fête où les musiciens qui font vivre le lieu depuis des lustres mêleront jazz, afro-beat, funk et blues jusqu'à l'aube. 58, rue des Lombards, Paris 2<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. RER Les Halles. Le 14. Tél. : 01-42-33-37-71. Entrée libre.

Le Village fête à Saint-Patrick La Saint-Patrick, fête nationale irlandaise, se célèbre officiellement le 17 mars, mais elle commence dès ce week-end à la Grande Halle de La Villette, en partenariat avec le Festival interculturel de Lorient. Bals et concerts irlandais le 14, à partir de 20 h 30, avec Cooney and Begley, Sharon Shannon... Le 15, à partir de 16 h 30, *Liamon*, spectacle créé par les Bretons Carré Manchot et les Guadeloupéens Akiyo, suivi d'un fest-noz avec Gwenfroi et le Bagad Keriz (de Clichy). Le Bagad de Yann Bihoué mènera parade (gratuite) devant la Grande Halle, le 17 mars à 16 heures, en introduction au concert de Dan Ar Braz au Zénith. Grande Halle de La Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-de-Pantin. 100 F le samedi, 50 F le dimanche. Tél. : 08-03-30-63-06.

## Pierre Bourdieu mis en voix par Didier Bezace

LE JOUR ET LA NUIT, d'après trois entretiens extraits de *La Misère du monde*, de Pierre Bourdieu. Mise en scène : Didier Bezace. Avec Emmanuel Courcol, Eric Dufay, Odile Fredeval, Magali Leris, Marianne Mério, Marina Pastor, Salah Teskouk. THÉÂTRE DE LA COMMUNE, 2, rue Edouard-Poisson, Aubervilliers. M<sup>e</sup> Aubervilliers-Pantin-Quatre Chemins. Du mardi au samedi, à 20 h 30, dimanche à 15 heures. Tél. : 01-48-34-67-67. De 50 F à 130 F. Durée : 1 h 30. Jusqu'au 18 mars, puis du 2 au 4 avril.

tel succès est rassurant. Il montre à quel point les Français sont avides de se connaître au présent, de percevoir ce qui se trouve derrière « les écrans qui cachent les vraies raisons de la souffrance », de suivre du doigt les failles qui traversent la société. Il montre en outre que les discours de maîtrise ne leur font pas peur, bien au contraire.

La fortune théâtrale, spontanée, des témoignages collectés par l'équipe de Pierre Bourdieu coule de source. Quatre mises en scène ou en espace ont précédé celle que présente Didier Bezace à Aubervilliers sous le titre *Le Jour et la Nuit*. Celle de Xavier Marchesni en 1993 dans *la banlieue parisienne (France parle)* ; celle d'Alain Timar en 1994 à Avignon (*Signes particuliers*) ; puis celle de Dominique Férét en 1995 à La Villette avec Philippe Clévenot (*Abbas*). A l'été 1997 enfin, Philippe Adrien ouvrait son Théâtre de la tempête pour donner voix durant trois jours aux 76 personnes interrogées dans *La Misère du monde*.

Pour *Le Jour et la Nuit*, Didier Bezace a sélectionné trois récits, trois témoignages de femmes, qui vont se succéder autour de la même table. La mise en scène, impeccable, tire les propos vers le papier glacé. C'est clair, froid, déshumanisé. Elle ôte ce qu'il y avait de chair dans le texte, renvoie l'individu vers le type, si non le stéréotype. Impossible de ne pas voir dans ce décalage une manière insidieuse de retour à l'envoyeur, une remise en question des personnes.

La moquerie devient ouverte dans le traitement des enquêteurs, dont Didier Bezace fait basculer le jeu avec une intelligence perverse. Le premier apparaît en trench-coat, façon Colombo, pour un questionnaire mené à la bougie. Le dernier, genre comique en noced papillon, précédé d'un cactus, bégaiement admirant ses ongles. Entre les deux, un magnétophone suffit à faire le travail.

Jean-Louis Perrier

## Luca Ronconi fête la naissance de l'opéra à Florence

ORFEO, de Monteverdi. Avec Cecilia Gasdia (Musique, Eurydice), Roberto Scaltriti (Orfeo), Sara Mingardo (Messagère, Esprit), Marina Comparato (Proserpine), Antonio Abete (Pluton), Mauro Uterzi (Apollon), Concerto Vocale et chœur du Mai musical de Florence, René Jacobs (direction). Mise en scène : Luca Ronconi. Décor : Margherita Palli. Costumes : Vera Marzot. Lumières : Guido Levi. THÉÂTRE GOLDONI. Prochaines représentations, les 17, 18, et 20 mars, à 20 h 30 ; le 21, à 15 h 30. Tél. : 0039/55/27791.

riorité de l'*Orphée* présenté en 1607 devant un public très restreint (quelques amis des princes de Gonzague).

De ce point de vue, les choses n'ont pas beaucoup changé, du moins tant que la RAI, la télévision publique italienne, n'aura pas diffusé à l'écran le spectacle sous la forme d'un opéra filmé. Respectant le choix de Luca Ronconi, seuls 170 spectateurs peuvent occuper le petit Théâtre Goldoni. Le parterre n'existe plus. Devenu un vrai lac, image du Styx, il sera traversé par le chanteur pour ressusciter Eurydice, l'épouse morte le jour même de ses nocces. Vraie eau donc, vraie herbe également recouvrant entièrement la scène où les bergers chantent et dansent, habillés comme des paysans du XVI<sup>e</sup> siècle. Ils fument des cigares, boivent du vin, et leurs attitudes et leurs danses accentuent leur innocence et leur simplicité perdues.

tant de virtuosité court fatalement le risque de quelques départs à contretemps. La direction musicale est très soignée et bien équilibrée dans les parties chorales comme dans la sinfonia du début. Elle l'est moins dans les longs épisodes de « chant récité », où elle se heurte au lyrisme des interprètes : tous italiens, ceux-ci ont une bonne connaissance des nuances rythmiques et expressives du texte, mais ils tendent, en particulier Orphée, à haclurer le discours, le rendant peu fluide.

Ils chantent trop, récitant moins, à l'exception de Sara Mingardo, qui trouve le juste et difficile équilibre réclamé par Monteverdi.

Sandro Cappelletto

FLORENCE de notre envoyé spécial Prologue : Orphée, les yeux bandés, fait son entrée sur scène incarnant la Musique qui se présente. Elle évoque ses pouvoirs, en particulier celui de lui faire recouvrer la vue. Ce geste simple est le point de départ de l'*Orphée* de Claudio Monteverdi, mis en scène par Luca Ronconi, dans une production du Teatro Comunale pour célébrer la naissance de l'opéra en tant que genre musical, il y a de cela quatre siècles à Florence. Jacopo Peri et Ottavio Rinuccini composèrent en 1598 la musique et les paroles d'une œuvre intitulée *Daphné* dont il ne reste que quelques fragments. Suivra *Eurydice*, deux ans plus tard, en l'honneur des noces de Marie de Médicis et Henri IV de France. Musique et texte ne survivront au temps que pour servir d'élément de comparaison et proclamer la supé-

L'AUBE DU MÉLODRAME Si *Orphée*, nous dit Ronconi, nous devons retrouver ce sentiment de stupeur qui a saisi les spectateurs et les interprètes de l'époque. Sur cette structure linéaire viennent se greffer des choix moins évidents que le geste initial : Proserpine et Pluton, en habits de soirée, sont présentés à l'intérieur d'une paroi en miroir brisé encadrée dans une grande armoire XIX<sup>e</sup> alors que les trois faux cyprès qui se tenaient dans le pré se soulèvent et, basculant sur eux-mêmes, se présentent désormais la pointe vers le bas. Il est

DU 12 AU 22 MARS 1998  
FOIRE NATIONALE A LA BROCANTE  
ILE DE CHATOU  
PRES DE PARIS.  
ACCES DIRECT R.E.R. CHATOU  
TOUS LES JOURS DE 10H A 18H.  
ORGANISÉE PAR LE SYNDICAT NATIONAL DU COMMERCE DE L'ANTIQUITE ET DE L'OCCASION  
Tél. : 01 47 70 88 78

### GUIDE

FILMS NOUVEAUX  
Cartoon 14 Dessin animé français de Bela Weisz, Jacques-Rémy Geisler, Jacques Houssin, Matthias Bruhn, Mark Baker, Alain Gagnol et Jean-Loup Fallico. L'oyant Pour-voire, Michaël Dudok de Wit (1 h 05). Le Défi Film franco-néo-zélandais de Bob Swain (1 h 37). L'Esprit Film américain de Barbet Schroeder, (1 h 40). Everest Film américain de David Breashears (45 min). Femmes de Tangier Film franco-marocain d'Edgardo Cozarinsky (1 h 27). L'homme est une femme comme les autres Film français de Jean-Jacques Zillberrman (1 h 40). Ice Storm Film américain d'Ang Lee (1 h 52). Mieux dans le jardin du Bien et du Mal Film américain de Clint Eastwood (2 h 35). Petits désordres amoureux Film français d'Olivier Nery (1 h 35). Une vraie blonde Film américain de Tom DiCillo (1 h 45).

#### TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

#### VERNISSAGE

Sebastião Salgado Les Laboratoires d'Aubervilliers, 41, rue Lécuyer, 93 Aubervilliers. Tél. : 01-48-33-88-24. De 15 heures à 20 heures ; samedi de 14 heures à 18 heures. Fermé dimanche et lundi. Du 17 mars au 11 avril. Entrée libre.

#### ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Klorque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (à 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Paris de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche. Orchestra of the Age of Enlightenment Tchaïkovski : Sérénade pour cordes op. 48. Cinq violons, extraits, Concerto pour piano et orchestre n<sup>o</sup> 1. Ciri Hunk (piano), Roger Norrington (direction). Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-de-Pantin. 20 heures, le 14. Tél. : 01-44-84-44-84. De 100 F à 180 F (le 15 : Symphonie « pathétique »).

L'Archibudelli Beethoven : Trios à cordes op. 9 n<sup>o</sup> 7 et 2 et op. 8 « Sérénade ». Vera Beis (violin), Jürgen Kussmaul (alto), Anner Byena (violoncelle). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. 11 heures, le 15. Tél. : 01-49-52-50-50. 100 F.

Philharmonia Orchestra Bartok : Portraits. Haydn : Concerto pour violoncelle et orchestre. Dvorak : Symphonie n<sup>o</sup> 9 « Nouveau Monde ». Heinrich Schiff (Violoncelle), Christoph von Dohnányi (direction). Châtelet. Théâtre musical de Paris, 1, place du Châtelet, Paris 1<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. 17 heures, le 15. Tél. : 01-40-29-28-40. De 70 F à 230 F.

Côté coulisses Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. 22 heures, le 15. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.

Les Nomades rageurs Parc de La Villette, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-de-la-Villette. 20 h 30, le 14. Tél. : 08-03-07-50-75. 140 F.

L'annonce faite à Marie de Paul Claudel, mise en scène de Frédéric Fisbach. Théâtre Gérard-Philipe, 55, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. A partir du 10 mars. Du mardi au samedi, à 20 heures ; le dimanche à 17 h 30. Tél. : 01-48-13-70-00. Durée : 2 h 40. 50 F. Jusqu'au 28 mars.

Aujourd'hui (tête provisoire) de Michel Deutsch, mise en scène de l'auteur, Théâtre ouvert-jardin d'hiver, Parc de la Villette, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Blanche. Du lundi 16 au vendredi 20, à 20 h 30 ; le samedi 21, à 16 heures. Tél. : 01-42-62-59-48. 50 F.

Germania III, les Spectacles du mort-homme de Heiner Müller, mise en scène de Jean-Louis Martinelli. Théâtre national de la Colline, 15, rue Maitte-Brun, Paris 20<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Gambetta. A partir du 11 mars. Du mercredi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 16 heures ; le mardi, à 19 h 30. Tél. : 01-44-62-52-52. Durée : 1 h 50. De 110 F à 160 F. Jusqu'au 11 avril.

Mattiaïou Koltas d'après Bernard-Marie Koltas, mise en scène de Catherine Marnas. Conservatoire national supérieur d'art dramatique, 2bis, rue du Conservatoire, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Rue-Montmartre. Du samedi 14 au lundi 16, les mercredis 18, jeudi 19, vendredi 20, samedi 21, à 19 h 30 ; le mardi 17, à 20 h 30. Tél. : 01-53-24-90-16. Entrée libre sur réservation.

Régionales 1998  
Suivez la campagne sur Internet  
Découvrez également le portrait des 22 régions françaises  
www.lemonde.fr  
... également sur Minitel 3615 LEMONDE (2,23 F/mn)

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

RADIO-TÉLÉVISION

LE MONDE / DIMANCHE 15 - LUNDI 16 MARS 1998 / 25

FILMS DE LA SOIRÉE

22.35 La Cité des enfants perdus... 23.00 Que le meilleur l'emporte... 23.10 Le Journal du séducteur...

0.30 Stromboli... 0.35 Les Démons... 0.45 Lune de miel mouvementée...

2.05 Les Titans... 3.35 Le Goupard... 2.05 Les Titans...

NOTRE CHOIX

20.15 Arte « Le Dessous des cartes » Affirmer d'emblée que « l'Algérie va bien », même s'il est précisé que ce point de vue est celui des investisseurs...

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

19.00 Beverly Hills... 20.00 Journal, L'image du sport... 20.45 Le Résultat des courses, Météo...

ARTE

19.00 Armstrong et Miller... 19.30 Histoire parallèle... 20.15 Le Dessous des cartes, Algérie...

M 6

18.10 Amicalement vôtre... 19.10 Turbo, Wuzzing... 19.54 Le Six Minutes, Météo...

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.00 Comédie-Française... 22.35 Opus... FRANCE-MUSIQUE 19.31 Opéra...

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

19.00 T.V. +... 19.00 et 0.10 Paris modes... 19.30 Histoire parallèle... 20.00 Thalassa...

SPORTS EN DIRECT

21.55 Enquêtes médico-légales... 22.00 10 secondes qui ébranlèrent le monde... 22.05 Hollywood Golden Collection...

TELEFILMS

20.30 Sortis Intermixte... 20.50 La Grande Beké... 20.55 Nuits secrètes II... 22.00 La Radio, vos Barbara...

FILMS DU JOUR

17.20 Lune de miel mouvementée... 18.00 L'Anberge... 19.30 La Chèvre... 20.30 Premier rendez-vous...

20.35 Jude... 20.35 Que le meilleur l'emporte... 20.35 L'Arrière des ombres... 20.35 Yanks... 21.00 Ombres et brouillard...

22.20 Le train sifflera trois fois... 22.25 L.F. partagerait appartement... 0.15 Le Goupard... 0.25 L'Avventura... 0.30 Brunker Palace Hôtel...

NOTRE CHOIX

20.30 Téva « Téva Portrait » Des femmes de tête et de cœur

MARIE-CLÉMENTINE BENDO est une planteur africaine de quarante ans. Née au Congo, elle est venue en France à l'âge de quinze ans pour poursuivre ses études...

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

13.30 Le Rébellé... 14.15 Les Dessous de Palm Beach... 15.10 Rick Hunter, inspecteur choc... 16.00 Naturelement... 17.00 Nasid Bridges...

ARTE

15.30 Histoires de stars... 16.30 Le Sens de l'Histoire... 18.00 Les Nouvelles Aventures de Vidéoc... 19.00 La Femme en gris... 19.30 Maestros... 20.30 8 1/2 Journal...

GUIDE TÉLÉVISION

SOIRÉE ELECTORALE

19.15 et 19.55, 23.10 Spécial élections... 19.45 et 0.05 Spécial élections... 20.00 Spécial élections...

DOCUMENTAIRES

17.35 Enquêtes médico-légales... 18.00 10 secondes qui ébranlèrent le monde... 18.10 Hyènes chéries... 18.30 Le Temps des cathédrales... 19.00 Scandinavie, au pays du soleil de minuit... 19.45 Colorado, la fin d'un paradis sauvage... 19.50 Rubans d'acier... 20.20 L'Eau, perle rare du désert... 20.35 Les Nouveaux Explorateurs... 20.40 « Soirée thématique... 20.50 Jusqu'à la dernière goutte... 21.00 Portrait of Africa... 21.35 Une terre, des hommes... 21.45 Cris de femmes... 21.45 La Perle et son mystère... 22.00 Défis flagrants... 22.25 Grand document. L'Objet... 22.40 Des plantes et des hommes... 23.10 La trouble séduction de Adolf Hitler... 23.40 Le Métis... 23.55 Quand les perroquets parlent le mandarin... 0.30 Femmes dans le monde...

SPORTS EN DIRECT

13.15 Biathlon. Coupe du monde... 15.30 Cyclisme. Paris - Nice... 18.30 Football. Championnat de D 1... 19.30 Formule Indy. Championnat CART... 22.00 Tennis. Tournoi messieurs d'Indian Wells... 0.40 Concert Brax à Paris...

DANSE

17.00 et 0.55 Ulysse...

MUSIQUE

18.00 Sonny Rollins 1986... 19.30 Les Noces de Figue... 22.20 Émmanuël Vivant... 0.40 Concert Brax à Paris...

TELEFILMS

20.35 Electronic Junior III... 20.45 'T'es grand et puis t'oublies... 20.55 Le Cri du silence... 22.20 Émmanuël Vivant... 23.30 Spin City... 0.15 Les Cinq Dernières Minutes...

SÉRIES

17.45 Chapeau melon et bottes de cuir... 18.55 Dama à la tige... 20.00 Seinfield... 20.30 Dream On... 20.45 Columbo... 20.55 Julie Lescaut... 21.05 Presque parfaite... 22.13 Chapeau melon et bottes de cuir... 22.15 Spicy City... 22.40 New York Police Blues... 22.45 Twin Peaks... 23.30 Spin City... 0.15 Les Cinq Dernières Minutes...

SIGNIFICATION DES SYMBOLES: Signal dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ». On peut voir. Ne pas manquer. Chef-d'œuvre ou classiques. Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément, des programmes complets de la radio et de la télévision...

LES CODES DU CSA: O Accord parental souhaitable. A Accord parental indispensable ou interdit au moins de 12 ans. P Public adulte ou interdit au moins de 16 ans.

FRANCE 2

13.30 Dimanche Martin... 15.05 L'École des fans... 16.00 Naturelement... 16.55 L'Esprit d'un Jardin... 17.00 Nasid Bridges... 17.45 Parcours olympique... 17.50 Stade 2... 18.40 1000 enfants vers l'an 2000... 18.45 Drucker N... 19.15 Journal, Météo... 19.45 et 0.05 Spécial élections... 22.25 Les Spécialistes... 0.00 Météo... 1.05 Savoir plus santé...

FRANCE 3

13.00 Lignes de mire... 13.50 Les Quatre Dromadaires... 14.50 Sports Dimanches... 15.00 Tercé à Anzuoli... 17.20 Corky, un enfant pas comme les autres... 18.07 Flash Infos... 18.15 Va savoir, Ariège... 18.46 Les Tires régionaux... 18.54 19/20 national... 19.35 et 0.00 Météo... 20.00 et 21.05, 22.15, 23.05 Spécial Elections: National... 20.35 et 21.35, 22.20, 0.00 Spécial Elections: Régional... 0.25 L'Avventura... 0.30 Brunker Palace Hôtel...

CANAL +

13 En clair jusqu'à 14.55... 13.35 La Semaine des Guignols... 14.10 Australie... 14.55 L'Autre... 16.35 Les Reptiles... 17.20 Babylon 5... 18.05 et 22.30 Flash Infos... 18.15 Football en clair... 18.30 Football D 1: Lens - PSG... 20.30 My Canal is British... 20.35 Jude... 22.35 L'Avventura... 1.10 Amityville, la saison des poupées... 13.30 Les Lumières du music-hall... 14.00 La Planète ronde... 15.00 Chercheurs d'aveventure...

FRANCE 2

13.30 Dimanche Martin... 15.05 L'École des fans... 16.00 Naturelement... 16.55 L'Esprit d'un Jardin... 17.00 Nasid Bridges... 17.45 Parcours olympique... 17.50 Stade 2... 18.40 1000 enfants vers l'an 2000... 18.45 Drucker N... 19.15 Journal, Météo... 19.45 et 0.05 Spécial élections... 22.25 Les Spécialistes... 0.00 Météo... 1.05 Savoir plus santé...

FRANCE 3

13.00 Lignes de mire... 13.50 Les Quatre Dromadaires... 14.50 Sports Dimanches... 15.00 Tercé à Anzuoli... 17.20 Corky, un enfant pas comme les autres... 18.07 Flash Infos... 18.15 Va savoir, Ariège... 18.46 Les Tires régionaux... 18.54 19/20 national... 19.35 et 0.00 Météo... 20.00 et 21.05, 22.15, 23.05 Spécial Elections: National... 20.35 et 21.35, 22.20, 0.00 Spécial Elections: Régional... 0.25 L'Avventura... 0.30 Brunker Palace Hôtel...

CANAL +

13 En clair jusqu'à 14.55... 13.35 La Semaine des Guignols... 14.10 Australie... 14.55 L'Autre... 16.35 Les Reptiles... 17.20 Babylon 5... 18.05 et 22.30 Flash Infos... 18.15 Football en clair... 18.30 Football D 1: Lens - PSG... 20.30 My Canal is British... 20.35 Jude... 22.35 L'Avventura... 1.10 Amityville, la saison des poupées... 13.30 Les Lumières du music-hall... 14.00 La Planète ronde... 15.00 Chercheurs d'aveventure...

Tout le cinéma 36 15 LEMONDE



## Passion futile par Pierre Georges

DES FOIS, quand un lecteur s'étrangle de rage, estimant que *Le Monde* n'est plus « son » *Monde*, cela se finit par cet envol définitif : « *Hubert Beuve-Méry doit se retourner dans sa tombe.* » Pauvres de nous ! Pauvre de lui ! Le fondateur et saint patron en mouvement perpétuel.

Voilà pourquoi, découvrant, l'autre jour, une page entière de ce journal consacrée à l'ouverture de la pêche à la truite, on s'est pris à redouter un méchant retour de gaule. Du temps d'HBM, un journal de référence n'aurait jamais osé consacrer autant d'espace à des futilités pareilles. C'est indécent quand on pense à toutes les choses graves qui se passent par ailleurs... Etc., etc. On connaît la chanson.

Des choses plus graves, effectivement. De plus sérieuses, c'est à voir. De plus comiques, aucune. Car voici, ce matin, que deux millions et plus de Français, encapuchonnés jusqu'aux narines, harnachés de courroies et de musettes, encaissés jusqu'à la hanche, vont filer, à bride abattue, vers le moindre ruisseau auvergnat, le plus vil torrent pyrénéen ou la plus paisible rivière normande pour « faire » l'adite ouverture.

Un phénomène social, donc. Autant qu'un rituel pré-printanier et une passion française. Ces choses-là pouvant intéresser, par le seul calcul des probabilités, un nombre conséquent de lecteurs. Il n'y avait aucune raison que *Le Monde* ne s'y intéressât point. Et, d'ailleurs, pour qui imaginerait encore une rédaction confite de sérieux et monacale de mœurs, au-dessus de ces soucis subalternes et de ces plaisirs vulgaires, signalons une chose : rue des Italiens, du temps de Beuve-Méry, ou peu après, fonctionna longtemps, à

la cantine, un atelier de fabrication de mouches artificielles. Il n'était ni clandestin ni ridicule, mais très fréquenté.

Donc, sauf à considérer que ces choses-là se font, mais ne se disent pas, la page s'imposait. A cette nuance près qu'elle vient bien tard dans un monde bien vieux. Car, il faut l'admettre, les ouvertures de la pêche à la truite ne sont plus ce qu'elles étaient. Et même, on rejoint là le comique, elles sont devenues prodigieusement ridicules.

Imaginez des rivières où des pisciculteurs, des sociétés de pêche ont déversé, à pleines bassines, des poissons d'élevage qui répondraient presque à l'appel de leur petit nom. Imaginez un petit matin de mars où des pêcheurs, ligne à ligne, coude à coude, se disputent des truites de travail ou de poissonnier. Imaginez cette bousculade, le ruisseau comme le métro aux heures d'affluence. Et au milieu coule la rivière !

Si cette chronique a le moindre objet, c'est pour dire comme la société de consommation s'est infiltrée partout. Y compris dans le moindre ru, dans la plus réveuse activité. En donner aux pêcheurs pour leur ouverture, pour leur éric, dans un cérémonial de Luna Park ! Et trop négliger le fond, la vraie truite sauvage, sa protection, celle des eaux, celle d'une vraie richesse piscicole et touristique. Multiplier sans cesse les déversements de truites de batterie, stériles et domestiques, et jurer, sans cesse, qu'on ne le fera plus ! Il n'y a pas de quoi piquer une colère, dira-t-on. Eh bien, si ! La pêche en France est tellement bien gérée qu'on y verra bientôt les derniers des Mobicans errer à la recherche des dernières indigènes.

## Le numéro deux du ministère de l'intérieur a été chassé du gouvernement italien

Suspecté de liens avec la Mafia, Angelo Giorgianni proteste

ROME de notre correspondant  
« *L'affaire Giorgianni est terminée* », a déclaré, à l'issue du conseil des ministres, vendredi 13 mars, Giorgio Napolitano, ministre de l'intérieur. Ce fut le seul commentaire après l'exceptionnelle décision de révocation contre le numéro deux du ministère, le sous-secrétaire à l'intérieur Angelo Giorgianni. La cessation de ses fonctions a été décidée à l'unanimité par les ministres sans que l'intéressé ait été entendu ou pu faire valoir son point de vue d'une manière ou d'une autre.

Il y a deux jours, Romano Prodi, président du conseil, avait officiellement demandé au sous-secrétaire de présenter sa démission. Celui-ci avait refusé, affirmant qu'il n'avait rien à se reprocher. Angelo Giorgianni a donc été chassé du gouvernement en raison de soupçons de collusion avec la Mafia. Mais ce dernier entend bien ne pas en rester là et a juré de se battre sur tous les fronts pour démontrer son innocence et mettre au jour le « complot politique » qui, dit-il, a

été monté contre lui. L'affaire n'est certainement pas close pour ce sénateur de quarante-quatre ans, membre du Renouveau italien, le mouvement du ministre des affaires extérieures, Lamberto Dini.

Cet ancien magistrat se déclare victime d'« une culture du soupçon »

Ancien substitut du procureur de la République à Messine (Sicile), il aurait flirté d'un peu trop près avec un entrepreneur, Domenico Mollica, présumé être en relation avec la Mafia. Angelo Giorgianni aurait notamment, selon un rapport de la Commission antimafia, freiné certaines investigations alors qu'il était en poste dans le port sicilien.

Rien d'autre pour le moment n'a été dévoilé concernant les éventuelles compromissions de calcul que l'on avait appelé le « *Di Pietro*

*du Sud* », du nom du juge vedette de l'enquête « *Mani pulite* » (« mains propres ») - lui aussi passé à la politique. Confortablement élu au sein de la coalition de centre gauche lors des élections d'avril 1996, Angelo Giorgianni était considéré comme un magistrat qui dérangeait. Il a été victime de quatre tentatives d'attentat.

Aujourd'hui, il se déclare en butte à « une forte légitimation de la culture du soupçon ». Le ministère de la justice a décidé de nouvelles investigations concernant les cas de corruption et les relations présumées de fonctionnaires de la nation avec certains milieux mafieux. Désormais chassé du gouvernement, Angelo Giorgianni assure que « *personne ne lui fermera la bouche* » et demande un débat au Parlement sur son éviction et les accusations portées à son encontre. « *Ce sont des infamies, des calomnies, affirme-t-il. Je suis prêt à répondre à tout, preuves à l'appui. Je suis accusé par des personnes que j'ai déjà dénoncées.* »

Michel Bôle-Richard

## La Grèce demande l'adhésion de la drachme au SME

LA GRÈCE a demandé, vendredi 13 mars, l'adhésion de sa monnaie, la drachme, au Système monétaire européen (SME), première étape devant mener à l'adhésion future de la Grèce à l'euro.

La Grèce, qui ne pourra être prête pour l'euro en même temps que les autres membres de l'UE, s'est fixé pour objectif d'adopter coûte que coûte la monnaie européenne au 1<sup>er</sup> janvier 2001. Parmi les Quinze, seuls le Royaume-Uni et la Suède demeurent désormais hors du SME.

Le comité monétaire de l'Union européenne (qui réunit les banquiers centraux et les directeurs du Trésor des Quinze) doit se réunir samedi midi à Bruxelles pour étudier les propositions grecques.

La drachme a fortement chuté sur les marchés vendredi, dans l'anticipation d'une dévaluation de la monnaie grecque à son entrée dans le SME.

Le niveau du taux pivot de la drachme au sein du SME devait être le principal objet de négociations lors de la réunion du comité monétaire.

### DÉPÊCHES

■ **PROCHE-ORIENT** : Ariel Sharon, ministre israélien des infrastructures, a suggéré, vendredi 13 mars, que Tshah commence un retrait par étapes du Liban-sud, même si l'armée libanaise n'a pas encore donné son accord pour prendre en charge la zone évacuée. « *Nous devrions tenter d'aboutir à un accord (avec Beyrouth, sur le retrait), sinon agir ainsi* », a précisé M. Sharon, qui entend présenter sa proposition à la réunion du cabinet restreint sur la sécurité, au début de la semaine. - (AFP)

■ **ISRAËL** : un ancien technicien de la centrale nucléaire de Dimona (sud d'Israël), Mordechai Vanunu, détenu pour avoir divulgué à l'hébdomadaire britannique *The Sunday Times* des informations sur l'arme nucléaire israélienne, est sorti de l'isolement total auquel il était soumis depuis douze ans, mais reste l'objet de restrictions spéciales, a annoncé vendredi 13 mars le ministère de la justice. - (AFP)

■ **TELEVISION** : quatre syndicats de journalistes de France 2 (SNJ, CFTJ, CGT et FO) ont déposé un préavis de grève, vendredi 13 mars, demandant l'ouverture de négociations sur le projet rédactionnel lancé par le directeur de l'information, Albert du Roy. Ce préavis, appelant les journalistes à cesser le travail à compter du 19 mars, coïncide avec une lettre ouverte signée par 42 journalistes reporters d'images (JRI) dénonçant les conditions dans lesquelles ils pratiquent leur métier et la ligne rédactionnelle de France 2.

■ **CINÉMA** : la censure préalable qui frappait le film italien *Toto che visse due volte* a été levée, vendredi 13 mars, par la commission d'appel du ministère de la culture. La commission de censure l'avait interdit de projection en Italie en raison de son caractère « *blasphématoire et pervers* » (*Le Monde* du 6 mars). Le film des réalisateurs siciliens Daniele Cipri et Franco Maresco reste toutefois interdit aux moins de 18 ans.

■ **TOURISME** : Londres est une ville sale et chère, affirme, samedi 14 mars, le quotidien *The Times* en rendant compte d'un nouveau guide de la collection Lonely Planet. Cet ouvrage de référence pour les routards relève que les magasins d'Oxford Street offrent des occasions douteuses, qu'on est asphyxié par les gaz d'échappement à Piccadilly Circus et que les prix des restaurants sont « *vraiment épouvantables* ».

■ **LOTO** : un parieur de Libourne (Gironde) a validé avec le système flash le bulletin gagnant du tirage du super-Loto effectué vendredi 13 mars. Il a ainsi remporté le deuxième plus gros gain de l'histoire de ce jeu avec 100 080 720 F (le plus gros a été de 150 077 770 F le 20 mars 1997). Les numéros tirés sont : 27, 39, 40, 41, 42, 44, numéro complémentaire 25. Les rapports sont pour cinq bons numéros et le complémentaire de 352 020 F, pour trois bons numéros de 867 F, pour quatre bons numéros de 867 F, pour trois bons numéros de 71 F.

■ **FOOTBALL** : le FC Metz a renforcé sa position de leader du championnat de France de première division en s'imposant (1-0) à Montpellier, vendredi 13 mars, lors de la 29<sup>e</sup> journée du championnat de France, qui doit se terminer dimanche avec les matches Lens-Paris-SG et Marseille-Bastia. Les résultats de vendredi sont : Montpellier-Metz 0-1 ; Le Havre-Cannes 2-0 ; Guingamp-Châteauroux 0-0 ; Toulouse-Lyon 0-2 ; Auxerre-Monaco 3-1 ; Strasbourg-Rennes 3-1.

## « Le Monde » des élections

Le Monde consacrera lundi, dans ses éditions datées du 17 mars, huit pages d'actualité et vingt-sept pages de résultats complets (région par région, département par département, avec des cartes, des infographies et des commentaires) aux élections régionales et cantonales du 15 mars. En raison de l'abondance de l'actualité, l'habituel cahier « *Economie* » du lundi est reporté au mardi (daté 18 mars). Il contiendra 15 pages d'annonces d'emplois et 8 pages d'annonces immobilières.


Tirage du Monde daté samedi 14 mars : 494 381 exemplaires

MOLECULE ANTI-CHUTE BREVETÉE

# ANTI-CHUTE DERCOS

A L'AMINEXIL

**LE 1<sup>ER</sup> TRAITEMENT A L'AMINEXIL®. EFFICACITÉ A 6 SEMAINES. PROUVÉE EN MILIEU HOSPITALIER.**



**+8% DE CHEVEUX EN PHASE DE CROISSANCE.**

Voici le premier traitement anti-chute à l'Aminexil® pour s'opposer à la rigidification des racines. Cette rigidification accélère la chute prématurée des cheveux. A 6 semaines, le traitement Dercos augmente le nombre de cheveux en phase de croissance de 8% par rapport au placebo. Testé en milieu hospitalier et en application quotidienne sur 130 personnes.

En cure de 2 mois, 2 fois par an.  
3 applications minimum par semaine.  
Sans effet indésirable.  
Consultez votre pharmacien.

**VICHY**  
LABORATOIRES  
LA SANTÉ PASSE AUSSI PAR LA PEAU.

**OFFRE SPÉCIALE**  
PROGRAMME +  
24 capsules + 12 cures

Offre disponible dans les points de vente participant à l'opération. Dans le cadre des modes d'application.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية